Arlette Laguiller
Toujours militante

Les Bons Caractères

Le présent ouvrage comprend la réédition de *Moi, une militante*, d'Arlette Laguiller, à partir d'entretiens avec Max Chaleil, paru en 1974 aux éditions J'ai Lu. Il est enrichi d'une préface et d'une postface qui couvre la période 1974-2020.

Toutes les notes de bas de page ont été ajoutées par l'auteure en 2020.

Sauf indication contraire, les photos proviennent de la collection d'Arlette Laguiller ou de la photothèque de *Lutte ouvrière*.

© Éditions Stock, 1974
© Éditions J'ai Lu, 1974
© Les Bons Caractères, 2021
ISBN : 9782915727760
Dépôt légal 1er trimestre 2021

Sommaire

Préface

Je suis toujours là 7

Moi, une militante 15

1. Mon départ dans la vie 17
2. Employée de banque 33
3. Militante syndicale 37
4. Le Crédit Lyonnais 43
5. Militante politique 51
6. Vivre toutes les vies 59
7. Mai 1968 85
8. La reprise, et mon nouveau départ syndical 91
9. Les élections législatives de 1973, mon passage à la télé 101
10. La fête de Lutte ouvrière 113
11. La grève de février 1974 117
12. Les élections présidentielles 137

Postface (octobre 2020) 149

De 1974 à 1988 : trois candidatures à l'élection présidentielle 151
L'élection présidentielle de 1995 159
Élue au Parlement européen (1999-2004) 163
Des luttes au Crédit Lyonnais à celles de tous les travailleurs 166
D'élection en élection (1997-2007) 171
Depuis les années 1970, la vie politique a changé, et en même temps… 177
De Le Pen père à Le Pen fille 181
Des attentats de 2001 à ceux de 2015 183
Le long combat pour l'émancipation des femmes 185
Notre fête 187
En conclusion 189

Toujours militante

Préface

Je suis toujours là

Si j'ai eu envie de faire une nouvelle édition de mon livre paru en 1973 (*Moi, une militante,* Éditions Stock), puis dans une version complétée en 1974 (Éditions J'ai Lu), c'est tout d'abord pour affirmer que, 46 ans après, mes idées restent les mêmes et que je n'ai jamais cessé de militer durant toutes ces années. On dit souvent à mes camarades : « On ne voit plus Arlette. » C'est vrai, je ne suis plus sur le devant de la scène. Mais je continue aujourd'hui à défendre mes idées.

En 1974, je fus la première femme candidate à l'élection à la présidence de la République. Émanant d'une femme et d'une travailleuse, ma candidature a vraiment marqué cette campagne électorale. Pour beaucoup, ce fut une incongruité qu'une simple dactylo (travaillant dans une grande banque), d'un milieu populaire, et ayant dû gagner sa vie à 16 ans, ose se présenter et le fasse pour défendre les idées révolutionnaires.

J'ai 80 ans et rien n'a été plus beau pour moi, rien n'a été plus enthousiasmant que de voir, ces derniers mois, ces centaines de milliers de jeunes manifester aux États-Unis et à travers le monde contre le racisme et les violences policières, contre les discriminations et les injustices. Et que ces manifestations aient lieu dans les pays les plus riches de la planète rappelle que le système capitaliste est inégalitaire, et qu'il faut le renverser pour construire une autre société. C'est le sens

de mon engagement communiste révolutionnaire, qui n'a pas changé depuis mes 20 ans, en 1960.

La guerre du peuple algérien, démarrée en novembre 1954, m'avait montré que le racisme et la xénophobie existaient ici en France. Je n'oublierai jamais ce 17 octobre 1961, où la police de ce pays massacra, assassina et jeta dans la Seine des dizaines d'Algériens qui manifestaient à Paris contre le couvre-feu qui leur était imposé par le préfet Papon[1]. Encore aujourd'hui, je vais chaque fois que je peux au rassemblement annuel au pont Saint-Michel pour la mémoire de ces Algériens assassinés.

De la guerre d'Algérie est né aussi mon sentiment que ce qu'on appelle la « gauche » n'est pas toujours du côté des opprimés. C'est d'ailleurs pour cela que, lors de la campagne électorale de 1974, j'ai mis en cause le passé de Mitterrand. En tant que ministre de l'Intérieur puis garde des Sceaux dans des gouvernements qui intensifièrent la guerre en Algérie, il avait notamment contribué à y envoyer des centaines de milliers de jeunes conscrits contre le peuple algérien luttant pour sa libération. Ministre de la Justice dans le cabinet du SFIO Guy Mollet, Mitterrand avait autorisé l'exécution de nombreux militants du FLN, et celle de Fernand Iveton, militant du Parti communiste algérien (PCA), condamné à mort pour avoir mis une bombe qui n'avait pas explosé dans un local technique de l'usine à gaz où il travaillait. Mitterrand avait participé au sommet de l'État à cette sale guerre.

Une différence entre les années 1970 et aujourd'hui, c'est qu'à l'époque la grève générale de 1968 était encore dans les têtes. Même la grève des mineurs qui, en 1963, avaient tenu tête à de Gaulle, était dans les têtes. Certes, déjà à l'époque,

1 Maurice Papon (1910-2007), préfet de police de Paris de 1958 à 1966, puis ministre de Giscard d'Estaing, condamné en 1998 à dix ans de réclusion criminelle pour l'organisation de la déportation des Juifs de la région bordelaise pendant la Deuxième Guerre mondiale.

des journalistes, des sociologues, des économistes expliquaient que la classe ouvrière était en voie de disparition et que de toute façon elle serait remplacée dans les usines par des robots. Mais les robots sont fabriqués par des travailleurs ! Aujourd'hui, avec l'absence de la classe ouvrière sur la scène politique, ce discours revient encore plus qu'à l'époque. Comme quoi les intellectuels de la bourgeoisie ne se renouvellent vraiment pas !

Sans doute, le développement de l'informatique a changé certaines tâches, mais il en a créé de nouvelles. Et, de toute manière, que l'on soit ouvrier ou technicien chez Renault, PSA, Toyota ou à ArcelorMittal, ou bien encore chez Michelin ou Continental, ou que l'on soit employée dans une grande surface, l'exploitation est toujours là, avec des cadences de travail infernales qui cassent les reins, les épaules, les poignets. Et au-delà des ouvriers d'usine, on trouve la classe ouvrière chez Amazon, chez Derichebourg ou Uber, chez Chronopost ou Fedex. On la trouve dans l'industrie pharmaceutique comme chez les éboueurs ou les jardiniers municipaux, dans les hôpitaux ou dans les banques. On la trouve dans les bureaux à La Défense ou dans les grands magasins ; on la trouve dans les ateliers de réparation des avions. Ce sont aussi les dizaines de milliers de salariés du nettoyage, les femmes de ménage des grands hôtels, ou encore les agents de sécurité. Ce sont aussi les livreurs de repas chez Deliveroo ou autres circuits de distribution, même si on les appelle autoentrepreneurs.

Oui, les travailleurs sont des millions dans ce pays. On a découvert de nouveau leur existence lorsque ceux de la SNCF et de la RATP ont paralysé le pays dans la lutte contre la réforme des retraites en décembre 2019 et janvier 2020. Qu'ils et elles soient conducteurs, contrôleurs, ouvriers de maintenance ou agents sur les quais, ils ont prouvé à tous que, quand les travailleuses et les travailleurs s'arrêtent, tout s'arrête. Oui, cette classe ouvrière est souvent précaire, en intérim, en CDD

ou au chômage. Mais elle est celle qui fait marcher le pays. Elle est souvent aussi sans papiers, comme ces immigrés qui travaillent et qu'on refuse de régulariser. C'est sur elle que la société entière repose, et sans elle rien n'existerait.

À Lutte ouvrière, nous pensons que ceux qui sont indispensables pour faire tourner l'économie devraient diriger la société. On l'a vu pendant l'épidémie de Covid-19 : alors que les gouvernements avaient supprimé des lits d'hôpitaux par dizaines de milliers, ce sont toutes les catégories de personnel – du médecin à la femme de ménage – qui ont remis sur pied des lits d'hospitalisation et de réanimation. Oui, je milite toujours pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et son remplacement par le pouvoir de la classe ouvrière organisée démocratiquement, pour bâtir un autre système économique que le capitalisme.

On m'a souvent reproché mon « Travailleuses, travailleurs » devenu célèbre, que Nathalie Arthaud a repris à son compte. On me disait que cela exclut les chômeurs ou les retraités. Eh bien non, les chômeurs sont d'anciens ou futurs travailleurs et les retraités sont bien par définition des anciens travailleurs.

Aujourd'hui, les réseaux sociaux véhiculent le meilleur et le pire. Les rendez-vous pour les manifestations, qui y circulent, que ce soit pour l'écologie ou comme récemment pour dénoncer le racisme et les violences policières, sont souvent suivis par la jeunesse. À côté de ces aspects positifs, on trouve les pires fake news, le complotisme ou les désinformations contre la vaccination et contre les avancées scientifiques. Quand ce ne sont pas les insultes racistes, sexistes ou homophobes.

En son temps, Trotsky soulignait le paradoxe que les moyens de communication les plus modernes de l'époque, comme la radio, servaient aussi à diffuser les idées obscurantistes, comme celles du pape. C'est un paradoxe que les

idées les plus rétrogrades soient véhiculées par les techniques les plus modernes de communication. Mais les idées progressistes ont toujours trouvé le moyen de circuler, quels que soient les moyens techniques dont les hommes disposent.

Avant la Révolution française de 1789, les idées progressistes des penseurs de l'époque circulaient sous forme de pamphlets, de journaux, diffusés par les colporteurs qui voyageaient dans tout le pays. Erckmann et Chatrian le racontent bien dans l'*Histoire d'un paysan*. Aux débuts du mouvement ouvrier, la circulation des idées se faisait aussi par d'innombrables canaux. Par exemple, par ces journaux ouvriers, *L'Écho de la fabrique* des canuts lyonnais, ou le *Populaire* de Cabet, lus dans les tavernes, dans les familles et dans les ateliers, souvent à voix haute et collectivement. Ou par ces militants qui allaient de ville en ville porter un discours et des idées, comme ces militants de la Première Internationale (1864-1872) qui se déplaçaient en Europe pour rapporter des débats, transmettre des soutiens financiers, recueillir des informations, organiser de nouvelles sections. Il y avait aussi la circulation au sein même des ateliers, entre ouvriers de différentes générations et de différentes origines. Je pense à la militante Lucie Baud (1870-1913), qui a raconté comment, dans une grève du textile à Vizille en Isère en 1905, elle avait œuvré à l'intégration des ouvrières italiennes, particulièrement exploitées et séparées de leurs camarades de travail par la barrière de la langue. Je pense encore aux ouvriers finlandais qui avaient ces journaux muraux manuscrits. Ou aux bolcheviks, qui ne pouvaient imprimer leur presse en Russie, mais dont les militants en exil rapportaient des exemplaires, cachés dans leur valise, voire sous leurs vêtements, comme l'a raconté l'un d'entre eux, Ossip Piatnitski (1882-1938), dans ses *Souvenirs d'un bolchevik*.

Nous ne sommes certes plus dans les mêmes conditions, mais nous avons gardé cette tradition, à Lutte ouvrière, de

faire circuler nos idées par tous les moyens possibles. Nous diffusons toutes les deux semaines, dans plus de 300 entreprises du pays, des bulletins reprenant le point de vue des communistes révolutionnaires sur l'exploitation de la classe ouvrière et sur les grands événements nationaux et internationaux. Cela permet de contrer la propagande patronale et de faire circuler les idées nécessaires à l'émancipation des travailleurs. Ces bulletins visent à redonner aux travailleurs la fierté d'être ceux qui sont indispensables, exploités peut-être, mais qui peuvent changer l'ordre social.

Nous continuons aussi à publier notre hebdomadaire *Lutte ouvrière* et notre revue *Lutte de classe*. Bien entendu, nous utilisons aussi les réseaux sociaux et Internet pour diffuser nos idées. Et ma fierté d'être toujours militante, c'est de contribuer à répandre les idées communistes révolutionnaires.

Mais pourquoi, me demandent encore certains journalistes – et ils le demandent maintenant à Nathalie Arthaud –, continuez-vous à défendre ces idées-là, alors que vous et votre parti faites seulement 1 % ou 2 % des voix aux élections ? C'est une question légitime, mais ce sont bien souvent des gens qui défendent l'ordre établi qui posent de telles questions. Ils ont d'ailleurs oublié qu'il y a quelques années j'ai obtenu par deux fois 1,6 million de voix, soit plus de 5 %. Cela dit, ce n'est pas que le score nous importe peu, mais nous nous présentons avant tout pour faire entendre « le camp des travailleurs ». Nous sommes candidats pour offrir la possibilité aux travailleurs de voter pour les leurs, et non pour des politiciens de la bourgeoisie. Des centaines de milliers d'électeurs qui, à un moment ou un autre, ont voté pour nos idées comptent bien plus dans les luttes que dans les élections. Mais cela, les journalistes aux ordres de la bourgeoisie ne veulent pas ou ne peuvent pas le voir.

Au fond, la question électorale n'est pas centrale pour nous. En tant que révolutionnaires, nous militons pour une

transformation radicale de la société. Nous luttons pour arracher le pouvoir économique et social à la bourgeoisie. Des transformations révolutionnaires, il s'en est produit dans l'histoire, de la Révolution française de 1789-1794 à la révolution chinoise de 1949, en passant par la révolution russe de 1917, et d'autres encore. Ces périodes, elles sont marquées par l'irruption des masses sur la scène de l'histoire, comme l'écrivait Trotsky. Des millions de femmes et d'hommes, de petites gens, de travailleuses et de travailleurs, qui d'ordinaire ne font pas de politique, s'intéressent soudain à tout un tas de questions et remettent en cause les certitudes les plus établies, les ordres les plus anciens, les traditions les plus enracinées. Je pense à la prise de la Bastille, cette prison qui faisait si peur ; au soulèvement de millions de paysans contre les propriétaires terriens, et à l'évolution de tout un peuple, jusqu'alors royaliste, qui est devenu républicain et a soutenu l'abolition de la monarchie.

Si on évoque la révolution russe, les mêmes problèmes se sont posés. Personne, en 1917, n'avait préparé la révolution, personne même ne s'y attendait : elle est survenue parce que les ouvrières et les ouvriers de Petrograd, excédés par les années de guerre et les privations, ne voulaient plus du régime ancestral des tsars et des nobles. Les soviets, ces conseils démocratiques où les ouvriers, puis les soldats et les paysans, prenaient leurs affaires en main, s'étaient constitués très rapidement, sur le modèle de ceux de 1905. D'un côté, la révolution de Février changeait tout. Et en même temps, tout restait à faire : la bourgeoisie détenait toujours le pouvoir économique, les terres appartenaient toujours aux propriétaires fonciers. Et le gouvernement provisoire poursuivait la guerre impérialiste. Autrement dit, les masses avaient fait table rase du tsarisme, mais pas de l'exploitation. Comment faire aboutir leurs aspirations à une société juste, libre, égalitaire ? C'est là que le Parti bolchevique fut essentiel. Il n'avait pas joué

de rôle significatif en février, même si ses militants y étaient aux avant-postes. Mais il joua un rôle capital dans les mois qui suivirent, en formulant les aspirations collectives, en leur donnant un sens, en organisant concrètement la révolution d'Octobre. C'est elle qui mit fin à la propriété foncière, qui mit fin à la guerre, qui permit de renverser la classe capitaliste et de bâtir un État ouvrier. Sans masses insurgées, il ne peut y avoir de révolution ; sans parti révolutionnaire, il ne peut y avoir de victoire accomplie sur l'oppression et sur l'exploitation.

Pour qu'à l'avenir les soulèvements, qui ne manqueront de se produire, puissent aboutir, il faudra des partis révolutionnaires. C'est à la construction d'un tel parti ouvrier, communiste et révolutionnaire que, dans la continuité de bien d'autres avant moi, je consacre ma vie militante.

Dans les pages qui suivent, les lecteurs trouveront le livre *Moi une militante* déjà publié en 1974, puis une postface qui évoque mon engagement depuis cette date. Je reviens sur différents combats et sur mes convictions communistes et révolutionnaires, toujours intactes.

Octobre 2020

Moi, une militante

entretiens avec Max Chaleil,
1974

1
Mon départ dans la vie

Je suis née le 18 mars 1940, dans le XIV^e^ arrondissement de Paris. Mes parents habitaient Les Lilas et j'y vécus avec eux, jusqu'à l'âge de vingt-trois ans.

Notre cité, la cité Jardins, qui donnait sur la rue de Romainville, a depuis été rasée. C'était, à l'époque, un ensemble de petits pavillons entourés de jardins individuels avec, au centre, une grande maison de trois étages qui faisait figure d'immeuble. La cité tout entière était une cité ouvrière mais, dans la maison de trois étages où s'entassaient neuf familles, se trouvaient réunis en quelque sorte les gens les plus démunis. C'est là que nous habitions à cinq, dans un une-pièce-cuisine.

Nous avons toujours connu une situation très difficile à la maison. Mon père, qui avait été prisonnier de guerre, était rentré malade et n'avait jamais retrouvé des activités bien normales. Il n'avait pas de métier et travaillait comme manœuvre. Il ne restait pas longtemps dans chaque emploi et, le plus souvent, était au chômage, car son état de santé ne lui permettait pas de tenir longtemps dans ces emplois physiquement très durs. Ma mère, malade aussi, ne travaillait pas.

Profondément traumatisée par la guerre, les bombardements, elle ne s'était jamais tout à fait remise de la mort d'un jeune enfant en 1945 et avait cessé depuis bien longtemps de travailler à l'extérieur.

Pour une famille ouvrière ayant trois enfants à charge, la vie n'était pas facile tous les jours.

Nous recevions des secours de la mairie et de l'aide sociale, et nous vivions vraiment dans le besoin.

C'était d'ailleurs la règle dans la maison où vivaient surtout des familles « à problèmes » : des gens buvaient, se

battaient, se faisaient des scènes terribles et tous manquaient d'argent et vivaient comme nous, dans une pièce-cuisine, parfois deux, dans un entassement indescriptible.

C'est pourquoi les enfants de la maison vivaient le plus souvent dehors, non dans la rue, mais sur l'étroite bande de pelouse qui ceinturait l'immeuble. Pour nous, c'était le paradis !

Il ne reste plus rien aujourd'hui de la cité Jardins, avec sa pelouse et ses allées aux noms de fleurs ; elle a été entièrement rasée pour faire place à un grand ensemble ; ses habitants ont presque tous été relogés dans une des tours de l'ensemble. Ma mère, veuve aujourd'hui[1], habite au treizième étage de cet univers de béton d'où a disparu tout espace vert. Elle bénéficie d'une salle de bains, du chauffage central, en un mot du confort, mais, comme la plupart des autres locataires, elle a gardé la nostalgie de la vieille cité avec ses jardins et ses arbres fruitiers.

Et c'est vrai que nous l'aimions bien, notre cité ; même pour les enfants de la maison qui n'avaient pas de jardin, il y avait cette irremplaçable pelouse d'herbe maigre où nous étions heureux de jouer. Sans elle, nous aurions été encore plus pauvres. C'était notre refuge et notre domaine. Quand les choses devenaient trop difficiles à la maison, quand éclataient les disputes et les scènes, ou tout simplement quand nous avions envie de respirer, d'être libres et de fuir la misère et ses logements surpeuplés, nous nous retrouvions sur la pelouse. Nous y passions des heures, et il fallait nous appeler maintes fois pour rentrer car nous n'avions pas le cœur à revenir vers cette maison si peu accueillante.

Comme beaucoup d'enfants, nous avions aménagé notre territoire et, sur cette pelouse qui nous appartenait, nous organisions des fêtes, des dînettes, des représentations

1 Elle est décédée en 1991.

théâtrales. Nous invitions parfois les autres gosses du quartier, qui devaient payer un droit d'entrée : quelques morceaux de sucre ou de chocolat, et nous nous montrions sévères quant à la sélection. Nous adorions nous déguiser et ma mère, qui était assez coopérante, nous prêtait de vieux chiffons et nous maquillait.

Ce petit univers imaginaire où chacun amenait ses idées, ses trouvailles et ses rires était le contre-pied nécessaire à la vie familiale.

Ma mère, catholique et très respectueuse d'un certain nombre de choses, parlait peu et se cantonnait dans son rôle de femme au foyer. Mon père, par contre, discutait beaucoup. Il se disait anarchiste. En fait, il ne l'était pas réellement, mais il aimait à se définir ainsi. À la maison, on lisait *Libération* (l'ancien), *L'Humanité* et *Ce Soir* (qui était à l'époque le quotidien du soir communiste), et parfois *Le Canard enchaîné*. Ainsi, au travers des journaux et des discussions avec mon père, j'ai eu mes premières notions politiques. Au collège d'enseignement général des Lilas, j'intervenais souvent dans les discussions en classe, avec mes professeurs, et j'exprimais des opinions dans les termes que j'entendais à la maison ; parfois, sans trop les comprendre !

Avec mon père, c'étaient de longues conversations. Sans doute est-ce de lui que je tiens ce goût pour la lecture qui ne m'a jamais quittée.

Mon père, mes camarades d'école l'appréciaient d'ailleurs beaucoup, quand elles venaient à la maison. Malgré notre jeunesse, il prenait la peine de nous expliquer des tas de choses. Il possédait une certaine culture et avait une excellente mémoire.

Bien qu'issu d'une famille très modeste, il avait fait quelques études et même passé un an au séminaire, avant de rompre tout à fait avec la religion. Mais la guerre et la maladie l'avaient brisé.

Toujours est-il qu'il m'a réellement influencée.

Mon goût de la lecture était connu de tous mes proches. Tous les cadeaux qu'on m'offrait étaient des livres. J'en empruntais également et, dès que j'ai pu travailler, j'en achetai moi-même.

J'ai lu d'abord les ouvrages que mon père aimait : Anatole France, Balzac et surtout Zola, qui m'a le plus marquée ; mais j'appréciais aussi Victor Hugo, Chateaubriand… En fait, je dévorais toutes les lectures que je pouvais trouver. C'était pour moi un refuge, une évasion. Et je restais des heures à lire derrière la fenêtre. Aujourd'hui, mon activité militante m'a révélé que la lecture n'était pas un refuge, une fuite loin des réalités, mais au contraire une façon de connaître d'autres réalités, d'élargir son expérience, de vivre d'autres situations, de connaître l'histoire des hommes et leur vie. Aujourd'hui, je fais lire autour de moi, mes amis, mes camarades de travail, et je suis convaincue que cela fait partie de mon activité militante.

Il y a des livres qui, par-delà les différences de pays, de langue ou d'époque, aident à comprendre la société et les hommes. Je crois qu'on ne peut être ni socialiste ni militant si l'on n'a pas le désir de se lier, y compris par la lecture, à l'humanité et à son histoire.

Évidemment, quand j'étais enfant, je ne raisonnais pas tant, j'aimais lire, simplement. Il m'arrivait même de faire l'école buissonnière, à la maison, avec un livre. Je m'inventais des maux de gorge auxquels ma mère croyait facilement.

Pourtant j'aimais bien l'école, où j'étais bonne élève. Mais si certaines disciplines me plaisaient, comme le français ou les sciences naturelles, je m'ennuyais ferme aux cours de mathématiques.

J'aimais bien mes professeurs et, par exemple, je ne me souviens pas d'avoir jamais ressenti ce que l'on appelle aujourd'hui la répression scolaire.

Ils m'ont d'ailleurs aidée, connaissant mon milieu modeste, à pousser plus loin mes études en m'incitant à préparer le concours d'entrée à l'école normale d'institutrices. Mon échec à ce concours m'a forcée à chercher un emploi, car il n'était pas question que je redouble.

Il était absolument indispensable que je travaille ; il fallait un salaire à la maison. Ce ne fut pas sans regrets que je quittai l'école ; regrets mêlés à la joie de gagner enfin ma vie et d'adoucir l'existence familiale. Déjà, même à l'école, ce qui m'avait toujours été pénible n'était pas l'enseignement que j'y recevais, mais l'humiliation d'être « assistée ». Comme nous étions pauvres, la mairie nous assurait des colis, l'assistance médicale et la cantine gratuite : c'était une bonne chose, mais combien humiliante d'être la seule, dans toute une classe, à bénéficier de la cantine gratuite. J'aurais préféré ne pas manger.

Pourtant, aux Lilas, il n'y avait pas de gosses de riches. Il y avait bien quelques filles de commerçants qui venaient en classe en bas nylon, à l'époque où nous portions encore chaussettes et gros souliers, mais elles étaient peu nombreuses et ne nous impressionnaient guère. Nous prenions notre revanche sur le plan intellectuel.

Le samedi ou le dimanche, elles sortaient, alors que nous n'avions pas d'argent pour aller au cinéma ; mais, en classe comme dans la cour de l'école, nous étions à égalité. Pourtant, ce manque d'argent m'était sensible. À l'âge où l'on sort avec des garçons, j'en ai souffert. Mais ça ne m'a pas traumatisée, car il y avait suffisamment de gars et de filles de même condition pour qu'on se sente moins seul.

Bien sûr, il y avait les vacances. Comme nous n'avions pas d'argent, nous ne partions jamais.

Jamais ou presque. Toute petite, j'allais quelquefois passer un mois dans la famille de ma mère, dans l'Oise. Pendant la guerre, j'y suis même restée deux ans. Je me souviens d'une

vieille dame qui habitait au-dessus de ma marraine et qui avait très peur des bombardements. Elle nous faisait mettre sous la voûte de la maison, pensant qu'ainsi il ne nous arriverait rien ; et nous restions là pendant les alertes ; puis nous allions ramasser dans le jardin les éclats d'obus de la DCA. Ce sont là mes premiers souvenirs de vacances et de campagne. Par la suite, j'ai cessé peu à peu d'y aller. Malgré leur gentillesse, nous n'avions pas envie, mes parents et moi, de les fréquenter. Nous n'avions en effet plus grand-chose de commun et, vivant dans la misère, replié sur lui-même, mon père n'avait pas envie de raconter sa vie aux autres.

Mes meilleurs souvenirs de campagne, c'est encore aux colonies de vacances que je les dois. Pendant deux ans, nous sommes parties, avec mes camarades, en « colo », avec le curé de la cité Floréal. C'était un curé rouge qui avait fait la Résistance, avait une compagne – c'était connu – et était plus que sympathique. Dans sa colonie, quand on n'avait pas d'argent, on ne payait pas.

Quelques dames à particule finançaient quelque peu ses œuvres et distribuaient des jouets à Noël.

Nous nous moquions un peu d'elles : conscientes de l'injustice sociale que nous étions, la charité nous était pénible, même sous forme de jouets. Mais la colonie, c'était autre chose. Nous habitions un vieux château délabré, avec très peu de moniteurs, donc pratiquement sans surveillance : les grands s'occupaient des petits et nous jouissions d'une liberté extraordinaire. Un immense parc entourait le château et nous jouions aux Robinsons, mangeant des pommes de terre cuites sous la cendre. C'était formidable.

Depuis, je crois que le curé s'est défroqué ; selon certains, il s'occuperait des pensionnaires d'un asile de vieillards. On dit aussi qu'il a fini par se marier. À son départ, en tout cas, nous n'avons plus fréquenté la chapelle. Entre-temps, poussée par ma mère, j'avais fait ma communion. Mon père, laïque et

libéral, laissait faire. Mais, au catéchisme, je devais être l'enquiquineuse, car j'étais extrêmement sceptique sur ce qu'on nous racontait. Et à ce niveau, je n'ai jamais vraiment eu de problème de conscience.

D'ailleurs, adolescente, j'étais déjà parfaitement au courant des problèmes de l'amour et de la procréation. D'une part, parce que j'avais beaucoup lu, Zola notamment, qui scandalisait d'autres filles ; d'autre part, parce que ma mère ne m'avait jamais caché la vérité.

Pendant toute cette période, je n'en ai jamais voulu à mes parents. J'avais tout de suite compris la situation et que, sans la guerre, mon père et ma mère auraient été différents, et la vie plus facile.

J'ai donc quitté l'école à seize ans, munie de mon BEPC[1]. Ce ne fut pas difficile de trouver du travail, le BUS[2] à qui j'avais écrit m'ayant signalé les banques où je pouvais solliciter un emploi. J'entrai comme employée de banque au Crédit Lyonnais qui accepta le premier ma demande.

Je ne suis pas près d'oublier le premier jour où je me suis présentée au bureau : je n'avais rien de convenable à me mettre et une voisine m'a prêté un imperméable rouge et des chaussures. C'était vraiment la limite !

À vrai dire, j'étais contente de travailler, presque soulagée. J'en avais assez des achats à crédit, des dettes chez le boulanger et l'épicier, des détours à faire pour éviter leurs boutiques et leurs réflexions. Tout ça n'est sans doute pas étranger à une certaine révolte, encore que les choses ne soient pas si simples, mais le fait de travailler me procura au début un véritable réconfort : celui de ramener un peu d'argent à la maison et de pouvoir, de temps en temps, m'offrir une fantaisie. Vis-à-vis

1 Brevet d'études du premier cycle, ancêtre du brevet des collèges, qu'on passait en troisième.

2 Bureau universitaire de statistiques, organisme d'orientation professionnelle de l'Éducation nationale.

de ma famille, notamment de mes frères qui avaient sept et neuf ans de moins que moi, j'apparaissais sûrement comme une seconde mère.

Cela m'a peut-être donné le sens des responsabilités.

Je fus d'abord stagiaire au Crédit Lyonnais, pendant trois mois ; on m'y apprit la dactylographie et quelques notions de base du travail bancaire. Puis on me nomma dans une agence. C'était une petite succursale, place Jules-Joffrin, en face de la mairie du XVIII[e] arrondissement de Paris, où travaillaient une vingtaine de personnes. Je me suis tout de suite retrouvée mécanographe, ce qui n'avait rien à voir avec mon apprentissage sur machine à écrire. Mais j'avais un emploi et c'était déjà bien beau.

Non, travailler ne me révoltait pas. C'était une chose normale dans mon milieu. Je ne me suis même pas syndiquée au début. C'est là une attitude commune à beaucoup de jeunes : se syndiquer, militer sur le plan professionnel, c'est en quelque sorte accepter d'avance cette vie d'employé que l'on veut absolument, à seize ou dix-huit ans, considérer comme provisoire[1]. Beaucoup de jeunes disent : « Ce n'est pas possible, on ne peut pas rester toute la vie dans cette boîte, revenir tous les jours, à la même heure, et chaque jour faire le même travail. » Et la plupart ajoutent : « Dans six mois, je serai parti, dans un an au plus tard. » Mais en réalité, la majorité reste. Un ou deux sur dix s'en vont, tout au plus. Bien souvent, quand on les rencontre plus tard, ils avouent être rentrés dans une entreprise du même style. C'est qu'en fait ils n'ont pas le choix. Et leur désir de s'en sortir, de faire un travail plus intéressant, plus libre et mieux payé n'est, au fond, qu'un rêve.

1 Aujourd'hui, le problème se pose bien différemment avec l'explosion du chômage et de la précarité, les jeunes mettent des années et des années avant de trouver un travail fixe et de pouvoir penser à se syndiquer.

Ils le sentent dès le début, mais ne veulent pas le reconnaître parce que, justement, ils sont jeunes et pas encore prêts à accepter.

Quand je suis rentrée à l'agence, j'éprouvais aussi ce sentiment-là. Et je n'avais pas l'impression que les problèmes syndicaux me concernaient. J'ai vécu de l'extérieur la grande grève de 1957, qui dura trois semaines. Il faut dire aussi qu'à l'agence nous étions quelques jeunes récemment embauchés, et les grévistes nous avaient mis en garde : « Vous venez de rentrer, vous n'êtes encore qu'à l'essai ; il vaut mieux que vous ne fassiez pas grève. Ils pourraient vous licencier tout de suite. » Tous les matins, les grévistes se rassemblaient devant la porte de l'agence, discutaient et se rendaient ensuite au meeting central. Nous étions seulement trois ou quatre jeunes à rester dans l'agence avec le sous-directeur et quelques gradés, mais nous ne travaillions guère et guettions l'arrivée des grévistes. C'était une ambiance assez extraordinaire et très sympathique.

À cette époque, j'étais davantage préoccupée par les événements d'Algérie. Un certain nombre de livres sur les tortures en Algérie, tels que *La Question* d'Alleg[1], commençaient à circuler. Que de telles choses existent, que les responsables les nient aussi tranquillement, que tant de gens informés acceptent de se taire, voilà qui me révoltait profondément ! J'avais envie d'agir, et très vite, car cela me paraissait insupportable.

Finalement, mon engagement syndical est venu après mon engagement politique. Ce n'est pas exceptionnel : depuis dix ou douze ans que je milite, j'ai remarqué bien souvent que les jeunes sont plus troublés, plus intéressés et aussi plus révoltés par les problèmes politiques ou simplement humains que

1 Henri Alleg (1921-2013), journaliste, membre du Parti communiste algérien (PCA), a publié en 1958 le livre *La Question,* immédiatement interdit par la censure en France.

par leurs difficultés matérielles. C'est réconfortant et normal : les jeunes ne sont pas encore brisés ni rendus égoïstes ; aussi sont-ils capables de souffrir et de s'indigner pour des injustices qui ne les touchent pas, eux, directement, mais qui remettent en cause des valeurs humaines auxquelles ils croient.

Mes premières discussions politiques à l'agence portèrent sur la Hongrie, l'Algérie, le racisme. Je lisais alors *L'Humanité* et, sur la question hongroise, j'ai longtemps pensé comme le Parti communiste français. Pour moi, si *Le Figaro* prenait la défense des insurgés, c'est que ceux-ci étaient de son camp. C'était un raisonnement simpliste qui ne me satisfaisait pas complètement mais, si j'éprouvais quelques doutes, je ne les communiquais pas. Devant les autres, en particulier devant mes camarades d'agence, je défendais les positions du PCF. Mais c'est à propos de l'Algérie et du racisme que nous nous accrochions le plus.

Pour la plupart des gens qui travaillaient avec moi, la guerre, c'était d'abord la faute à ces « salauds d'Algériens qui tuaient nos petits soldats français ». Moi, par contre, je trouvais normal et juste que les Algériens essaient de se libérer, et j'avais honte de cette guerre que les soldats français faisaient là-bas. J'étais, en outre, révoltée par le racisme qui sévissait dans le XVIII^{e} arrondissement où se trouvait mon agence, non loin du quartier de la Goutte d'Or, véritable quartier algérien dans Paris où les descentes de police, les passages à tabac, les tortures et parfois les fusillades se succédaient journellement. Le racisme était un sentiment que je ne connaissais pas et dont j'ai découvert la violence et la complexité à travers les préjugés de ceux qui m'entouraient.

Pourtant, je ne militais pas encore. On me prêtait une mentalité de gauche, à cause des idées que je défendais, mais c'était tout. De plus, il n'y avait pas de membres du PCF dans mon agence pour me pousser à rejoindre le parti. Soit à cause de la Hongrie, soit à cause de l'Algérie, j'émettais un certain

nombre de réserves plus ou moins vagues et conscientes qui m'empêchaient d'y adhérer. Néanmoins, je continuais à lire *L'Humanité* et c'est à travers elle que j'ai vu le 13 mai 1958. Pour moi, de Gaulle, c'était le fascisme, c'était Hitler. Pourtant je ne suis pas allée à la grande manifestation populaire du 28 mai 1958.

Et, lorsqu'en septembre le PCF organisa seul une contre-manifestation à la République, où de Gaulle devait prendre la parole, je n'étais pas à Paris, mais en vacances près de Saint-Tropez.

C'étaient d'ailleurs mes premières vacances depuis les jours lointains de la colonie. Avec une petite équipe de jeunes gens, nous campions sur la plage et nous nous nourrissions exclusivement de tomates et d'œufs durs. Malgré cela, j'étais très fière de cette escapade et très émue de voir pour la première fois la Côte d'Azur. J'avais dix-huit ans et n'avais pas osé avouer à mes parents que je partais avec des camarades ; je leur avais raconté que j'allais dans un club. À cette époque-là, je continuais à vivre chez eux, car ma paie était toujours indispensable à la famille et aucun de mes frères n'était en âge de travailler. Aussi, Saint-Tropez, c'était la fugue ! Le soir, sur la plage, nous discutions politique et commentions *L'Express* que nous trouvions très révolutionnaire parce qu'il dénonçait la guerre d'Algérie.

À mon retour à Paris, j'ai su que mon père avait participé à la contre-manifestation interdite de la République, et il m'a raconté comment les gendarmes mobiles avaient chargé à coups de crosse de mousqueton et avec quelle violence ils avaient frappé ce jour-là. Lui avait réussi, avec quelques manifestants, à rejoindre la station de métro Arts-et-Métiers, mais les flics les avaient poursuivis jusque sur le quai, pour « casser du communiste » ; ils avaient réussi à leur échapper grâce à la rame de métro où ils s'étaient engouffrés ; le conducteur du

train avait attendu qu'ils soient tous montés pour démarrer et fermer les portières au nez des policiers.

Pour ma part, la première action à laquelle j'ai participé date d'octobre 1960. Il s'agissait de la manifestation sur l'Algérie organisée par l'UNEF seule, puisque aucun parti de gauche sauf le PSU[1], qui venait de se créer, n'y avait appelé. J'étais allée manifester au Quartier latin, quartier que je fréquentais un peu le dimanche mais sans connaître du tout le milieu étudiant.

J'ai vu, pour la première fois, la police à l'œuvre ; je ne l'avais jamais vue d'aussi près. Elle a tout de suite chargé à coups de « bidules », ces longues matraques qui fendent si bien la peau du crâne.

Et nous courions comme des lapins. Partis de la Mutualité, nous nous sommes retrouvés, toujours courant, sous la charge brutale des policiers, devant la Santé. J'avais très peur. C'était ma première expérience, et elle n'a fait que renforcer mon désir de faire quelque chose.

À l'agence, personne n'était politisé, à part un homme d'une cinquantaine d'années, SFIO vieille tradition, que j'avais d'ailleurs réussi à entraîner à la manifestation.

C'est après cela que je me suis tournée vers le PSU, seul groupe qui avait soutenu la manifestation de l'UNEF. Cela s'est fait très simplement. Un soir, en rentrant chez moi aux Lilas, j'ai aperçu des militants coller des affiches PSU. On a parlé de la manifestation et, sur ma demande, ils m'ont invitée à une réunion qui se tenait quelques jours plus tard à la mairie. J'y suis allée et j'ai adhéré. Pour mes camarades, étudiants et ouvriers, et moi, sur le problème algérien, le PSU faisait davantage que le PC ; le simple fait d'appeler à une manifestation nous paraissait déjà énorme.

1 PSU : Parti socialiste unifié, créé en 1960, issu de la fusion de groupes issus du Parti socialiste (SFIO) et opposés à la prise du pouvoir de De Gaulle et à la guerre d'Algérie.

Je me suis donc retrouvée à la section des Lilas, ce qui n'avait rien à voir avec la banque, mais j'y ai connu des camarades dont certains devaient ensuite venir avec moi à Voix ouvrière.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette section PSU était peu vivante, et je souhaitais faire quelque chose. Avec un camarade étudiant, nous avons alors proposé de vendre *Tribune socialiste,* de pratiquer le porte-à-porte, bref de faire comme les vendeurs de *L'Humanité* qui, chaque dimanche, par n'importe quel temps, proposent leur journal avec obstination et dynamisme.

C'est de cette façon qu'on a commencé notre travail politique : voir des gens, discuter et essayer de faire progresser nos idées.

Des idées, il y en avait de toutes sortes au PSU, défendues par des militants venus de plusieurs horizons : Parti socialiste autonome, Union de la gauche socialiste, mouvements chrétiens, anciens trotskystes, etc. Très rapidement, j'ai fait partie de l'aile extrême gauche du PSU, de la tendance trotskyste. Et, comme peu de gens militaient vraiment, je me suis vite retrouvée responsable PSU au niveau des Lilas. C'est aussi l'activité PSU qui m'a poussée à me syndiquer, lorsque j'ai commencé à comprendre l'importance de cet engagement. Mais en dehors de cela, il faut bien le dire, sur le plan théorique, le PSU ne m'a rien appris. Sur le plan militant non plus d'ailleurs. Je me suis débrouillée pratiquement seule, en imitant les gens du PCF et leur manière de travailler sur mon quartier.

Cependant, le PSU restait pour moi le seul parti qui s'opposait un peu à la guerre d'Algérie.

En octobre 1961 avait eu lieu la manifestation des Algériens à Paris ; ils étaient descendus dans la rue, désarmés, et la police avait tiré et s'était acharnée sur eux avec une rage meurtrière. Le lendemain, on n'arrivait pas à connaître exactement

le nombre de victimes, car on retirait des cadavres de la Seine et on en trouvait d'autres dans le bois de Vincennes. C'était ignoble et révoltant. Pourtant, ni les grands partis ni les syndicats n'ont bougé. Seul, le PSU a organisé une manifestation surprise. Je me souviens que l'on était arrivé par petits groupes convergeant vers la place Clichy, afin de ne pas attirer l'attention de la police car toute manifestation était interdite.

On s'est alors vivement regroupés et nous avons manifesté de Clichy à Pigalle pendant un quart d'heure environ. Nous étions peut-être mille à manifester dans ce quartier essentiellement peuplé d'Algériens et choisi pour cette raison même.

Et l'on a pu entendre des réflexions telles que : « Tu vois, il y a quand même des Français qui sont avec nous. » Et un autre répondait : « Oui, tu parles, mais ils sont combien ? » Effectivement, nous étions peu nombreux, mais notre manifestation représentait un geste.

Le lendemain, j'en parlai à l'agence. À part le fasciste notoire grimaçant un « Qu'ils crèvent tous ! », les autres collègues étaient plutôt gênés et honteux ; ils se défendaient mal : « C'est une affaire algérienne, cela ne nous concerne pas », et changeaient très vite de sujet. Quant aux militants syndicaux à qui je reprochai leur inaction sur l'Algérie, embarrassés, ils répliquaient qu'ils faisaient localement signer des pétitions.

Ce fut pourtant après cette manifestation des Algériens, et dès le début des attentats OAS, que syndicats et partis de gauche commencèrent à réagir. Les manifestations devinrent plus nombreuses, plus importantes. J'étais à Charonne ou, plus exactement, dans l'un des tronçons de la manifestation qui se termina par la tragédie que l'on sait. Le cortège avait été coupé en plusieurs endroits et, où j'étais, nous avions pu manifester et nous disperser sans trop de mal. C'est en rentrant le soir aux Lilas que j'ai appris, par des camarades du PCF, qu'il y avait plusieurs morts, dont un adolescent et une femme, tous membres du PCF et de la CGT. Le jour des

obsèques, nous étions plusieurs de l'agence à nous joindre au défilé. Bouleversées par ce spectacle, nous ne sommes pas retournées au bureau après, nous en aurions été incapables. C'était un cortège impressionnant, une véritable marée humaine et chaque manifestant avait le cœur serré ; on sentait une tension, une colère contenue qui ne demandait qu'à éclater. À un moment est apparu un uniforme, la foule a commencé à gronder et puis s'est aperçue qu'il s'agissait d'un employé des pompes funèbres. D'ailleurs, aucun policier n'a osé se montrer ce jour-là.

Huit morts, cela ne s'acceptait pas facilement.

Même 68 n'a pas vu une foule aussi émue et aussi tendue que pour Charonne. Aujourd'hui encore, le seul nom de Charonne suffit à bouleverser tous ceux qui ont vécu cette période tragique.

2
Employée de banque

À cette époque-là, je travaillais depuis plusieurs années déjà et j'étais passée de ma timidité du début à la pleine conscience et défense de mes droits.

L'agence où j'avais été affectée, en face de la mairie du XVIII^e^ arrondissement, à Paris, n'était pas très importante. Elle comptait quand même, avec le sous-directeur, le fondé de pouvoir, quelques gradés et la petite cohorte des simples employés comme moi, une vingtaine de personnes environ. Avant de venir travailler place Jules-Joffrin, je n'étais guère sortie des Lilas, connaissant mal Paris et encore moins le XVIII^e^. C'est un quartier populaire, très vivant, où se côtoient de nombreux ouvriers et commerçants, des petits bourgeois respectables, des retraités, et même la frange hétéroclite aux frontières de ce qu'on appelle le « milieu » ou qui en vit. L'ensemble plutôt sympathique, avec un côté bon enfant et un petit air de liberté assez plaisant. J'ai tout de suite aimé ce quartier où j'ai travaillé six ans. Aux élections législatives[1], c'est précisément dans une des circonscriptions du XVIII^e^ que je me suis présentée.

D'ailleurs, j'y habite[2] et j'y trouve avec plaisir l'ambiance qui n'a vraiment rien de commun avec celle du carrefour Richelieu-Drouot, carrefour des banques où je travaille désormais.

Le travail en agence est très différent de celui des bureaux centraux, les cadences n'existent pas, le rythme du travail est donné selon l'importance de la clientèle. À des moments de

1 De 1973, dans la 26^e^ circonscription de Paris. 721 voix, 2,47 %.

2 Après le XVIII^e^ arrondissement, je suis revenue vivre aux Lilas dans les années 1980.

bousculade dans la journée succèdent d'autres plus creux. Quand la clientèle est là, il faut évidemment la servir très vite, tout le monde s'affaire et s'agite en tous sens, il n'est pas question de souffler un instant.

Certains clients sont courtois, d'autres vous rudoient un peu et l'on est sur les nerfs. Puis viennent les moments calmes, bien qu'il reste toujours de petits travaux à faire, du courrier, du classement. Et, les clients partis, il faut faire les comptes ; quand ils ne tombent pas juste, on nous demande de rester jusqu'à ce qu'on ait trouvé l'erreur.

Contre cela, j'ai très rapidement mené une petite bagarre, expliquant que, si nous refusions tous de rester, il faudrait bien que l'agence, enfin le directeur, trouve une autre solution ; le travail serait ajusté le lendemain en début de journée et cela n'aurait rien d'anormal. On s'aperçoit vite que, même dans une agence où l'atmosphère se veut très familiale, on subit toujours des pressions au niveau du travail, des heures supplémentaires, etc. Aussi faut-il savoir résister, se faire respecter, et faire son travail, mais marquer des limites.

Très rapidement, j'ai travaillé sur des machines mécaniques où l'on « tape » le chèque, le déduisant du montant de la position du compte pour obtenir la nouvelle position. Ce sont des machines très bruyantes et, le plus souvent, tassées dans un petit coin de l'agence. Car le principe numéro un, en agence, c'est que la clientèle soit à l'aise ; tant pis si le personnel, lui, est mal installé. Ce travail sur machine était si pénible qu'il bénéficiait de primes supplémentaires, lesdites primes diminuant en cas d'erreurs successives. Il fallait donc faire très attention. Le vendredi était une journée particulièrement épuisante car, en ce dernier jour ouvrable de la semaine, les chèques s'accumulaient et il fallait tous les passer en compte. Aujourd'hui, ces machines si bruyantes sont en train de disparaître des agences. Les ordinateurs les ont remplacées au

siège central et il suffit désormais d'appuyer sur un bouton pour voir apparaître à l'écran la position du compte.

Pourtant, ce n'était pas le travail qui était le plus dur. J'avais là-dessus de bons éléments de comparaison ; je me souvenais de mon père qu'une ambulance avait un jour ramené à la maison parce qu'il s'était écroulé d'épuisement. Il travaillait alors comme manœuvre à l'usine Roussel-Uclaf de Romainville où il charriait des fûts, des journées durant, manutention éreintante surtout pour le malade qu'il était. Il avait aussi travaillé dans une usine de peintures où les solvants qu'il respirait le faisaient tituber quand il rentrait le soir. Alors le travail de bureau, le bruit, la presse, la fatigue, pour moi, de toute façon, c'était mieux que l'usine !

Non ! Le plus dur, après les premiers moments de soulagement dû au fait de gagner ma vie, ce fut cette impression d'être prise au piège : se lever le matin, faire le même travail, rentrer le soir et puis recommencer le lendemain, jour après jour, pendant des mois, des années. De temps en temps, il m'est arrivé de prendre une journée de prétendue maladie pour sortir, aller me promener, goûter une journée de liberté. Tous les jeunes passent par là. Autrement, ce serait intenable.

Aujourd'hui, les salariés ressentent ce besoin encore plus qu'avant, car la journée de travail s'allonge sans cesse à cause des transports ; les gens sont aussi plus fatigués et plus énervés qu'autrefois.

Pourtant, l'agence ce n'était pas le bagne. Il y régnait même une atmosphère paternaliste, une ambiance familiale entretenue par la direction.

C'est ainsi par exemple qu'une fête avait lieu chaque année. Le directeur apportait les boissons, un autre l'électrophone et tous ensemble buvaient de concert. Au début, j'y participais pour faire comme les autres et puis, très vite, j'ai senti qu'il ne m'était plus possible de danser ainsi avec le directeur, celui-là

même qui nous houspillait à longueur d'année et se voulait copain ce soir-là.

Dès que j'en eus pris conscience, je ne remis plus les pieds à ce genre de soirées. La plupart des employés y vont, mais ils ne sont pas dupes. Le seul qui le soit peut-être, c'est encore le directeur lui-même, qui voudrait bien qu'on l'aime malgré son comportement quotidien. Ils pensent simplement que, du moment que le directeur paie, il faut en profiter. Ils n'éprouvent pas pour autant plus d'amitié pour lui. D'ailleurs, je ne crois pas que beaucoup de gens s'illusionnent dans le monde du travail.

Bien sûr, à l'agence, les employés étaient obligés de se montrer respectueux avec les gros clients qui pouvaient se permettre de réclamer de l'argent par téléphone. Le directeur leur dépêchait aussitôt un coursier qui, sans arme ni protection, apportait le liquide nécessaire au grand ponte, qui recevait ainsi son argent sans se déplacer. Il y allait bien de son cadeau en fin d'année, mais ça n'empêchait pas les gens de penser à haute voix que, malgré tout son fric, c'était un bel abruti.

Les travailleurs sont capables de juger, surtout lorsqu'ils voient la banque refuser un chèque de 100[1] francs à un salarié dont la paie n'a pas encore été virée et accepter des millions de découvert à tel ou tel gros industriel. Ils sont parfaitement conscients de l'injustice et de l'inégalité sociale, et ni les petits cadeaux ni les fêtes-mascarades n'effacent ce sentiment-là.

1 Cela représente 145 euros d'aujourd'hui (Insee).

3
Militante syndicale

J'ai adhéré à la CGT peu de temps après mon entrée au PSU. Ce fut une opération toute simple : en découpant un bulletin d'adhésion dans un tract CGT et en le retournant à l'adresse indiquée. Quelque temps après, on m'a convoquée à une réunion de syndiqués d'agences, qui se tenait à la permanence syndicale du siège central. Si les syndiqués d'agences étaient peu nombreux, moins nombreux encore étaient ceux qui se réunissaient après le travail. J'ai trouvé là une demi-douzaine de personnes, dont deux ou trois travaillaient au siège central et assumaient des responsabilités à la section syndicale. À part moi, tous étaient membres du PCF. Ils devaient me sentir prête à agir car, très rapidement, ils m'ont proposé d'être déléguée au comité d'établissement. J'ai accepté, j'ai été présentée « en position élue » par la CGT.

Pour comprendre ce jargon, il faut savoir que, pour être proposées aux suffrages des travailleurs, les candidatures des délégués du personnel ou du comité d'entreprise sont soumises au choix des syndicats.

On ne peut se présenter que sur les listes établies par chaque syndicat, qui peut placer qui bon lui semble. Par ailleurs, chaque syndicat propose une liste de candidats qui ne sont pas tous élus. Les premiers de la liste ont plus de chances d'être élus que les derniers, et être « en position élue », c'est occuper sur la liste un rang tel qu'on est à peu près sûr d'être élu. Ainsi, les travailleurs élisent leurs délégués… mais ne les choisissent pas. C'est la loi !

C'est ainsi qu'en cas de désaccord avec l'appareil, un militant syndical, même actif et estimé des travailleurs, peut être écarté des élections de délégués. Ce qui devait m'arriver quelques années plus tard, l'appareil CGT à majorité PCF

refusant la présence de la trotskyste que j'étais. Mais, en 1962, j'étais seulement PSU. Tous les autres membres étant au PCF, ils m'accueillirent d'autant mieux que je représentais alors leur caution démocratique. J'étais la preuve que la CGT ne s'identifiait pas au PCF, et que différents courants politiques pouvaient y coexister… à condition d'être toujours d'accord avec la politique du syndicat.

À l'époque, je n'émettais aucune objection. Au PSU, on critiquait parfois le PCF, mais c'était surtout à propos de la guerre d'Algérie. Quant aux autres problèmes, mouvements sociaux, politique des syndicats, cela ne paraissait pas important, et on ne les abordait pas. Mais, si j'avais adhéré au PSU à cause de la guerre d'Algérie, il me semblait tout naturel d'être à la CGT pour défendre mes intérêts et ceux de mes camarades de travail.

À la réunion mensuelle des syndiqués d'agences qui regroupait quelques rares d'entre eux, on discutait essentiellement des moyens d'implanter le syndicat en agence. En effet, sur les 18 000 personnes travaillant au Crédit Lyonnais, plus du tiers appartiennent aux agences, qui ont d'ailleurs le rôle le plus important dans la banque. C'est là que se rendent les clients, que se traitent les affaires et se discutent les prêts. Or, à cause de leur dispersion, les agences sont, sur le plan syndical, fort peu reliées au siège. Au point que, souvent, les grèves organisées par le syndicat ne les touchent pas, et de ce fait restent inconnues du public.

Ma première tâche de déléguée syndicale fut donc d'amener les travailleurs à se syndiquer et de multiplier les liens entre siège et agences. Dans mon agence, plusieurs personnes m'ont suivie et, lorsqu'une grève éclatait, nous étions cinq ou six jeunes à débrayer, ce qui était alors assez nouveau.

Au titre de l'article 71 de la convention collective, j'ai été détachée déléguée, ce qui m'a permis de participer à la vie syndicale, qui se tenait pendant les heures de travail et à

laquelle ne pouvaient, bien sûr, prendre part que les délégués et les syndiqués choisis par le bureau du syndicat. Il s'agissait essentiellement de réunions et de tâches administratives. J'assurais, quant à moi, un secrétariat administratif et expédiais le courrier syndical aux agences par la voie du courrier intérieur du Crédit Lyonnais.

On avait affaire à différents types de réunions.

Une fois par mois, et durant le temps de travail, la réunion de la commission exécutive du syndicat rassemblait tous les délégués. On y informait des directives de la fédération et discutait des actions à envisager. Il était question, le plus souvent, de pétitions ou de débrayages qui traditionnellement, dans la banque, précèdent les commissions nationales paritaires. Ces commissions sont, en fait, les lieux de rencontre où patrons de banque et syndicats fixent ensemble les augmentations annuelles préconisées ou les révisions de classifications. La réunion de la commission exécutive était celle qui regroupait le plus de monde. Effectivement, dans les banques comme dans la plupart des entreprises, elle remplace l'assemblée générale des syndiqués et, bien entendu, les syndiqués du rang en sont absents, puisqu'elle a lieu pendant le travail.

À la CGT, mais également dans les autres syndicats, le travailleur non détaché ne participe pas à la vie syndicale. Il paie son timbre, voit quelquefois le délégué quand il passe dans son service, aide aux actions proposées par son syndicat, vote pour ses représentants aux différentes élections professionnelles, mais n'a jamais la possibilité de donner son avis. Participer ou non aux multiples actions, voter ou ne pas voter constitue ses seules armes face au syndicat. Cependant, c'est là une inconnue qui peut parfois surprendre les centrales syndicales : cet élément de surprise est depuis longtemps accepté par les syndicats, qui vivent dans une relative quiétude leur petite vie d'appareil.

Au fond, j'ai eu la chance de me syndiquer alors que j'étais en agence, car c'était l'un des rares secteurs du Crédit Lyonnais où se tenaient, malgré tout, de véritables réunions de travailleurs syndiqués. Plus tard, les seules réunions régulières que je connus furent celles de l'appareil, dont je fis vite partie, ayant été cooptée au bureau et au secrétariat. Le bureau, composé de huit à dix membres, devait faire appliquer les décisions prises à la commission exécutive, ou plutôt demandées par les fédérations. Quant au secrétariat composé, lui, de quatre membres, c'était un organe administratif chargé d'expédier les affaires courantes : préparation des réunions mensuelles de délégués, rédaction des tracts, distribution, etc.

Ces réunions hebdomadaires dévoraient la plus grande partie des heures de délégation, et pour venir à bout de toutes les tâches, les militants syndicaux que je côtoyais ne ménageaient pas leur peine. Gens dévoués, ils faisaient honnêtement leur travail sans même avoir conscience du caractère bureaucratique du syndicat. Ils pensaient, peut-être à juste titre, constituer une mince élite de travailleurs conscients. Pour eux, le syndicat, défenseur des intérêts du prolétariat, passait par-dessus tout. Le servir, c'était servir sa classe.

Aussi régnait-il, entre les militants, cette camaraderie et cette fraternité qui naissent d'un dévouement commun à des intérêts collectifs. Bien sûr, cette fraternité allait un jour se retourner contre moi, quand j'oserais m'opposer, crime impardonnable, à certaines directives syndicales. Mais, à cette époque, je fus accueillie avec sympathie.

De mon côté, j'avais autant de sympathie que d'admiration pour ces militants CGT qui, bien que parmi les plus mal payés, étaient extrêmement désintéressés.

Aujourd'hui, dans certains milieux gauchistes, on présente souvent les délégués comme de nouveaux bourgeois, en quelque sorte profiteurs ou collabos. C'est méconnaître assez leurs qualités, dont la première est le dévouement qui

fait la force du PCF et de la CGT dans les entreprises. Bornés et sectaires, ils sont tellement persuadés que le parti a raison, envers et contre tout, que, pour eux, qui ose critiquer le syndicat est un traître. Assurés de leur prétendue supériorité, ils se méfient de toute initiative venant de la base. Mais, loin de faire partie des troupes patronales, ils sont dévoués à leur classe et très actifs. En un mot, des militants trompés, mais des militants quand même.

Devenue militante syndicale et politique, je dus très vite affronter les problèmes liés à ma nouvelle activité. À l'agence, ce n'était pas chose facile. Les réunions ayant lieu au siège social, je devais m'absenter et la direction me faisait des difficultés. Quand on tient un guichet, on ne doit pas l'abandonner, même si on est déléguée syndicale. Et si le directeur fait travailler vos collègues à votre place, la situation est d'autant plus tendue. Il m'a donc fallu, comme tout délégué et militant syndical, résoudre ces problèmes en me faisant comprendre de mes camarades. D'ailleurs, je me suis vite aperçue que les gens admettaient très bien l'absence d'un délégué, puisque c'est dans l'intérêt de tous. Mais, pour obtenir une telle compréhension et leur complicité face à la direction, il faut d'abord avoir leur confiance.

Aussi leur rendais-je fidèlement compte de mes heures de délégation.

J'ai travaillé six ans en agence, puis j'ai demandé et obtenu ma mutation au siège central, le directeur d'agence n'était pas fâché de me voir partir, car mon travail de délégué m'empêchait d'assurer un service complet.

Quant à moi, je préférais rejoindre les milliers d'employés regroupés chaque matin dans les bureaux centraux.

J'y suis arrivée en 1963.

4
Le Crédit Lyonnais

Le siège central, boulevard des Italiens, dans le quartier des affaires et des banques, employait huit mille à dix mille personnes. Aujourd'hui[1], ce nombre a diminué grâce à une décentralisation relative. C'était en majorité des femmes et surtout des jeunes. D'après des statistiques récentes portant sur les deux dernières années, près de 43 % du personnel a moins de vingt-cinq ans. C'est dire que l'image type de l'employé modèle, col blanc et manches de lustrine, est complètement révolue.

Certes, à mon arrivée, j'y ai trouvé des femmes ayant quarante ans de maison, qui n'avaient jamais fait grève de leur vie, qui n'avaient jamais rien osé réclamer et que la direction avait scandaleusement exploitées car elles gagnaient les salaires les plus bas. Aujourd'hui, le développement de la profession bancaire a entraîné un large recrutement de jeunes et modifié la physionomie de l'employé type.

Bien sûr, en agence et derrière les guichets, on exige encore une certaine tenue mais, là encore, rien n'est plus comme avant. C'est ainsi qu'on peut voir, au siège central, beaucoup de jeunes chevelus, en blue-jeans, et de filles en pantalons.

Le stéréotype de l'employé respectueux a fait place à celui de jeunes gens capables d'envahir le bureau d'un chef et de rester là, assis par terre, jusqu'à ce qu'une réponse satisfaisante leur soit donnée. Sans être fréquent, cela existe quand même et aurait été impensable il y a trente ans.

Huit mille personnes regroupées au siège central, cela signifie de grands bureaux où travaillent de quarante à cent

1 Le siège du Crédit Lyonnais a brûlé en 1996 et la majorité des salariés travaillent aujourd'hui à Villejuif.

employés selon l'importance du service ou la grandeur des locaux. Chaque service, chaque salle constitue une petite unité, avec ses chefs, ses gradés, sa hiérarchie.

Il y a toutes sortes de bureaux : certains qui abritent les machines, d'autres que l'on pourrait appeler mixtes et d'autres encore occupés exclusivement par des employés qui travaillent sur dossiers, moins bruyants que les bureaux des machines mais où le personnel est tout aussi entassé.

Un effort est fait actuellement pour moderniser et décentraliser, parce que les capacités d'absorption du siège ont été largement atteintes et dépassées, et l'on a beau ajouter des cloisons et aménager le sous-sol, les murs du bâtiment ne sont pas extensibles, et au-delà d'une certaine limite, le travail n'est plus possible. Et pourtant, pendant des années, le siège central a été une énorme ruche où s'entassait un personnel de plus en plus nombreux, de plus en plus compressé, dans un climat de plus en plus bruyant.

Dans la banque, maintenant, on utilise beaucoup de machines, machines à écrire évidemment, mais aussi machines comptables, enregistreuses, et l'inévitable ordinateur.

Il y a une annexe du Crédit Lyonnais, boulevard Saint-Martin, où se superposent trois étages d'ateliers de Flexowriters, qui sont d'énormes machines disposées dans des sortes d'aquariums en verre, dans d'immenses salles. À l'intérieur de l'aquarium, où règne un bruit assourdissant, des filles travaillent sur ces machines, dans une atmosphère ou surchauffée ou glaciale, la climatisation étant le plus souvent déréglée. C'est un travail excessivement pénible et les crises de nerfs et de larmes ne se comptent plus.

Dans la plupart des ateliers de machines (machines comptables, perforatrices, etc.), travaillent surtout des femmes. Comme à l'usine, la seule compensation qu'elles ont réussi à obtenir est un quart d'heure de pause matin et soir et des

primes. Là encore, il a fallu se battre pour que ces primes ne dépendent pas du seul rendement.

Et puis, il y a le sous-sol, ou plus exactement plusieurs étages du sous-sol, chacun avec sa fonction : service du courrier, service des payeurs, etc. Une fourmilière sans fenêtres, sans lumière et sans air, baignant dans une climatisation au rabais. Les employés de ce ghetto – en compensation estime la direction – peuvent quitter la banque un quart d'heure avant les autres et ont droit à quelques jours de congé supplémentaires.

C'est le cas du service courrier, où les gens travaillent en équipe.

Aux conditions de travail souvent épuisantes correspondent cependant des salaires ridicules. Le salaire de base est de 1 050 francs[1] environ. Selon les secteurs, des primes s'ajoutent à ce salaire de base ; elles varient entre 100, 120 ou 150 francs et parfois plus.

De toute façon, dans les services centraux, le travail est extrêmement parcellisé et monotone.

De nombreux services occupent des gens à lire toute la journée, sur des écrans cathodiques, des numéros de comptes ou des noms, alors que d'autres codent ou pointent des chiffres ou tapent à longueur d'année des bordereaux ou des montants. Ce travail fastidieux s'accomplit huit heures par jour, onze mois sur douze et cela jusqu'à l'âge de soixante ans et plus. Sans doute, une telle tâche est moins dure qu'un travail à la chaîne, mais tout aussi abrutissante et dépourvue d'intérêt. Et pourtant, il y a des gens qui font cela toute leur vie ! Le mythe du jeune employé qui rentre à quatorze ans grouillot ou coursier et qui, laborieusement, grimpe les échelons pour finir au poste suprême de directeur général ne fait même plus partie des plaisanteries.

1 Cela représenterait aujourd'hui 840 euros (indice Insee).

Certes, les cours de perfectionnement existent mais restent, pour la plupart des gens, le miroir aux alouettes. On a la possibilité de passer son CAP de banque, son brevet de banque, de suivre des cours aux Arts et Métiers et d'accéder enfin à certaines responsabilités mais, même là, on plafonne vite. Car il existe de plus en plus, au niveau des cadres, ce qu'on appelle l'embauche différenciée : elle consiste à engager un personnel issu des grandes écoles et qui se trouve d'emblée nommé à des postes de responsabilités. Ainsi, si certains sortent du rang, beaucoup d'autres, plus jeunes et munis de diplômes, occupent directement des postes que certains employés attendent parfois depuis quinze ou vingt ans.

Alors, malgré tous les avantages qu'on lui fait miroiter au moment de son entrée en fonction – promotion, primes, etc. – les chances réelles pour un employé de changer de service et de travail sont minimes. Au mieux, 10 % d'entre eux pourront voir leur sort s'améliorer. Les autres sont condamnés à effectuer le même travail, dans le même bureau, leur vie durant.

Ceux qui s'inscrivent aux cours de banque les suivent pendant les heures de travail ; ils savent que, de toute façon, ils n'ont rien à perdre. Et, si les espoirs de changement de situation sont minces, ils peuvent toujours, en cas de succès, espérer une légère augmentation de salaire.

Mais, bien souvent, travail et examens ne sont guère récompensés.

Quant à l'organisation matérielle, elle est aussi à l'image de tout le reste.

Le siège central, où travaille une majorité de femmes, possède une crèche de… deux cents places. Deux cents places en tout et pour tout pour les 10 000 employés du siège et des annexes ! En fait, le problème des enfants en bas âge est crucial. Si la direction accorde une subvention quand l'enfant est confié à une nourrice agréée, elle la refuse pour une nourrice

membre de la famille, voisine ou autre personne non agréée, et la charge en incombe à la mère. À ce niveau, le système débrouille individuelle est à l'honneur, l'équipement social étant non seulement insuffisant, mais encore totalement inexistant. Même la crèche tant convoitée n'est pas l'idéal ; il y a un sous-équipement médical tel qu'un enfant malade doit être obligatoirement récupéré à n'importe quelle heure de la journée. C'est un des problèmes les plus urgents de l'entreprise.

Autre sujet épineux : la cantine. C'est un self géré par le comité d'établissement. Faire la queue dix minutes, un quart d'heure, avant de pouvoir s'asseoir et manger en vitesse est chose courante.

Pour 4 francs, on a ainsi droit à un repas, le plus souvent mauvais.

Une heure de pause est accordée pour le repas de midi. Dans les agences, c'est souvent une heure et quart, parfois même moins lorsqu'elles restent ouvertes. Les employés travaillant près du siège central viennent déjeuner à la cantine boulevard des Italiens ou bénéficient de chèques-restaurants peu économiques. D'autres préparent leur repas dans la minuscule cuisine, souvent encombrée, qui existe en principe dans chaque agence.

Maintenant que la direction décentralise, à La Défense notamment, elle a proposé de réduire le temps de pause à trois quarts d'heure afin de permettre aux employés de partir plus tôt le soir.

Autrefois, la direction assurait la gestion de la cantine. Depuis que le comité d'établissement l'a prise en charge, ce sont les militants syndicaux qui font office de restaurateurs. Ils consacrent à cette tâche beaucoup d'énergie et de dévouement, mais c'est aussi contre eux que se retourne désormais la mauvaise humeur du personnel sur la qualité des repas ou quand les prix augmentent.

La CGT pourtant revendique cette gestion et ne veut pas s'en dessaisir, quelles que soient ses difficultés. C'est, dit-elle, une école d'apprentissage pour militants et travailleurs, qui devront demain gérer l'économie. En fait, pas plus travailleurs que militants (qui seuls assument ces tâches ingrates) n'apprennent rien par le comité d'entreprise, sinon la gestion capitaliste, dans un marché dominé par les capitalistes et soumis à tous les courants de l'inflation et de la pagaille du système. Cependant, la gestion des budgets des CE par la CGT, et en particulier de celui des cantines, entraîne la manipulation de sommes considérables, ce qui lui donne un certain poids sur le marché ; mais à quel prix d'énergie et d'heures militantes soustraites du combat quotidien contre le patronat ?

L'organisation actuelle du travail, l'éloignement du domicile, le problème des transports rendent indispensable l'existence de cantines d'entreprise, mais est-ce la tâche des syndicalistes ? D'autant que des problèmes autrement urgents requièrent l'attention et l'énergie de tous, et en premier lieu celui des salaires.

Les salaires sont très bas ; certains essaient d'y remédier en faisant des heures supplémentaires.

Leurs raisons sont toujours valables : charges de famille, traites à payer, etc. Mais les heures supplémentaires restent la plaie du mouvement ouvrier. Et il faut bien le dire : les syndicats ne font pas tout ce qu'ils devraient faire contre cet état de choses.

Le vendredi soir, quand le chef demande des volontaires pour le lendemain, on peut être sûr qu'il sera entendu. Aussi, expliquer aux travailleurs que, dans les heures supplémentaires, ils sont toujours perdants, est une de nos interventions militantes coutumières. Prendre sur son temps, sa liberté et sa santé, pour essayer de gagner quelques sous, est une aliénation de plus. Et, au bout du compte, seul le patron est

gagnant. Il est évident qu'en l'absence d'une lutte réelle pour l'augmentation des salaires, c'est la seule solution individuelle et immédiate. Pourtant, ils reconnaissent eux-mêmes qu'il est absurde de lutter, d'un côté, pour faire diminuer la semaine de travail et augmenter les salaires, et d'accepter, d'un autre, les heures supplémentaires. C'est détruire pour soi-même, et à quel prix, ce que font les camarades pour tous. D'ailleurs, le nombre de candidats aux heures supplémentaires diminue lorsqu'augmente sensiblement le salaire.

Assez curieusement, ce sont parfois les jeunes qui vont au-devant des heures supplémentaires, que ce soit pour s'offrir la moto de leurs rêves ou améliorer une maigre paye. Les gens plus âgés sont, eux, plus fatigués ; ils ont besoin d'une vie familiale, tiennent à leur week-end. Il est finalement difficile de faire un portrait type de l'employé qui assure plus que ses 40 heures. Ce peut être n'importe qui. Et même des militants syndicaux quand ils sont pris à la gorge. Oui, pour nous, révolutionnaires, le combat contre la démoralisation, l'égoïsme et la débrouille individuelle à travers ce fléau des heures supplémentaires est un combat permanent.

5
Militante politique

Ma rencontre avec le trotskysme fut un peu le fait du hasard. Je venais d'être élue déléguée syndicale quand j'ai fait connaissance avec des camarades qui militaient à Voix ouvrière.

Ayant un jour rendez-vous avec un ami pour déjeuner, je l'ai trouvé discutant avec un jeune garçon. Ils venaient de lier conversation dans l'autobus sur le simple fait qu'ils lisaient tous deux *France Observateur*. Ce jeune homme se présenta comme un militant de Voix ouvrière et nous avons parlé quelques instants avant de convenir d'un prochain rendez-vous. Je l'ai revu régulièrement pendant un an, et j'ai découvert le marxisme grâce à lui, en même temps que les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Trotsky et de nombreux autres. Parallèlement, j'ai quitté le PSU et entamé une activité révolutionnaire sur mon entreprise.

Les militants de Voix ouvrière, peu nombreux, faisaient à eux seuls un travail considérable.

Dans quelques grandes entreprises, ils avaient engagé un travail de recrutement, de propagande et d'agitation révolutionnaire, appuyés par des bulletins d'entreprise diffusés clandestinement à l'intérieur ou distribués à la porte par de jeunes étudiants et lycéens. C'était une sorte de journal ouvrier de l'entreprise, qui parlait ferme et franc, dénonçait la politique gouvernementale, la guerre d'Algérie, l'inflation, mais aussi la couardise des organisations syndicales, leur bureaucratisation et leurs compromissions. Il informait également de tout ce qui se passait dans l'entreprise : accidents, erreurs sur la paye, attitude de tel ou tel chef, racisme, cadences, etc. Journal de lutte de classe, écrit dans un style vif et souvent drôle, il se présentait sous forme d'une feuille

ronéotypée dont le recto était commun à toutes les usines et le verso particulier à chacune d'entre elles.

Je travaillais toujours en agence que paraissait déjà au siège un bulletin de ce genre. Les sympathisants de Voix ouvrière prenaient autant de précautions vis-à-vis de la direction que des syndicats, qui n'acceptaient pas de se voir critiqués publiquement. Mais la feuille plaisait bien aux employés. Il y avait même des services où, spontanément, les travailleurs photocopiaient ce bulletin et le faisaient circuler. En fait, quand un tract accroche, il est lu et circule presque tout seul. Rompant avec le ton des tracts syndicaux, souvent très généraux et un peu abstraits, le bulletin parlait de choses que les gens vivaient quotidiennement. Et quand on ne mâche pas ses mots, quand on appelle un chat un chat, on est tout de suite compris. Et, bien souvent, les femmes gardent le tract pour le montrer, le soir, à leur mari. Même si les gens ne partagent pas a priori toutes nos idées politiques, ils se reconnaissent dans nos bulletins, ils y trouvent l'écho de leur propre indignation ou l'expression de leurs sentiments, et ce qu'ils pensent tout bas sans oser ou pouvoir le formuler est écrit noir sur blanc sur le papier.

Le PCF aussi a réagi très vite. Il sortait très irrégulièrement un bulletin intitulé *Banque nouvelle*. La sortie de *Voix ouvrière* leur donna un regain de militantisme qui se manifesta par la parution plus régulière de leur bulletin. Mais cet effort étant trop grand pour eux, ils se contentaient souvent de reproduire un éditorial de *L'Humanité*. En fait, si les employés lisaient *Voix ouvrière*, c'est parce qu'on y parlait d'eux, de leurs problèmes, auxquels on essayait d'apporter une réponse. Le simple fait de ridiculiser un chef sans avoir besoin de le nommer – d'ailleurs, en général, plusieurs se reconnaissaient dans le portrait tracé – suffisait à créer le remue-ménage chez les gradés.

Effectivement, le bulletin *Voix ouvrière*, diffusé tous les quinze jours, très régulièrement, était bien informé et donnait son avis sur les problèmes du Crédit Lyonnais, les réactions ou l'absence de réactions des sections syndicales et, quand besoin était, critiquait sans complaisance la politique des directions syndicales ou des partis. Bref, c'était l'expression d'un courant politique qui se situait à gauche du PCF et de la CGT et qui, par surcroît, était lu et apprécié par les employés. Cela, ni le PCF ni la CGT ne pouvaient le tolérer.

Quand je suis arrivée au siège central, je me suis associée tout naturellement à la lutte des camarades de Voix ouvrière, de la même façon que j'essayai de participer à la vie syndicale de mon service. Pour moi, ces deux activités étant liées, il s'agissait, dans ces deux domaines, politique et syndical, de faire progresser la conscience et les revendications ouvrières.

J'avais été nommée dans un service qui s'occupait des crédits garantis par des titres, travail passionnant s'il en est et plus spécialisé qu'en agence ! Je faisais donc l'expérience de la grande entreprise, des bureaux multiples et des tâches rigoureusement parcellisées. Je me suis tout de suite mise au travail pour essayer d'animer le syndicat dans mon secteur.

Comme je l'ai dit, j'étais trotskyste, ayant d'emblée la plus grande confiance dans les capacités de la classe ouvrière en général et, par conséquent, dans mes collègues, et ce, malgré les obstacles, les préjugés et les traditions d'obéissance et de passivité. Ce ne fut pas toujours facile, car je me trouvais dans un service dont le personnel avait été plus ou moins mis sur la touche, les uns ayant eu des histoires en agence, les autres étant déjà trop âgés pour prendre des risques. Heureusement, le Crédit Lyonnais commençait à recruter des jeunes qui permirent au secteur de compter bientôt une centaine de personnes. Nous nous sommes liés assez facilement et avons créé, à quinze, une section syndicale.

Des sections syndicales par service étaient rares au Crédit Lyonnais. Il y avait bien des syndiqués, mais ils n'avaient pas l'habitude de se réunir, de discuter, de décider. Et la révolutionnaire que j'étais n'ignorait pas combien il est important que les travailleurs se réunissent, s'habituent à discuter ensemble, aient confiance en eux, apprennent à se connaître et à agir ensemble. C'est pourquoi les réunions de notre section syndicale étaient ouvertes à tous, syndiqués ou pas, le plus souvent possible. Ceux-ci, sans engagement de leur part, pouvaient participer à l'organisation militante du service. La plupart des gens ne savent pas bien ce qu'est le syndicat et, la cotisation exceptée, ils y voient un organisme abstrait et anonyme. Soit, on lit des tracts, mais on ne sait pas qui les rédige, qui donne les consignes de débrayages ou d'actions du syndicat. Ils ne connaissent que le délégué chargé des tracts ou des consignes et porte-parole de ce qui est décidé ailleurs, au syndicat précisément.

Et voilà que la section syndicale devenait tout à coup quelque chose de très proche, de très concret où l'on pouvait discuter, écrire, agir. Pour une fois, la section syndicale les représentait, le syndicat c'était eux. Les syndiqués de mon secteur, jeunes pour la plupart, posaient leurs problèmes et on essayait tous ensemble de les résoudre. C'est dire que notre section marchait très bien, au point qu'elle fut citée en exemple au congrès syndical CGT qui suivit, comme étant la seule à se réunir régulièrement, à élaborer un travail continu. Après ces éloges, je fus, sans problème, présentée à nouveau sur les listes de délégués et élue, bien sûr, puisque c'était la place sur la liste qui en décidait.

Les choses commencèrent à se gâter plus tard, lorsque notre section syndicale décida de sortir son propre journal. Personne, parmi nous, n'imaginait que publier un bulletin CGT spécifique au service serait considéré comme un crime de lèse-syndicat. Pourtant, il en fut ainsi ; tout se passa très

vite, et notre petit journal n'eut que trois numéros : janvier, février, mars. Dans le troisième numéro, nous avions parlé d'une revendication qui nous tenait à cœur, celle d'une augmentation de salaire de 100 à 150 francs[1] égale pour tous. À cette époque-là, et aujourd'hui encore, la direction du syndicat demandait, elle, une augmentation en pourcentage, c'est-à-dire proportionnelle aux salaires hiérarchisés. Dans notre section, l'augmentation uniforme était beaucoup plus populaire. Effectivement, quel que soit le niveau, nourriture, places de cinéma ou tarifs SNCF augmentent de la même façon pour tous. De plus, une telle revendication rend chacun solidaire des autres et les employés, qui sont souvent les seuls à faire grève, n'ont pas l'impression de tirer les marrons du feu pour les cadres.

Une explication assez houleuse a donc suivi la sortie du numéro 3, entre la direction du syndicat et notre section syndicale. Ce désaccord a eu tout de suite ses conséquences, le mois d'après, au moment de présenter les listes de délégués.

Il fut décidé par le bureau CGT que je ne figurerais pas sur les listes, puisque j'étais en désaccord avec le syndicat. C'était là un véritable abus de pouvoir, les délégués, élus par le personnel, étant d'abord représentatifs du personnel et non du syndicat. Éliminée des listes par un petit comité, je ne pouvais pas légalement me présenter aux élections, les candidatures libres n'étant pas admises. Ma section syndicale, outrée par cette attitude, a réagi en faisant circuler une pétition dans le service. Elle disait en substance : « Arlette Laguiller, qui est notre déléguée depuis un an, a donné les preuves d'un travail sérieux dont voici les résultats. […] Certes, elle a des idées politiques différentes de celles de la majorité cégétiste, mais on va l'écarter de la liste des délégués parce qu'elle informe *Voix ouvrière*. Nous ne sommes pas d'accord et voulons la conserver comme déléguée. »

1 140 à 210 euros aujourd'hui (Insee).

Sur 100 personnes, 80 ou 90 ont signé. Cette pétition fut portée au syndicat, qui n'en a pas tenu compte, et a répondu par un tract diffusé dans le service, selon lequel je me livrais à un travail de sape dans le syndicat pour le détruire. Il n'était donc pas question de me reconduire sur la liste de délégués. Le ton de ce tract reflétait tant d'hostilité et de haine que syndiqués et personnel s'en sont indignés. Écœurés, la plupart d'entre eux ont quitté le syndicat en déchirant leur carte en signe de solidarité.

Dans l'appareil syndical, par contre, j'ai vu se détourner de moi des camarades qui se disaient mes amis depuis des années et qui, aujourd'hui, ne me saluent plus. C'est un réflexe de parti qui a joué, et non une réaction syndicale normale, car, du moins officiellement, dans le syndicat toutes les opinions politiques sont admises. De plus, à cette époque, les organisations trotskystes étaient très faibles par rapport à ce qu'elles sont devenues aujourd'hui, et la calomnie stalinienne était particulièrement dirigée contre elles. Me considérant du jour au lendemain comme une ennemie, ils ont tiré un trait sur des années de lutte commune, sur mon action pour développer et animer une section syndicale, sur les louanges qu'on m'avait prodiguées, sur les succès remportés face à la direction. J'étais trotskyste, je n'existais donc plus. J'ai même surpris, un jour, ces paroles entre deux militants PCF : « À une autre époque, on l'aurait fusillée. » Et, la veille encore, c'étaient mes amis… Pourtant, j'avais prévu cela, mes camarades de Voix ouvrière m'ayant prévenue ; mais, tant qu'on ne l'a pas vécu, on a du mal à l'imaginer.

Je me suis donc retrouvée, avec plusieurs camarades, en dehors de la CGT, et le problème qui s'est posé à nous fut celui de poursuivre notre activité militante envers et contre tout. Je me sentais responsable de tous ceux qui avaient suivi, qui m'avaient fait confiance.



Le 27 mai 1968, lors du meeting au stade Charléty, le cortège du Syndicat démocratique du Crédit Lyonnais, qui regroupait des militants mis à l'écart de la CGT, syndicat dont j'étais une des animatrices et qui n'a pas obtenu la représentativité.

Les autres syndicats, CFDT et FO, n'avaient guère envie de nous accueillir. Il faut dire que, si *Voix ouvrière* critiquait souvent la politique de la CGT, elle n'épargnait pas davantage les autres bureaucraties syndicales. À la CFDT, on me fit clairement comprendre que rien ne pressait. Non seulement la CGT me rejetait de ses listes, mais la CFDT, qui ne voulait pas plus de moi, malgré les voix que j'aurais pu lui amener, se livrait à un discret chantage : si je renonçais à la critiquer, dans un an peut-être, aux prochaines élections, on verrait.

C'était évidemment inacceptable. Mais les dés étaient jetés : j'avais fait mes preuves de militante syndicale et j'étais connue comme militante politique ! Pourtant, ou plutôt à cause de cela, les appareils m'éliminaient.

Alors, nous avons décidé de continuer une vie syndicale au sein du petit groupe que nous avions constitué… en dehors des syndicats. Cela signifiait, entre autres, la fin des réunions dans le local syndical ; aussi avons-nous trouvé refuge dans un café, à midi, et nous avons publié un petit journal intitulé *Pourquoi ?* Cela me faisait penser aux débuts du syndicalisme, quand les travailleurs ne bénéficiaient d'aucune heure de délégation, n'étaient pas reconnus par le patron, et ne jouissaient d'aucune protection légale.

6
Vivre toutes les vies

C'est ainsi que nous avons fonctionné jusqu'en 1968, nous réunissant pendant l'heure du déjeuner pour discuter, aussi bien des revendications professionnelles que de problèmes plus généraux et à l'ordre du jour, comme la contraception et l'avortement, le racisme, etc. De plus, nous organisions des sorties théâtrales et des prêts de livres ; nous assurions également, dans le cadre de Voix ouvrière, des cours d'éducation marxiste.

Et nous intervenions à notre manière dans la vie de l'entreprise. Sans heures de délégation ni autorisations officielles pour circuler dans les services, il fallait se débrouiller : se réunir pendant le temps des repas, taper et tirer le soir chez soi, etc. C'était difficile mais possible, et la bonne volonté ne manquait pas !

Cela a duré trois ans, trois ans pendant lesquels, n'ayant pas d'activité syndicale proprement dite, j'ai tout simplement partagé la vie et les problèmes de mes compagnes de travail.

Il faut préciser que, afin de m'isoler des camarades de mon service, la direction m'avait mutée dans un pool dactylographique, service et travail tout nouveaux pour moi. Un pool dactylographique, c'est une grande salle toute crépitante de bruit où sont regroupées des dactylos qui tapent du matin au soir les rapports qui leur parviennent de différents services. Mais c'est aussi un milieu jeune, vivant, sympathique. Et c'est ainsi que, pendant trois ans, j'ai connu à la fois les crises de nerfs et les fous rires, les joies et les soucis des employées du pool.

C'est là que j'ai compris que militer, « faire de la politique », comme disent les gens, c'est avant tout se soucier de tous les aspects de la vie quotidienne, que les enfants, la famille, le

couple, les relations sexuelles, les transports et les logements, la télé et le tiercé, les vacances et les sorties sont autant de problèmes concrets, permanents, envahissants, qui nous préoccupent et forment la trame même de notre vie dans la société.

Malgré le bruit et la fatigue, malgré la colonne vertébrale douloureuse et les nerfs à vif, le pool, cela reste avant tout pour moi le moment où j'ai découvert la véritable activité militante, politique.

Ce n'est pas au niveau des réunions qu'elle se posait, mais bien dans la vie sociale quotidienne.

Le couple et la femme

Parce que le pool était jeune et que beaucoup de filles étaient mariées ou fiancées, l'un des problèmes le plus souvent abordés était celui des rapports entre hommes et femmes. Et là, tout revenait ! Non seulement le problème de la double journée de travail, et la course perpétuelle contre le temps pour changer, nourrir, vêtir le bébé, le mener à la crèche, à la garde ou à l'école, laver le linge, faire le ménage et préparer le repas du soir – cette véritable hantise de la femme travailleuse qui doit faire les courses en sortant du bureau – mais aussi cette passivité, héritée de l'éducation, qui fait que la femme se considère elle-même comme quelqu'un d'inférieur. La rage aussi parfois et la révolte contre les hommes, le mari ou l'ami, qui trouvent normal de rentrer le soir dans une maison bien tenue, sans se rendre compte des efforts et des peines que cela exige de sa compagne, ou qui se glorifient de leur liberté et de leurs conquêtes féminines, méprisant et calomniant par contre telle ou telle fille qui « couche avec tout le monde ». Mais, en règle générale, ce qui domine, c'est moins la révolte que les préjugés et les habitudes acquises. L'idée que le mari puisse faire la vaisselle ou changer le bébé paraît contre nature à la plupart des femmes. L'envisager, l'obtenir, cela demande d'abord une petite bagarre contre elles-mêmes,

conditionnées depuis leur plus jeune âge à jouer leur rôle de femmes vouées aux travaux ménagers et au service du mari et des enfants ; en un mot, un rôle d'esclaves et d'exploitées. Cela implique également une bagarre contre le mari, et ce n'est pas le moindre des problèmes. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes voient les choses différemment mais, en pratique, les choses n'ont guère changé. Il suffit de discuter pour faire apparaître leurs préjugés ; et les combattre signifie avoir de la volonté, de la conviction et beaucoup d'énergie.

Cela est vrai aussi bien pour les couples mariés que pour ceux qui ont jugé inutile de passer devant le maire et le curé. La libération de la femme ne passera pas seulement par le changement de la loi ou le refus des institutions rigides du mariage ; elle passe et passera par un combat quotidien contre la mentalité, la morale et la pression d'une société qui repose en partie sur l'asservissement de la femme.

Aujourd'hui encore, la plupart des filles se réfugient dans le mariage pour échapper à leur famille, pour faire comme tout le monde, pour exister car, lorsqu'on est jeune, et fille par surcroît, il semble que le fait d'être appelée « Madame » équivaut à être considérée comme une adulte.

On le dit partout, à l'école, à la maison, dans les films, les magazines ; la morale officielle et même populaire en est imprégnée. Puis, très vite, les filles s'aperçoivent qu'elles sont tombées dans une autre sujétion, toujours la même d'ailleurs, que ce qu'elles ont pris pour l'Amour avec un grand A, cette invention de la littérature et de la morale bourgeoises, n'était au fond qu'une amourette, un désir sexuel inavoué, et qu'elles se retrouvent enchaînées aux tâches ménagères et à l'entretien des enfants. Elles se résignent plus ou moins facilement, voyant mal ce qu'elles pourraient faire d'autre et sentant confusément que, si cette sujétion fait partie intégrante du mariage, celui-ci représente cependant un certain nombre

d'avantages ou plutôt de facilités : le logement, la sécurité, les enfants, etc.

D'ailleurs, en fait, pour les hommes, les choses ne sont pas fondamentalement différentes, car la liberté dont ils privent les femmes n'ajoute rien à leur bonheur. Eux aussi se marient à la sauvette, eux aussi subissent la pression sociale ; ils ont dans le mariage plus de libertés que la femme et l'avantage d'être servis, mais eux aussi sont liés par les enfants, le logement, les habitudes, etc. Le nombre de couples qui se déchirent ou se séparent est considérable. Leur séparation n'est pas forcément effective parce qu'il y a les enfants, ou même par scrupule vis-à-vis d'un compagnon ou d'une compagne qu'ils « aiment bien » ; ils font alors un peu chacun leur vie de leur côté.

Quand on arrive à discuter de ces choses-là, les problèmes du couple font partie de toutes les oppressions de cette société, tous, hommes ou femmes, avouent qu'ils ont été victimes ou dupes.

Et puis, au cœur de tous les problèmes, il y a celui de la contraception et de l'avortement ; autre sujet difficile à aborder, encore que cela ait bien changé depuis quelques années, surtout depuis que le Planning familial, le MLAC[1] ensuite, sans parler de certains médecins, ont ouvertement entamé la lutte contre la législation réactionnaire actuelle. Toutes les femmes ou presque se sont trouvées confrontées au problème de l'avortement et toutes se sentent solidaires sur ce sujet. Aucune n'a ou n'a eu recours à l'avortement de gaieté de cœur, non seulement parce qu'il est interdit, réprimé, pratiqué dans des conditions précaires, mais aussi parce que cela pose un problème affectif et moral. Refuser une naissance, supprimer une vie, même embryonnaire, ce n'est ni facile ni normal. Je le dis d'autant plus volontiers que je milite

1 Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, créé en avril 1973.

moi-même au MLAC (j'appartiens au bureau national) et que je réclame au nom des femmes la liberté de l'avortement et sa prise en charge par la Sécurité sociale. Car, si l'avortement est une solution barbare, ce qui est monstrueux et criminel, c'est que les femmes – le couple bien sûr, mais avant tout les femmes – subissent encore dans ce domaine le poids de l'arriération sociale et qu'elles ne soient pas maîtresses de leur destin, choisissant d'avoir des enfants quand elles le désirent. Ce qui est criminel, c'est qu'au 20e siècle la société soit ainsi faite que la venue même accidentelle d'un enfant puisse être considérée comme une catastrophe, et une catastrophe telle que les femmes préfèrent risquer leur santé, leur liberté, voire leur vie, plutôt que de mettre au monde un enfant (un enfant ou, le plus souvent, un enfant de plus !) Ce qui est criminel, dans une société qui ignore la contraception, c'est la répression de l'avortement. Car il faut aujourd'hui une bonne dose de cynisme et d'hypocrisie pour opposer l'avortement à la contraception, qui n'existe pratiquement pas. Moins de 10 % des femmes l'utilisent, et ce chiffre est encore inférieur pour les femmes des classes populaires.

Je peux le dire parce que je suis une femme et que je travaille dans une entreprise où il y a une majorité de femmes. La pilule et le stérilet ne sont que des solutions techniques bien imparfaites, ne pouvant, dans l'état actuel des choses, être utilisées que par une minorité de femmes.

Le problème de la contraception est beaucoup plus général, il est directement lié à celui de la culture, du niveau de vie moyen, de l'hygiène, et surtout du respect des individus. À ce titre, il est lié à la condition de la femme et à la qualité des rapports intellectuels, affectifs et moraux entre hommes et femmes, dans le domaine de la sexualité comme dans les actes de la vie. Or, il ne peut y avoir aujourd'hui de contraception véritable parce que nous vivons dans une société aliénée où la femme est non seulement exploitée mais asservie.

C'est pourquoi nous, socialistes, nous réclamons pour la femme, dans cette société, le droit de se faire avorter, si elle le décide, en bénéficiant des meilleures conditions médicales et financières.

Cela, toutes les femmes le comprennent et le souhaitent.

Or, militer, c'est vivre au cœur de ces problèmes quotidiens et apprendre autant à travers sa propre expérience qu'à travers celle des autres. On ne peut pas militer sans cette participation profonde, personnelle, attentive à la vie de tous, dans notre société où toutes les relations humaines sont dominées par l'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte pour la vie.

On m'a donné l'occasion, en juillet 1973, d'aborder certaines de ces questions qui me tenaient à cœur ; ce fut au cours d'une émission télévisée intitulée Les Trois Vérités. Le principe de l'émission était de m'opposer à M^me^ Devaux (ex-députée UDR,[1] membre du Conseil économique et social) sur le thème : « La famille », sujet cher à M. Pompidou[2].

Et, à vrai dire, pendant une heure et demie, je n'ai pas décoléré. Comment parler de la Famille avec un grand F, de son évolution, des dangers qui la menacent, et autres considérations de sociologues de salon, avec des gens qui ne sont pas concernés car ils ignorent tout de la vie des travailleurs ? Que connaissent-ils, ces idéologues bourgeois nantis, dotés d'une instruction, aux nombreuses relations, vivant dans l'aisance et la facilité, entourés de domestiques ? Que connaissent-ils des difficultés, des sommes de courage et de fatigue que représentent les sempiternelles journées de travail, le simple fait de préparer les enfants, de faire les achats, la lessive, le

1 Union pour la défense de la République, le nom du parti gaulliste de 1968 à 1976.

2 Georges Pompidou (1911-1974), après avoir été notamment Premier ministre de De Gaulle, a été président de la République de 1969 à sa mort le 2 avril 1974.

ménage, dans une course épuisante et de tous les instants contre le temps et l'argent qui manque toujours, toujours, pour tout ? Comment parler paisiblement de la famille en soi, de son rôle répressif ou protecteur ? Comment disserter sur son avenir, avec le représentant d'une autre classe : celle des privilégiés, aux préoccupations bien éloignées de celles des travailleurs ? Bien sûr, M^me^ Devaux n'était pas elle-même un patron, elle n'exploitait pas directement des travailleurs, n'avait pas cette morgue et ce cynisme que nous rencontrons chez nos directeurs. Elle avait même cet esprit dit social d'une personne ayant consacré une partie de sa vie à tenter d'améliorer quelques aspects de la vie ouvrière ; aussi croyait-elle ou voulait-elle croire aux progrès réalisés et à ceux qui ne pouvaient manquer de se produire dans le cadre de cette société. Mais combien dérisoire est cette bonne volonté équivoque, quand elle sert ainsi d'ornement en trompe-l'œil à un régime politique qui est, par nature, au service de l'injustice et de l'exploitation !

Je ne sais pas si M^me^ Devaux aura compris de quelle façon elle et ses amis politiques étaient jugés et appréciés par les travailleurs. Elle n'était pas venue pour entendre ces critiques et peut-être a-t-elle trouvé mes propos particulièrement injustes ; mais, en choisissant son camp, elle a choisi aussi, qu'elle le veuille ou non, d'en assumer toutes les responsabilités. Et il est bon de pouvoir dire à haute voix – l'occasion de le faire étant trop rare pour s'en priver – aux porte-parole de la classe dirigeante les vérités qu'ils font profession d'ignorer.

J'avais été conviée à cette émission parce que j'étais femme et militante révolutionnaire. Qu'une femme puisse militer, voilà qui intrigue beaucoup de gens. Les plus sympathiques se montrent naïvement admiratifs, les plus hostiles ouvertement critiques et désapprobateurs. Dans tous les cas, on peut déceler, derrière les réactions, un fond d'antiféminisme plus ou moins conscient mais bien réel.

Qu'y a-t-il de surprenant ou d'anormal à ce qu'une femme milite ? Serait-ce une tâche au-dessus de ses forces ou contre nature ? Ceux qui posent ainsi la question connaissent mal et les femmes et les militants.

Le militant n'est pas, comme certains l'imaginent, cet être rigide, aux mœurs austères, au jargon ésotérique et au comportement agressif. Ce n'est pas non plus, comme d'autres se plaisent à le croire, un doux hippie vivant en communauté, perdu dans ses rêves et s'efforçant de construire un monde ingénu. En réalité, le militant est une personne comme les autres, et qui vit la vie de tous les autres. Il ne vit pas en marge de la société, replié sur lui-même ou sur son groupe mais, au contraire, il travaille, aime, rit, se met en colère, connaît la fatigue et les énervements, apprécie la vie, les gens, les choses et consacre son temps et son énergie à convaincre et entraîner.

Faut-il être d'une espèce particulière pour militer, c'est-à-dire pour avoir envie de changer la vie et pour agir ? Certes non, et tout le monde en est capable à des degrés divers. Bien sûr, cela demande des efforts, de la ténacité, du temps et, sans doute, exige des sacrifices. Mais élever des enfants, gagner sa vie, réussir professionnellement en exige tout autant.

Je milite et je travaille. Si je ne suis pas mariée c'est parce que j'estime que pour un couple, avec ou sans enfants, la sanction du maire et, a fortiori, celle du curé sont des anachronismes sociaux et les derniers remparts de la morale bourgeoise. De même, je n'ai pas d'enfants, mais cela n'a pas de signification particulière, et bien des camarades qui militent à Lutte ouvrière en ont.

Je peux le dire sincèrement, la vie que je mène, je ne la changerais pour aucune autre. Très occupée, j'ai constamment des réunions et peu de soirées ou de dimanches à passer à deux, en tête à tête. Mais ce sont des amis que je retrouve au cours de ces réunions, des camarades, des collègues et cela n'a rien d'un pensum. Nous travaillons beaucoup et dans une

ambiance d'où la gaieté et le rire sont loin d'être exclus. Car, si nous prenons toujours au sérieux ce que nous faisons, nous n'aimons pas nous-mêmes nous prendre au sérieux. Et même quand nous haussons le ton – c'est fréquent – il subsiste envers et contre tout cette solidarité, cette fraternité, j'allais dire complicité, que l'on ne trouve que dans les groupes unis par une idéologie et une activité communes.

Quant à l'intimité à deux, je reconnais qu'elle est importante quand elle existe réellement ; mais on ne peut guère appeler intimité la vie de tant de couples qui n'ont rien à se dire et se bornent à regarder ensemble la télévision. Elle est importante, mais en quoi s'oppose-t-elle à la vie sociale, à la richesse, à la variété, au renouvellement des liens qui unissent une communauté plus large ?

Les gens ont soif de contacts humains, soif de fraternité. C'est la société qui les sépare de plus en plus, en rendant étroite leur vie commune parce que seulement axée sur le couple, le tête-à-tête, de duo amoureux à la guimauve repris dans les chansonnettes et la presse du cœur.

Pourtant, la vie du couple n'est pas antagoniste avec la vie en société, au contraire. Et dans cette autre société que nous voulons construire, les individus n'auront pas à se protéger les uns des autres et à se réfugier dans cette microcellule qu'est le couple.

Pour moi, je suis heureuse de militer, parce que militer, c'est une façon d'être heureuse avec les autres.

Le racisme

Durant ces années d'éloignement forcé de tout travail syndical, nous avons aussi appris à combattre bien des préjugés ; en particulier sur la question du racisme où nos interventions sont fréquentes.

En effet, si les travailleurs immigrés sont peu nombreux au Crédit Lyonnais, les réflexions racistes, elles, ne manquent

pas ; elles surgissent à tout propos, à la lecture de la presse, aux commentaires de la télé, des faits divers, ou tout simplement d'une anecdote rapportée par un collègue. En réalité, c'est un sujet de discussion quasi quotidien. C'est affolant de voir comme le racisme se retrouve partout. Dans la somme des préjugés qui bloquent la conscience des individus, le racisme occupe sûrement la plus grande place.

Et même de très braves gens, qui ne feraient pas de mal à une mouche, tiennent sans vergogne des propos racistes et étalent leur mépris imbécile sans la moindre gêne. Telle employée raconte qu'elle a failli être violée par un Algérien, en rentrant le soir chez elle. Quand on l'écoute un peu, on apprend qu'elle a seulement été suivie et que la peur, le conditionnement et les fantasmes ont fait le reste. Telle autre raconte qu'« ils boivent », qu'« ils battent leur femme », qu'« ils élèvent des chèvres dans leur baignoire », etc. Comme si les bons Français ne buvaient pas bien plus que les musulmans et ne battaient jamais leur femme ! Tous ces ragots répétés finissent par avoir la force de vérités premières et s'imposent aux esprits. Les gens ne cherchent pas à comprendre que ces travailleurs immigrés ont eu une éducation différente de la leur et que, si leurs coutumes peuvent paraître autres, ils n'en subissent pas moins la même exploitation.

Pour nous, communistes, c'est un combat de tous les instants que nous devons livrer pour expliquer, dissuader et faire honte, sinon convaincre. On a l'impression de se heurter à un mur.

Ni la logique, ni le bon sens, ni les arguments scientifiques, ni les appels à la solidarité des pauvres et des travailleurs ne portent en pareil cas. Bien sûr, entre les paroles teintées de racisme et l'acte lui-même (passage à tabac, dénonciation ou assassinat de travailleurs algériens), il y a une marge importante que la plupart des racistes en paroles ne franchiront jamais. Mais, par leurs propos, leur paternalisme, leurs

préjugés, leur comportement même, ils sont complices des assassins. La calomnie engendre la rumeur et celle-ci pousse certains au meurtre. C'est notre argumentation et nous menons une guerre incessante pour qu'au moins ils aient la pudeur de taire des sentiments aussi bas devant nous. Les racistes militants sont une minorité ; les racistes par préjugés, bêtise ou ignorance sont nombreux ; mais il existe aussi les racistes par lâcheté : ceux qui n'osent pas protester et qui préfèrent garder le silence plutôt que de se singulariser dans leur milieu. Et il suffit parfois d'une personne courageuse servant de révélateur pour faire parler les faibles, les silencieux, et délivrer tout le monde de cette honte secrète du racisme qui colle comme une seconde peau.

Nous ne sommes pas démagogues ; nous n'affirmons pas que les travailleurs immigrés sont l'avant-garde du prolétariat ; nous ne disons pas qu'ils ont des intérêts différents du prolétariat français mieux intégré, mieux installé dans le confort et les préjugés. Car on n'ignore pas que le racisme existe aussi chez les travailleurs immigrés : on trouve des Arabes antijuifs, des Noirs antiarabes, des Marocains qui n'aiment pas les Algériens et réciproquement. Ils ne sont ni plus ni moins combatifs que les travailleurs français, ni plus ni moins soumis aux préjugés et aux contraintes de toutes sortes. Pour nous, ce sont des travailleurs comme les autres avec, quand même, des difficultés particulières de langue, de logement, de vie. Ce sont avant tout des hommes comme les autres. Des hommes dont nous nous sentons proches, quelles que soient les différences de langue, de nationalité, de civilisation, de coutumes, de couleur et de préjugés.

Le racisme antijeune et l'armée

Comme je l'ai dit, le Crédit Lyonnais emploie beaucoup de jeunes dont le travail est très mal payé. Et pourtant, comme partout, on y rencontre une certaine hostilité diffuse dirigée

contre la jeunesse en général, le fameux racisme antijeune, axé moins sur les jeunes collègues que sur les jeunes en bloc, ceux des banlieues, vivant en bandes, ceux qui traînent dans la rue. Au départ de ces réflexions, il y a le plus souvent un vol de mobylette, un rétroviseur retourné, une voiture « empruntée » et abîmée, sans parler d'autres agressions plus spectaculaires. Comme dans tous les bureaux, dès qu'on cite un cas, chacun y va de son anecdote et, en fin de compte, au bout d'une heure, il ressort de ces propos que la jeunesse est définitivement condamnée, étiquetée, calomniée ; elle est cataloguée asociale, fainéante, violente, provocante, etc. Pas un qui se souvienne alors qu'il a eu le même âge, si ce n'est pour dire : « De mon temps, ce n'était pas comme ça ! » Bien entendu, cette condamnation sans appel fait une large place aux exceptions.

Chacun connaît un « bon petit gars », sans oublier ses propres enfants « qui ne sont quand même pas tout à fait pareils ». Au fond, cette colère et cette amertume, c'est un peu triste car, à la source de la révolte des jeunes, il y a d'abord le refus d'une société dont les parents ou les adultes sont les premières victimes. C'est vrai que l'on s'ennuie ferme dans ces banlieues monotones et laides, et il ne suffit pas de dire « Qu'ils travaillent ! comme nous le faisions à leur âge », parce que beaucoup de ces jeunes travaillent eux aussi. Mais, devant les exemples qu'ils ont sous leurs yeux, le triste spectacle de leurs parents trimant huit ou dix heures par jour, rien d'étonnant à ce que ces jeunes ressentent amèrement la fatigue et la solitude d'une telle vie. Aussi acceptent-ils mal ou n'acceptent-ils pas que le seul avenir que la société leur réserve soit précisément celui-là. Il n'est donc pas surprenant qu'ils tentent de vivre en marge et en bandes le plus longtemps possible, à la recherche d'une bien fragile fraternité et pour, tous ensemble, mieux refuser ce qu'ils rejettent. Les parents ont évidemment une optique différente. Ils se persuadent que

le seul moyen pour leurs enfants de connaître le bonheur est de se soumettre à la réalité sociale et à ses contraintes. C'est ce qu'ils ont fait eux-mêmes et sans avoir l'impression d'avoir pu faire un autre choix. Beaucoup d'entre eux s'accordent à trouver cette société injuste, inégale, hostile, mais ils sont convaincus qu'il n'y a rien à faire pour la changer et qu'il vaut mieux l'accepter telle qu'elle est afin d'y faire son trou.

Et nous, les révolutionnaires, nous qui voulons changer la société, qui pensons que cela est non seulement possible mais indispensable, nous luttons contre la résignation. La résignation passive des parents, celle, désespérée, des jeunes qui ne voient pas de solution hors de la bande et qui passent leur rage et leur révolte sur les autres, c'est-à-dire des victimes comme eux. Là aussi, nous devons expliquer, faire comprendre ; la propagande antijeune dans la presse, la radio, la télévision, ne facilite guère nos efforts. On parle de la délinquance juvénile et on réclame des flics pour patrouiller en banlieue et surveiller les rues. Mais quand la police intervient avec ses méthodes traditionnelles, passage à tabac, gifles, contrôle systématique de tous les chevelus[1], de tous ceux qui roulent à vélomoteur ou à moto, c'est contre toute une population jeune qu'elle sévit. Ses exactions, ses brutalités et sa grossièreté renforcent encore la rage des jeunes et leur révolte, sans mettre un frein au développement de la délinquance, bien au contraire. Nous devons aussi expliquer cela et répondre à la propagande gouvernementale. Nous avons foi, nous, dans la jeunesse, et les événements nous donnent raison. Parce qu'il arrive, de temps en temps, que la révolte des jeunes, individuelle ou collective, prenne une dimension politique. Alors, les choses changent. On l'a vu en Mai 1968 !

1 Après Mai 1968, c'était les chevelus. Aujourd'hui c'est plus la couleur de peau et l'origine que la longueur des cheveux qui suscitent les contrôles policiers.

C'est presque un lieu commun d'affirmer que la jeunesse a été de tout temps le fer de lance des transformations sociales les plus durables et les plus profondes. Toutes les révoltes, toutes les révolutions, tous les grands mouvements sociaux ont compté des jeunes dans leurs rangs et à leur tête. Et c'est dans ces occasions que les qualités de la jeunesse, son enthousiasme, son désintéressement, sa soif de justice, trouvent leur plein épanouissement. Ils se retrouvent alors au coude à coude avec leurs aînés. On s'en aperçoit dans toutes les grèves, comme récemment, au printemps 1973[1], lorsque lycéens, étudiants et collégiens de l'enseignement technique descendirent dans la rue pour exprimer leur haine de l'armée, rencontrant la sympathie de tous ceux qui, jeunes ou moins jeunes, connaissent l'abrutissement des casernes pour l'avoir eux-mêmes vécu.

L'armée, parlons-en aussi ! C'est un sujet de discussion qui revient régulièrement dans notre activité militante. Là, les choses sont plus faciles.

Il y a très peu de militaristes à tous crins. Il reste bien encore quelques représentants de la vieille école, qui pensent que le service militaire forme des hommes et sont pour que les jeunes en bavent autant qu'ils en ont bavé. Mais c'est une minorité. Deux guerres mondiales en moins d'un demi-siècle et dix-sept ans de guerres coloniales se sont bien chargés de dissiper les illusions et de calmer les ardeurs guerrières. La guerre, personne n'en veut et personne ne la souhaite. Et l'armée semble parfaitement inutile.

Quant au service militaire, il est a fortiori considéré comme plus inutile encore. Pour la plupart des gens, c'est une coupure dans la vie professionnelle, que les jeunes supportent

1 Votée en 1970, promulguée en 1971, la loi Debré sur le service militaire prévoyait d'abroger les sursis qui permettaient aux étudiants de finir leurs études. Quand la loi est entrée en application en 1973, cela a suscité un vaste mouvement de contestation de la jeunesse.

de plus en plus mal : rester un an sans salaire, loin de sa famille, avec souvent déjà un foyer à faire vivre, cela, rien ne peut le justifier. La vie de caserne, les grandes manœuvres, les coups de gueule et les marches forcées, personne n'en veut plus. La revendication des élèves du technique qui demandaient la suppression pure et simple du service militaire a été très bien comprise dans l'entreprise, aussi bien par les jeunes que par les moins jeunes, par les femmes et par les hommes. Seuls, les militants du PCF ont essayé de démontrer qu'il fallait une armée nationale et démocratique, la suppression du service militaire[1] conduisant, selon eux, à l'armée de métier. Mais cette argumentation ne convainc guère. Tant qu'existera la hiérarchie des militaires d'état-major et du corps des officiers, il ne saurait y avoir d'armée démocratique ; il y aura des jeunes offerts, pieds et poings liés, à l'appareil militaire tout-puissant qui les fera obéir… ou déserter.

Les révolutionnaires ne sont pas des pacifistes, mais ils sont contre l'armée bourgeoise. Le maniement des armes, l'utilisation des techniques, cela peut s'apprendre ailleurs que dans les casernes, point n'est besoin d'enfermer des hommes pendant douze mois et de les placer sous la dépendance totale de brutes galonnées désireuses de former des robots prêts à obéir à n'importe quel ordre. C'est un état de fait bien compris de tous.

Le tiercé et la télévision

Évidemment, il n'est pas possible de parler de notre activité quotidienne dans les entreprises, de nos discussions et de nos interventions diverses, sans évoquer le tiercé et la télévision et l'emprise fantastique qu'ils exercent sur la vie des gens.

Le tiercé a gagné tous les foyers populaires.

1 Le service militaire obligatoire d'un an a finalement été supprimé en 1997 par Chirac.

En quelques années, la petite faune des parieurs de champs de courses s'est transformée en une multitude de joueurs du dimanche. La carte et la pince à la main, ils se pressent en longues files d'attente devant les bureaux du PMU dans les cafés et les tabacs. Chacun y va de ses 3, 5 ou 10 francs tous les dimanches, dans le mince espoir de gagner, sinon le gros paquet, du moins la petite somme qui équilibrera les dépenses. Cela paraît fou et puéril, et défie le bon sens. Pourtant, l'industrie du tiercé n'a jamais si bien marché : du coursier au cadre supérieur, tout le monde est victime de cette vaste escroquerie autorisée par l'État, qui met volontiers au service des turfistes ses journalistes, ses hommes de radio et de télévision, ses antennes et ses moyens techniques. S'il le fait, ce n'est pas par générosité, mais parce que ça lui rapporte ; et tel citoyen, qui râle devant le prix du métro et supporte mal de payer ses impôts, va pourtant de lui-même et sourire aux lèvres apporter chaque dimanche, sinon plusieurs fois par semaine, son obole à l'État par PMU interposé. Il enrichit aussi les journaux spécialisés qui fleurissent au fil des mois, apparaissent ou disparaissent selon la prétendue validité des pronostics et la valeur des soutiens financiers. C'est grotesque et pitoyable. Bien sûr, cet engouement pour le tiercé reflète toutes les insatisfactions et les espoirs des gens qui, s'ils ne rencontrent guère la chance, satisfont du moins un certain goût pour le jeu.

Mais ce n'est pas un jeu gratuit et ceux qui gagnent à tous les coups sont les tout-puissants maîtres de ce racket organisé.

Pourtant, ce genre d'explications que nous formulons se heurte le plus souvent à une incompréhension totale. « C'est amusant, ça ne coûte pas grand-chose, ça ne fait de mal à personne. Et puis, on ne sait jamais, un jour, je pourrais bien décrocher la timbale ! Alors toi, avec tes discours et ta morale, tu n'auras pas l'air malin ! » Voilà ce qu'on nous répond régulièrement. Et tel camarade de travail, lucide sur

beaucoup de choses, sachant se faire respecter, refusant les heures supplémentaires, se montrant combatif et conscient en maintes occasions, nous regardera en souriant, haussera les épaules quand nous parlons du tiercé et ira, le week-end suivant, faire poinçonner sa carte au PMU de son quartier. Le tiercé est tellement populaire, tellement ancré dans l'esprit de la majorité des gens, que même les militants syndicaux s'abstiennent de toute intervention à son sujet afin de ne pas aller à contre-courant. Nous sommes les seuls, ou presque, à écrire dans nos journaux et dans nos tracts contre le tiercé et l'aliénation qu'il représente. Bien des gens, bien des joueurs même, nous donnent raison dans le fond, mais, il faut bien le dire, tant que les conditions générales de vie, de culture et d'activités resteront ce qu'elles sont, tant que l'État et les industriels du tiercé orchestreront leur extraordinaire campagne publicitaire, les petites gens continueront à s'offrir leur part de rêve…

Pour la télévision, c'est un peu différent.

Comme le tiercé, elle connaît un succès populaire énorme. Mais elle n'a pas que des aspects négatifs. Bien qu'il y ait un monopole d'État[1], bien qu'elle soit contrôlée par le pouvoir et qu'elle représente entre les mains du gouvernement un instrument de propagande incomparable, la télévision porte en elle-même sa propre contradiction. Elle s'adresse au public le plus large : si elle veut concurrencer les journaux, la radio, le cinéma, la télévision est bien obligée de donner une certaine information ; et elle est tenue, au moins pour certaines émissions, à une relative qualité. Et quand même, les gens ne sont pas si facilement dupes de son orientation. Lorsque Pompidou, Messmer[2] ou Giscard passent sur le petit écran,

1 En 1982 a été mis fin au monopole d'État sur la télévision. Mais le monopole des puissances d'argent sur les médias est toujours bien là.

2 Pierre Messmer (1916-2007), homme de droite, Premier ministre de Pompidou de 1972 à 1974.

ils ne convainquent que ceux qui le sont déjà. Dans les foyers populaires, on rit, on répond… ou on tourne le bouton. C'est plus fréquent qu'on ne le dit. Il y a, dans certains milieux gauchistes et intellectuels, un snobisme antitélévision ; on s'imagine que le bon peuple est accroché au petit écran et qu'il avale tout ce qu'on veut lui faire croire. Ce n'est pas le cas. Que ceux qui croient cela viennent écouter, le lendemain d'une émission, les commentaires qui fusent à l'atelier ou au bureau ! Non seulement sur Pompidou ou Messmer, sur le pétrole ou la consommation qui font parfois rire aux larmes, mais aussi à propos d'émissions plus ambitieuses ou de propagande plus insidieuse.

Je me souviens ainsi d'un débat sur l'avortement qui avait suivi la projection d'un film tiré du livre de Soubiran : *Le Journal d'une femme en blanc*. On avait assisté à un face-à-face où les tenants de la liberté pour l'avortement avaient marqué des points sur les conservateurs et autres réactionnaires. Le lendemain, dans le service, on ne parlait que de ça et, sans avoir eu besoin de leur expliquer quoi que ce soit, les gens s'étaient retrouvés dans le camp des défenseurs de la liberté.

En définitive, qu'on le veuille ou non, la télévision, c'est une certaine ouverture sur le monde.

Pour des milliers de femmes qui vivent à la maison, c'est même la seule source d'information.

Les gens ont suivi avec une profonde émotion les événements du Chili[1], comme ils suivent avec passion telle émission sur le nazisme, sur l'Inde, sur le Moyen-Orient. Ils prennent et ils laissent. Évidemment, ils retiennent d'abord ce qui va dans le sens de leurs préjugés, mais il y a des images qui dérangent et des informations qui viennent à l'appui des explications répétées de militants politiques et syndicaux.

1 Le coup d'État du général Pinochet du 11 septembre 1973 et la répression sanglante du mouvement ouvrier qui l'a suivi.

Enfin, pour nous, militants, la télé, avec tout ce qu'elle véhicule, c'est l'occasion d'intervenir quotidiennement sur ce que les gens ont vu, aimé ou détesté mais dont ils parlent volontiers. C'est à nous d'expliquer, de compléter les informations partielles ou tendancieuses, de répondre aux arguments officiels, et la discussion peut s'engager.

La télévision, parce qu'elle touche plus de monde que les journaux, la radio et le cinéma, fournit davantage de sujets de discussion et ne laisse pas les gens indifférents. Il n'y a pas que Guy Lux[1] !

Et pour des milliers de gens, la télé, c'est aussi l'occasion de connaître telle pièce de théâtre, tel film, tel artiste qu'autrement ils n'auraient jamais connus. C'est peu, c'est pauvre, c'est limité, c'est au niveau de la petite culture à la mode, mais c'est ce que bon nombre de petits bourgeois peuvent s'offrir au théâtre, au music-hall ou au cinéma, et que la majorité des gens qui travaillent ignoreraient sans la télé. Enfin, si la télévision est souvent médiocre, c'est qu'elle ne fait que traduire la médiocrité de la vie culturelle en général, sans en être, bien entendu, la cause.

La culture

En fait, cette vie culturelle demeure pratiquement inaccessible aux masses. C'est là une de nos tâches militantes, le souci d'apporter certains éléments de culture aux travailleurs. On parle beaucoup de culture bourgeoise, d'enseignement bourgeois, et il est vrai que toutes les œuvres portent la marque de la société dans laquelle elles ont vu le jour ; pourtant nous, socialistes, ne nions pas le passé. Cette culture bourgeoise, nous voulons la dépasser, non l'annihiler, pas plus que nous ne voulons détruire les forces productives existantes, que nous considérons, au contraire, comme le point de départ

1 Guy Lux (1919-2003) était un animateur et producteur de jeux télévisés omniprésent sur la télévision d'État.

de l'économie de demain, une économie qui pourra se développer de façon prodigieuse sans le frein de la propriété privée. Dans le domaine de la culture, des connaissances, des idées, nous savons ce que nous devons à nos prédécesseurs. La culture est liée à l'histoire de l'humanité se dégageant peu à peu de la barbarie ; c'est une culture qui porte la marque des sociétés de classes qui ont existé, mais c'est notre culture, la somme des connaissances acquises, notre fonds commun. Le socialisme, ce ne sera pas le retour à l'âge de pierre. Et, aujourd'hui, développer une certaine activité culturelle en direction des travailleurs, c'est leur faire connaître leur propre passé, c'est les armer pour préparer l'avenir.

Il faut dire aussi qu'ils ne refusent pas la culture. Ils en seraient plutôt avides, bien que ce besoin s'accompagne, chez eux, de complexes, de réserves, de timidité vis-à-vis de telle ou telle expression culturelle. C'est à nous de les familiariser avec elle, de les délivrer de leur fausse honte.

Quand nous organisions des sorties dites culturelles, sorties collectives au théâtre, au cinéma, dans les musées, combien de fois n'ai-je pas vu des camarades commencer par refuser : « Le théâtre, ça m'ennuie », pour nous avouer ensuite, après que nous avions réussi à les entraîner avec nous : « C'est la première fois que je vais au théâtre », ajoutant quelquefois : « C'est formidable ! » Les gens du peuple ont la pudeur de leur ignorance et un grand respect pour cette culture que tant d'intellectuels traînent dans la boue. Ce sont des réactions d'opprimés, c'est vrai, et il y a derrière ce respect craintif beaucoup de naïveté et de résignation. Mais justement, nous devons lutter contre ce sentiment. Donner aux travailleurs confiance en eux-mêmes, en leurs propres capacités, passe aussi par ce combat-là.

Et dans le milieu qui est le mien, celui des employés de banque, c'est-à-dire des gens ayant un embryon de formation secondaire, nous avons remporté des succès. Au début, c'est

seulement dix ou quinze personnes qui nous ont suivis ; à présent, nous atteignons et dépassons régulièrement la centaine. Cela se sait et il y a constamment de nouveaux participants à nos sorties théâtrales.

Ce que nous allions voir ? Tout ce qui passait au théâtre, au cinéma, au music-hall, susceptible de nous intéresser. Nous avions une préférence pour les théâtres dits populaires, le TNP bien sûr, mais aussi les théâtres périphériques : le TOP (théâtre de l'Ouest parisien), le TEP (théâtre de l'Est parisien), celui de La Commune d'Aubervilliers ; mais encore l'Odéon et même la Comédie-Française, car il faut bien le reconnaître : une pièce comme *Donogoo*[1] est finalement plus révolutionnaire que certaines pièces avant-gardistes ennuyeuses et hermétiques. Nous avons vu aussi *1789*[2] à la Cartoucherie de Vincennes et avons joué les spectateurs-acteurs d'une scène à l'autre, au gré de l'histoire et de ses comédiens.

Dans l'ensemble, on recherche les spectacles riches d'enseignement, qui amènent à réfléchir en divertissant et qui, d'une manière ou d'une autre, aident à mieux comprendre notre société et celles qui l'ont précédée. En même temps, nous avons pris l'habitude de préparer ces sorties par une petite présentation historique qui permet de mieux suivre la pièce et de la lier, éventuellement, aux romans qui traitent du même problème.

Dans ce domaine, d'ailleurs, nous avons toujours essayé de faire circuler le maximum de romans et d'ouvrages. Au début, nous prêtions nos propres livres ; aujourd'hui, dans le cadre de nos activités syndicales, s'est montée une bibliothèque créée avec la collaboration de tous. Au départ, les intéressés ont accepté le principe d'une cotisation, ensuite les

1 Comédie de Jules Romains de 1930 racontant une escroquerie immobilière montée par une banque pendant la crise mondiale.

2 *1789, la Révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur*, Théâtre du Soleil, 1970.

lecteurs ont versé 4 francs par an pour constituer le fond et maintenant, ça roule tout seul. Dans notre bibliothèque, il n'y a pas de Guy des Cars, pas de Série noire. Ce genre de romans, les gens n'ont pas besoin de nous pour les lire, ils ne le font que trop chez eux. On y trouve des romans français, américains, russes, allemands, des ouvrages politiques ou sociologiques. Et, régulièrement, des camarades passent dans les services proposer les livres et même, quand on le leur demande, conseiller telle ou telle lecture. Cela permet à de nombreuses personnes qui, d'elles-mêmes, n'auraient jamais osé venir à la bibliothèque, d'accéder à la lecture.

Les transports et la pollution

Énumérer tous les problèmes que nous abordons au travers de l'expérience vécue risque d'être long et fastidieux. Il en est cependant qui permettent de poser directement la question d'une autre société, en particulier les problèmes touchant aux transports et à l'environnement[1].

Aujourd'hui, les transports en commun ont atteint leur point de rupture. La population de l'agglomération parisienne a triplé en moins de vingt ans, mais le réseau des transports en commun est resté, à peu de chose près, ce qu'il était au début du siècle. Le trafic banlieue de la SNCF a dépassé le seuil de saturation. Pas une semaine sans qu'un accident ou un retard ne perturbe l'ensemble des transports gare du Nord ou gare de l'Est. Le pire est que, dans le même temps, de plus en plus de gens sont obligés de s'expatrier en grande banlieue, où les terrains et les loyers sont encore accessibles. Cela se traduit par des heures de marche, d'attente dans le froid glacial, de bousculades à la gare, et de longues minutes passées debout, dans la presse et la fatigue. Aujourd'hui, le banlieusard passe deux ou trois heures chaque jour dans les transports en commun. Deux à trois heures qui sont parmi

1 Déjà il y a 46 ans !

les plus éprouvantes de sa journée. J'ai vu des femmes pleurer parce qu'elles ne trouvaient pas de place. J'en ai vu qui s'évanouissaient.

J'ai vu des vieillards bousculés et de paisibles voyageurs devenir enragés parce que les contrôleurs avaient encore l'audace de leur refuser les billets de retard. Cela atteint parfois l'émeute…

C'est devenu intolérable !

Nous avons, en 1971, avec le PSU, mené toute une campagne en faveur de l'amélioration des transports en commun. Nos camarades ont poussé, dans toute la banlieue, à la création de comités d'usagers des transports en commun, qui ont tout de suite eu du succès et qui ont animé toute une bagarre locale et générale. La FUTCRP (Fédération des usagers des transports en commun de la région parisienne), qui coordonne l'activité de tous ces comités, a organisé des manifestations et des démonstrations importantes, sans parler de toutes les démarches faites auprès des autorités locales. Les résultats ont été très partiels ; nous avons obtenu, çà et là, des abris de bus, des feux rouges aux carrefours, des cars de nuit, des diminutions de tarifs, des améliorations d'itinéraires.

Mais notre action a entraîné un regain d'intérêt et de militantisme de la part des autres formations politiques traditionnelles sur le problème des transports en commun. La RATP, depuis des mois, hésite à augmenter ses tarifs. C'est un signe que notre agitation sur ces revendications exprime le mécontentement et la colère de l'ensemble des usagers.

L'incurie des pouvoirs publics dans ce domaine est significative de la décadence, de l'incompétence et de l'aveuglement de classe des hommes et des équipes qui dirigent cette société.

Il en est de même en ce qui concerne la pollution. Aujourd'hui[1], c'est un problème à la mode, alors qu'à une époque

1 En 1974 donc.

nous étions parmi les rares à en parler. La soif du profit qui gouverne la production capitaliste, le souci de n'investir que dans ce qui est rentable ont complètement modifié la planète, ses paysages, son équilibre. On s'aperçoit de nos jours que la production industrielle engendre la pollution industrielle, la plus importante de toutes, qui menace dangereusement trois de nos éléments vitaux : l'eau, la terre et l'air.

Mais, là non plus, il ne faut pas parler à la légère de fin du monde. La pollution n'est pas une fatalité. Aujourd'hui, les écologistes malthusiens comparent l'homme à un apprenti sorcier ; pour se nourrir, il aurait détruit la nature et, partant, sa propre mère nourricière ; il a changé la nature mais, ce faisant, il a détruit l'équilibre biologique, dont il a besoin pour vivre. À les en croire, nous serions tous condamnés. Il y a, c'est sûr, une bonne part de vérité dans ces dénonciations, et dire que le capitalisme dans son fonctionnement n'a absolument pas tenu compte des données écologiques et biologiques et de leurs conséquences est une évidence. Il a produit en aveugle, guidé par l'unique souci de faire fructifier le capital, sans plan, sans précaution, dans l'anarchie et le gaspillage le plus total. Tout cela est vrai et c'est une des contradictions du capitalisme que de s'étendre aux dimensions planétaires tout en restant limité dans sa vision d'ensemble à cause de ses intérêts privés et égoïstes.

Mais la pollution n'est pas inhérente au mode de production industriel. La science et la technique actuelles permettent de trouver des solutions.

Ce n'est pas parce que le capitalisme est incapable de prévoir, et qu'il commence à peine, aujourd'hui, à prendre conscience, qu'il faut conclure par l'absence de réponse et par la fin du monde. Il n'est pas plus difficile de produire sans polluer que d'envoyer des hommes dans la Lune. C'est aussi coûteux sans doute, globalement, mais là, c'est un autre problème. En tout cas, le capitalisme ne cherche nullement à se

suicider dans ses propres excréments, comme les héros de *La grande bouffe*[1]. D'ailleurs, on voit maintenant industriels et techniciens investir dans la recherche antipollution et considérer le problème comme une nouvelle source de revenus. Avec l'aide de l'État et une réglementation qui s'imposera peu à peu, ils peuvent espérer gagner des milliards de la même façon que les pollueurs.

Est-ce que ce sera suffisant ? Probablement pas[2].

De ce point de vue-là, la pollution menace notre société comme la menacent constamment les crises monétaires et économiques, la surproduction, la récession et, au bout du compte, la guerre.

Le capitalisme s'est assez bien tiré des deux guerres mondiales qu'il a déclenchées, mais la prétendue prospérité des dernières années n'est qu'apparente. On l'a vu encore tout récemment avec la prétendue crise de l'énergie et surtout avec la crise monétaire et ses conséquences sur les différentes économies européennes. Aujourd'hui, plus personne n'ose parler de stabilité. Et voilà que les faits nous donnent raison à nous, les rêveurs, nous les prétendus utopistes, nous qui dénoncions l'instabilité fondamentale du système.

À nous qui disions qu'une autre société est possible sur d'autres bases.

Le socialisme est depuis longtemps à l'ordre du jour, mais les grandes masses ne prennent conscience de sa nécessité que lorsque les événements les précipitent dans l'angoisse et le chômage. Le socialisme est une urgence, non seulement pour les chômeurs des pays avancés, mais pour les deux tiers de l'humanité qui meurent de faim à côté de notre pseudo-abondance. Sous sa forme authentique, non sous celle qu'il revêt en URSS, en Tchécoslovaquie ou en Chine, il est

1 Un film satirique de Marco Ferreri de 1973.

2 La suite l'a montré : les capitalistes mènent le monde à la catastrophe sur tous les plans, y compris environnemental.

nécessaire à l'humanité tout entière. Le socialisme, c'est une société d'abondance qui se développe au plus haut niveau atteint par les forces productives sous le capitalisme. C'est une société harmonieuse et libre où la production se développe selon un plan établi en fonction, non de la rentabilité, mais des besoins réels des gens ; de tous les gens car, pour nous, le socialisme ne peut exister qu'à l'échelle mondiale, par la mise en commun de toutes les richesses et de toutes les forces. Ni parasites, ni profiteurs, ni exploiteurs, mais des hommes libres travaillant pour le bien de tous et dans le respect de tous. Rien de tout ceci n'est utopique. Aujourd'hui même, la production industrielle et alimentaire mondiale est telle qu'elle peut assurer la nourriture et la satisfaction minimum des besoins de tous. Si elle ne le fait pas, c'est que le but de ceux qui produisent n'est pas de satisfaire les besoins des individus, mais de vendre n'importe quoi pour réaliser le maximum de bénéfices. Que, demain, la propriété privée des moyens de production soit abolie, que tous les monopoles et trusts nationaux et internationaux soient expropriés, et la production connaîtra une impulsion gigantesque. Pas du jour au lendemain évidemment ; il faudra des années et des efforts communs pour réduire l'inégalité.

Un État sera constitué, le plus démocratique qui soit : celui du prolétariat tout entier exerçant le pouvoir, son pouvoir, sur les anciennes classes possédantes jusqu'à la disparition même de toutes les classes. Combien de temps cela demandera-t-il ? Personne aujourd'hui ne peut répondre, mais le socialisme est peut-être pour après-demain.

7
Mai 1968

J'appris par la radio, le soir, que les étudiants s'étaient battus contre la police au Quartier latin.

Les jeunes de la banque ne furent pas longs à se décider pour manifester et soutenir les étudiants.

Mais c'est surtout après le 13 mai, plus précisément après la grève à l'usine Renault-Billancourt, le jeudi 16, qu'un changement s'est opéré et qu'autour de moi les gens se sont sentis concernés. Tous les jours, des camarades que je rencontrais me disaient : « Ça y est, chez nous, ça vient de démarrer ! » ou bien : « Demain, on va essayer de faire démarrer la boîte. » Ce fut plus lent au Crédit Lyonnais. En fait, un peu partout, la grève a éclaté presque spontanément. Si certaines entreprises ont vu des révolutionnaires animer le mouvement, ailleurs, ce sont des militants CGT qui le provoquèrent.

Cependant, partout, la CGT a couvert le mouvement et s'est précipitée pour en prendre la tête, surtout dans les secteurs qui n'avaient pas eu besoin d'elle, et elle a organisé l'occupation.

Au Crédit Lyonnais, où aucun syndicat ne bougeait, la décision fut prise avec les camarades de passer à l'offensive le lundi 20 mai, c'est-à-dire de venir au travail avec des pancartes et d'appeler les gens à la grève.

Le lundi donc, nous étions une vingtaine présents une demi-heure avant l'ouverture, avec nos banderoles et un porte-voix. En commençant par l'immeuble Ménard, où nous étions connus des collègues, nous nous sommes aperçus qu'il suffisait d'appeler pour que les employés sortent. Ils attendaient une initiative. Nous l'avions prise et les travailleurs y répondaient. Nous avons alors fait le tour du bâtiment, à la rencontre des jeunes, très nombreux, qui se sont dits tous d'accord pour se mettre en grève. On a fini par former un

cortège en ralliant également les secteurs les plus durs, les mécanographes, ceux du codage, et nous nous sommes dirigés vers le siège central boulevard des Italiens, dans ce grand hall, style rococo, entouré de galeries sur lesquelles donnent les bureaux. Les gens ont commencé à sortir et nous leur apprenions que la grève démarrait : c'était la foule des grands jours dans ce hall immense et, à ce moment-là, sont arrivés à toute allure les états-majors syndicaux.

Mais nous avions déjà gagné du terrain. Une table me servit d'estrade et, à l'aide du porte-voix, je haranguai le personnel. J'expliquais ce qui se passait au niveau national et j'affirmais que nous devions nous joindre à la grève générale, que nous étions exploités autant que les autres, aussi mécontents qu'eux, qu'il n'y avait rien à perdre et tout à gagner à participer à ce mouvement de solidarité. Ce ne fut pas sans mal que je fis mon discours, les militants PCF et CGT essayant, par tous les moyens, de me faire descendre du podium de fortune où j'étais juchée.

Mais les camarades se sont interposés, d'où bousculades et début de bagarre. Puis soudain, les syndicats tous unis, CGT, CFDT, FO, firent volte-face et retournèrent leur veste en déclarant à la foule : « Nous vous appelons à la grève. » Prendre le train en marche était pour eux ce qu'ils avaient de mieux à faire. Et ils l'ont fait, pour ne pas être débordés. Bien entendu, ils ajoutèrent que chacun devait rentrer chez soi et qu'eux-mêmes occuperaient les locaux : le fait d'être dans une banque impliquait une occupation « très délicate ». Nous avons aussitôt protesté, expliqué, au contraire, qu'il fallait que tout le monde reste, pour définir ensemble nos revendications et organiser collectivement l'occupation.

Toute la matinée s'est donc passée en discussions et motions revendicatives telles que : « 200 francs[1] de plus pour tout le monde, diminution du temps de travail au-dessous

1 250 euros aujourd'hui (Insee).

de 40 heures, etc.» Mais, au fur et à mesure que la journée s'avançait, les militants syndicaux, plus nombreux, circulaient entre les groupes, poussaient les gens à rentrer chez eux ; et le hall, peu à peu, se vidait.

Vers le soir, nous avons entrepris l'occupation des lieux en nous faisant apporter sandwiches et duvets. C'était le pique-nique dans un cadre rococo et des discussions sans fin ; une journaliste présente trouvait très pittoresque ce campement de grévistes dans une banque.

Cela ne pouvait pas durer. La direction a délégué ses cadres pour nous avertir qu'on devait partir, qu'une banque ne pouvait pas être occupée. Nous lui avons répondu qu'un petit comité s'était constitué, prêt à discuter des revendications, mais qu'il n'était pas question de partir avant.

Pendant ce temps-là, les militants syndicaux avaient achevé leur sale boulot : celui de faire fuir tous les employés. Vers 8 heures du soir, nous sommes restés vingt-cinq, mais vingt-cinq irréductibles, en attente de prochains événements.

Se trouvaient là également, à l'écart, pour ne pas se mêler à nous, délégués CGT et CFDT ; et la CFDT, voulant garder les mains blanches, s'est éclipsée à ce moment-là. Par contre la CGT, elle, resta sans broncher, témoin passif et complice de ce qui allait suivre.

La direction avait déjà tenté de nous déloger, d'abord par l'intermédiaire des pompiers, ensuite des gardiens de l'entreprise. Mais ni les uns ni les autres n'avaient voulu porter la main sur nous et tous s'étaient refusés à nous vider manu militari.

Cependant la direction avait tenu, au frais dans une pièce, une réserve de cadres supérieurs. Brusquement, les portes s'ouvrirent pour lâcher la meute. C'est à trois contre un qu'ils se saisirent de nous brutalement et nous jetèrent dehors sous l'œil impassible des cégétistes présents.

Après quoi, la banque a été respectueusement « occupée » par le syndicat qui laissait entrer les services de la direction,



Lundi 20 mai 1968: occupation par les grévistes du hall du siège du Crédit Lyonnais, boulevard des Italiens. Je suis à droite, penchée sur la table à établir les revendications.

celui de la paie et les quelques personnes dûment accréditées. L'ensemble du personnel restait à la porte, sans oublier, bien sûr, les révolutionnaires qui ne devaient pas mettre les pieds dans l'entreprise en grève. Nous revenions inlassablement tous les matins, essayant de rentrer, distribuant des tracts à ceux des employés qui venaient aux nouvelles, et nous repartions aussitôt vers le Quartier latin, où l'ambiance était autrement sympathique.

La grève a duré quinze jours. En fait, on n'a jamais su réellement le nombre de grévistes actifs, la banque étant occupée par les syndicats. À la reprise, beaucoup de gens se sont déclarés non grévistes pour pouvoir être payés. Mais cela ne signifie pas grand-chose. De toute façon, les syndicats n'avaient fait appel à eux ni pour occuper les locaux ni pour diriger et organiser la grève. La plupart sont donc restés à la maison et ont pris des vacances inespérées. Mais, si l'on considère la foule des premiers jours et les difficultés de la reprise, il est indéniable que la majorité des travailleurs étaient pour la grève.

Bien sûr, les jeunes y étaient non seulement favorables mais ne quittaient plus le Quartier latin et la Sorbonne. Notre petit groupe, qui avait grossi à la faveur de la grève, sortait un tract quotidien, presque un journal, que nous diffusions au siège central, mais aussi à Richelieu-Drouot, au carrefour. Tout de suite, les gens s'attroupaient et entamaient des discussions qui, pour être vivantes, n'en étaient pas moins fort sympathiques. Il régnait une facilité de contact entre les gens comme on n'en avait jamais vu.

Deux jeunes cadres qui participaient à toutes nos activités chantaient même *l'Internationale*. Être cadre ne les empêchait pas d'être jeunes, et 68 c'était l'œuvre de la jeunesse.

Entre la diffusion du matin, la rédaction du journal, la Sorbonne, les manifestations, les discussions de rue, que de choses à faire et à voir !

Et tous ceux qui ont vécu ces heures-là ne sont pas près de les oublier. Je ne sais pas si beaucoup d'entre eux pensaient que tout changerait par la suite, mais on peut dire que, dans l'immédiat, ce qui dominait, c'était un intense sentiment de liberté et de fraternité. Ces jeunes que l'on faisait marcher à la baguette à longueur d'année, soumis aux surveillances répressives, au silence forcé, pouvaient tout à coup s'exprimer, dire des choses parfois enfouies au fond d'eux-mêmes, trouver des amis, des copains, se sentir de plain-pied avec tout le monde. C'était la fin de l'humiliation et des brimades, la fin de ce sentiment d'infériorité que tout jeune travailleur ressent à un moment ou à un autre. Ils éprouvaient de la fierté, heureux d'être des hommes ou des femmes à part entière, heureux d'être jeunes et pleins d'espoir.

Oui, 68 a dépassé de loin la simple grève revendicative et, d'ailleurs, les revendications sont venues après ; la grève a démarré parce que tout le monde en avait marre. De quoi ? De tout : l'exploitation quotidienne, monotone, les brimades, les salaires trop bas, l'injustice, la répression, tout. Il ne s'agissait pas non plus d'une grève politique, en ce sens qu'il n'existait pas d'objectifs politiques précis, à part le départ de De Gaulle, mais même cela restait très vague. C'était ce qu'on a appelé le ras-le-bol », le « 10 ans, ça suffit ».

Mais on sentait là quelque chose de profond et de réconfortant. Pour nous, les révolutionnaires, pour nous, communistes qui affirmons qu'une autre société est possible, que d'autres rapports peuvent naître entre les hommes, pour nous qui croyons à la justice et à la fraternité, Mai 1968, c'était vraiment un avant-goût du meilleur, un avant-goût de demain.

8

La reprise, et mon nouveau départ syndical

Puis ce fut la reprise : une reprise difficile qui s'amorçait un peu partout dans le pays.

Les syndicats poussaient dans ce sens et annonçaient qu'on avait repris à tel ou tel endroit, même si c'était faux, mais les travailleurs l'ignoraient et reprenaient alors pour ne pas être les derniers.

Un matin, au Crédit Lyonnais, les syndicats ont organisé le vote pour la reprise, à bulletins secrets bien entendu. C'était un vote sans valeur puisque sans aucun contrôle, et ceux qui le voulaient pouvaient voter plusieurs fois. Dans ces conditions, rien n'empêchait les cadres de bourrer les urnes. Le résultat de cette belle pagaille baptisée scrutin a donné, comme par hasard, une majorité pour la reprise. Nous n'avons pas accepté ; nous avons expliqué publiquement au personnel que ce vote n'était pas sérieux, que seuls les grévistes de fait avaient le droit de voter pour ou contre la reprise, mais que les non-grévistes n'avaient pas à nous dicter notre conduite.

Nous avons aussi rappelé avec force que nos revendications étaient loin d'être satisfaites et que le feu vert n'avait pas été donné pour le paiement des heures de grève ; il n'était donc pas question de reprendre dans la confusion et l'incertitude.

Sur cette base, nous avons réussi à entraîner sept cents personnes environ avec nous, mais nous avons dû intervenir tous les matins.

Pourtant, la situation se pourrissait peu à peu et, finalement, les gens reprirent. Cela a duré une semaine et nous avons été les derniers à capituler.

Beaucoup réintégrèrent, la rage au cœur ; après un mouvement de grève générale d'une telle ampleur, on reprenait le travail sur une version à peine améliorée de Grenelle. Mais le PCF et les syndicats s'étaient engouffrés dans la perspective électorale qu'avait ouverte de Gaulle en dissolvant la Chambre des députés. Visiblement, ils poussaient à la reprise. Un peu avant, Frachon[1] s'était fait huer chez Renault en présentant les prétendus constats de Grenelle, c'est-à-dire, en fait, les accords pour le prix desquels les centrales avaient bradé la grève générale. Et bien qu'ils se soient toujours refusés, par la suite, à reconnaître qu'il s'agissait d'accords, les syndicats avaient bel et bien accepté le diktat patronal en laissant tout simplement les travailleurs négocier ensuite, entreprise par entreprise, moyen le plus sûr et le plus discret de torpiller la grève générale.

Nous, au Crédit Lyonnais, nous avions obtenu qu'un certain nombre de revendications soient satisfaites, sans commune mesure évidemment avec ce qu'auraient pu donner les possibilités créées par un tel mouvement. La direction avait fini par accorder une augmentation de salaire, en pourcentage bien sûr, et surtout la suppression des abattements d'âge, revendication que tous les jeunes avaient à cœur. Nous avons également bénéficié des avantages acquis sur le plan national et relatifs aux droits syndicaux supplémentaires, telle l'obtention pour les délégués syndicaux d'heures payées au même titre que les délégués du personnel ou du CE[2]. Et un certain vent de libéralisme a même soufflé quelque temps sur l'entreprise.

1 Benoît Frachon (1893-1975) était président de la CGT dont le secrétaire général était Georges Séguy (1927-2016). Frachon avait signé avec le patronat les accords Matignon en 1936 pour mettre fin à la grève générale et à l'occupation des usines.

2 Comité d'entreprise. Ils furent créés à la Libération dans les entreprises de plus de 50 salariés. Ils ont été remplacés en 2018 par les CSE, Comité social et économique.

Il faut dire qu'au Crédit Lyonnais, comme partout ailleurs, les directions se sont bien gardées d'attaquer de front. La reprise avait été difficile et la moindre maladresse risquait de tout faire repartir. Pendant quelques semaines, le patronat avait eu peur et le plus gros acquis de Mai 1968 a peut-être été ce nouveau rapport de force qui, pendant quelques mois au moins, a tenu en respect les directions.

Au siège, la direction a même tenté, par le biais des syndicats, de mettre en place un peu plus de concertation. Ainsi, elle accorda aux jeunes une relative importance, cédant par exemple à une vieille revendication : le droit d'éligibilité à dix-huit ans pour les élections du personnel.

Mais sur le coup, nombreux furent les jeunes à être déçus. Puis, désabusé, chacun raconta ce qu'il avait fait et vécu en ce mois de mai de la liberté.

La direction se tenait coite et ne nous cherchait plus noise. Enfin, nous étions plus nombreux, et de nouveaux sympathisants sont venus rejoindre la cause du socialisme et de la liberté. Cela nous a permis de garder bon moral, alors que les gens du PCF et de la CGT étaient accablés par le résultat des élections[1]. Le recul de la gauche nous avait peu touchés car, pour nous, le grand recul, c'était surtout la fin de la grève sans les résultats escomptés. Un seul constat nous a permis de démontrer que, si les travailleurs sont la force vive du pays, capables de tout paralyser en arrêtant le travail, ils n'ont aucun poids décisif dans les urnes : leurs bulletins de vote ne comptent, en effet, pas plus que ceux des parasites et des profiteurs, qui sont légion.

1 Aux élections de juin 1968, la droite gaulliste obtient une victoire écrasante : elle rafle 367 sièges sur 487 (123 de plus qu'en 1967, avec 10 % de voix en plus) tandis que le PCF perd 39 sièges : il lui en reste 34 (avec toujours 20 % des suffrages). Le PS perd 59 sièges, il ne lui en reste que 57.

Le 12 juin, Marcellin[1] avait annoncé la dissolution des organisations d'extrême gauche, dont Voix ouvrière. Il y eut quelques arrestations, mais ces mesures administratives ne pouvaient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Or, Mai 1968 avait été le mouvement de la jeunesse. Il avait mis en lumière non seulement l'activité mais aussi les idées, les espérances des révolutionnaires, en révélant à des milliers de gens un courant de pensée jusque-là resté souterrain et trop confiné en milieu étudiant. Brusquement, les travailleurs avaient appris qu'il existait à la gauche du PCF tout un mouvement, disparate, divisé, mais réel et bien vivant. Et la dissolution marcellinesque n'a pas empêché le mouvement de se développer, les révolutionnaires de se multiplier, les nouveaux groupes d'apparaître, avec une audience et une sympathie plus larges dans le milieu ouvrier.

Dès juin 1968 s'est créée Lutte ouvrière qui entendait poursuivre le travail engagé par Voix ouvrière. Nous avons tout de suite rejoint ses rangs et continué dans la même direction, avec de nouvelles forces et de nouvelles perspectives. En effet, le travail militant était devenu plus facile dans les entreprises, les calomnies du PCF avaient moins de prise. Beaucoup de nos camarades qui militaient dans la CGT étaient apparus au grand jour et rencontraient la sympathie des travailleurs ; même exclus, ils ont pu continuer une activité syndicale ailleurs qu'à la CGT.

Au Crédit Lyonnais, il a fallu attendre Mai 1968 pour sortir du ghetto où nous avaient enfermés les syndicats. La CGT, quant à elle, accusait fort peu de changement ; ses militants justifiaient Grenelle et expliquaient les élections par la peur des « violences gauchistes » qui auraient précipité les classes moyennes dans les bras de l'UDR. Cependant, surtout dans les petites entreprises et en province, et partout où le calme

1 Raymond Marcellin, le ministre de l'Intérieur fraîchement nommé, le 31 mai 1968, en signe de reprise en main par de Gaulle.

avait régné, la CGT est sortie renforcée. Pourtant, dans beaucoup d'entreprises, ce sont les militants CGT qui ont démarré la grève, organisé l'occupation, et un grand nombre d'entre eux n'ont repris qu'au dernier moment. Les gauchistes se sont imaginé naïvement que la trahison de la CGT à Grenelle avait été perceptible et perçue par tous. Mais c'est une grave erreur. La CGT n'a pas fait reprendre sur les résultats de Grenelle ; elle s'est contentée d'abandonner la grève à elle-même, décrétant qu'il n'y aurait plus de discussions avec le patronat au niveau des confédérations et laissant se régler désormais le sort des revendications usine par usine. Et si les déceptions furent nombreuses, lors de la reprise, beaucoup de militants pensaient que la CGT avait agi au mieux de ses possibilités.

Quant au PCF, presque complètement déconsidéré au Quartier latin, il s'est, en fait, renforcé globalement dans les entreprises, grâce au dévouement de ses militants et à leur courage devant le demi-échec, et cela en dépit de leur manque de perspectives politiques. Le résultat est différent dans les grandes entreprises où les révolutionnaires en place dénonçaient, jour après jour, la manœuvre des directions syndicales. Néanmoins, dans l'ensemble des entreprises, PCF et CGT ont bien encaissé Mai 1968. À présent, et le recul aidant, ils essaient de récupérer le « grand mouvement de la jeunesse étudiante et travailleuse ».

Séguy a même écrit un livre sur *Le Mai de la CGT* où il passe allègrement sur les débuts du mouvement. Malgré tout, aujourd'hui, la CGT est obligée de reconnaître l'existence des gauchistes dans les entreprises et dans certaines usines ; elle a renoncé aux méthodes expéditives et impopulaires de l'exclusion ; elle se contente assez habilement de mettre les opposants en quarantaine ou de les rayer aux élections, quand elle n'a pas voulu les écarter des listes. Ailleurs, rarement, elle les tolère afin de limiter les dégâts.

Assez curieusement, après Mai 1968, c'est la CFDT qui a bénéficié de la plus grande sympathie des jeunes et des gauchistes. Certes, la CFDT avait signé les accords de Grenelle tout comme la CGT, et participé ainsi au sabotage de la grève. Mais les jeunes retenaient surtout son attitude nuancée vis-à-vis du mouvement étudiant.

Comme elle n'avait pas dénoncé les étudiants, les gauchistes, les prétendus provocateurs brûleurs de voitures et fanatiques de la violence, elle avait acquis un certain prestige auprès de la jeunesse travailleuse. Beaucoup de révolutionnaires ont alors rejoint ses rangs, mais les illusions tombent peu à peu et, aujourd'hui, la CFDT prend publiquement ses distances vis-à-vis des militants extrémistes qu'elle avait accueillis à l'époque.

Quant à FO, elle avait, bien entendu, signé le constat de Grenelle, qui entrait tout à fait dans sa ligne politique. Les jeunes n'étaient pas dupes ; si FO avait participé à la grève, elle ne l'avait ni déclenchée, ni dirigée, ni critiquée. Elle s'était contentée de suivre le courant en laissant la CGT prendre les responsabilités et elle avait trouvé tout naturellement sa place à la table des négociations de Grenelle. D'ailleurs, quand le patronat ou le gouvernement désirent négocier, ils rencontrent presque toujours l'approbation de FO.

Aussi, alors que la CGT et la CFDT étaient sorties renforcées de la grève, peu d'ouvriers combatifs avaient rejoint FO.

Pourtant, le problème se posait pour nous, au lendemain de Mai 1968, de retrouver une activité syndicale, ainsi que les facilités légales, officielles, et les possibilités d'intervention que cela représente. Ni la CGT ni la CFDT ne voulaient de nous. Si la CFDT accueillait sans problème de jeunes gauchistes isolés, elle se montrait beaucoup plus réticente envers les groupes organisés.

Or, nous étions connus, nous avions une couleur politique précise, une expérience militante certaine.

À la banque, CGT et CFDT, par l'entremise de leur propre appareil, avaient la haute main sur la vie de chaque section. Il n'en était pas de même pour FO, beaucoup plus faiblement représentée et dont l'activité d'appareil se situe à un tout autre niveau. C'est grâce à cette situation, qui nous garantissait une relative indépendance d'action, que nous avons pu entrer à FO, y renforcer la section sans rien renier de nos analyses et de nos méthodes, et y mener une politique au service des travailleurs.

Ajoutons, en outre, que le représentant de FO au Crédit Lyonnais n'a émis aucune condition à notre entrée et qu'il nous donna immédiatement des mandats syndicaux, en attendant les élections de délégués du personnel.

Et la vie quotidienne reprit son cours. Nous avons gagné de nouveaux syndiqués et, aux élections, la première année, augmenté les voix et eu des élus. C'était une petite victoire bien méritée.

Après trois ans d'ostracisme, nous nous retrouvions à égalité avec les autres militants syndicaux, jouissant des mêmes droits, heures, possibilités, et siégeant parfois à la même table. Ces mesures ont quelque peu modifié nos rapports ; il est difficile de se trouver coude à coude, face à la direction, pour défendre une revendication ou tenter d'empêcher un licenciement, sans se parler ou se saluer. Au fur et à mesure que le temps passait, on a recommencé à échanger quelques idées. Sans doute, ce n'était pas l'euphorie, mais un pas en avant, une barrière en moins. Toutes ne sont pas encore tombées…

En fait, pour donner une idée des rapports existant entre la section FO et les autres syndicats, il suffit de rapporter le mouvement de 1971. En 1971, le Crédit Lyonnais avait annoncé une augmentation de son capital. Traditionnellement, c'est l'occasion pour lui d'offrir une prime à son personnel. Cette fois, tout le monde attendait une somme assez importante mais, sitôt les chiffres connus, le mécontentement

grandit car la prime était hiérarchisée, selon le grade ou l'ancienneté ; ce qui permettait aux uns de toucher l'équivalent d'un demi-mois de salaire, aux autres jusqu'à deux mois.

À la section FO, après plusieurs discussions, on a décidé de mettre en avant une revendication unitaire en demandant une prime de 1 500 francs[1], revendication populaire, et les employés avaient l'air décidés à agir rapidement. Ils attendaient les consignes. Nous avons proposé aux autres syndicats une action commune, prêts à faire cavalier seul s'ils refusaient. Mais, sentant un mécontentement général, ils s'en sont bien gardés. Par contre, ils posèrent leurs conditions.

C'est ainsi que les trois organisations syndicales ont organisé un meeting d'information, appelant à l'action sous forme de débrayages quotidiens. Parlant au nom des trois syndicats, la CGT s'adressa aux trois mille personnes présentes car, syndicat majoritaire, elle voulait être la seule à prendre la parole et, surtout, nous empêcher de nous manifester.

Ce jour-là, pour ne pas rompre les accords syndicaux, nous ne sommes pas intervenus mais, comme les débrayages continuaient, nous avons décidé, le soir de la manifestation des banques, d'intervenir directement. La chance nous servit.

Cette manifestation réunissait de nombreux travailleurs qui avaient débrayé. Il était prévu, sous la pression de la CGT, que les manifestants ne retourneraient pas à l'entreprise. Mais le ciel en décida autrement : une forte pluie précipita la foule vers le hall. Et les militants CGT eurent beau s'établir en cordon pour nous en interdire l'accès, nous rentrâmes en force.

Une fois de plus, me hissant sur ma table-estrade, je récidivai mes tentatives de 68 : j'expliquai que les débrayages ne suffiraient pas – ce dont tout le monde était parfaitement

1 1 577 euros aujourd'hui (Insee).

conscient – et qu'il fallait décider si, oui ou non, nous devions entamer une grève jusqu'à satisfaction complète.

Les militants CGT et CFDT s'agitèrent pour tenter de nous faire taire, appelant les gens à venir les écouter dans un autre coin de la salle et essayant même de couvrir nos voix. Cela suffit à créer une grande confusion et à briser le mouvement, à repousser le vote aussi. Toutefois, ils ne parvinrent pas à détruire l'élan de sympathie que, malgré les calomnies des autres syndicalistes (« Vous faites éclater l'unité syndicale ! »), nous sentions autour de nous.

Certes, nous n'avons pas obtenu, une fois de plus, ce que nous réclamions, la direction n'ayant cédé qu'une partie, mais nous avions gagné la confiance de nombreux travailleurs.

Les relations entre la section syndicale FO et les autres syndicats du Crédit Lyonnais connaîtront quelques modifications au gré du rapport des forces. Mais, en fin de compte, c'est lors de la grève de février 1974 que les choses deviendront plus claires. Nous y reviendrons.

9

Les élections législatives de 1973, mon passage à la télé

Nous ne sommes pas des électoralistes, nous sommes des révolutionnaires qui ne croient pas à la vertu du bulletin de vote pour changer la vie.

Mais nous ne négligeons pas les consultations électorales. Elles représentent des moments privilégiés de la vie politique, où les plus larges masses sortent de leur indifférence habituelle pour les affaires politiques et écoutent ce que les uns ou les autres ont à dire. C'est un des rares moments où la politique devient un peu l'affaire de tous.

En temps normal, « faire de la politique » c'est presque péjoratif, presque malhonnête. Tout le monde le dit, le patronat bien sûr, mais aussi la radio, la télé, les journaux, les représentants soi-disant autorisés de l'opinion publique. Cela devient presque une question de morale : les syndicats ne doivent pas faire de politique, les travailleurs non plus. D'ailleurs, dans les entreprises, le règlement intérieur interdit la diffusion et l'affichage des tracts ou des journaux politiques. Il est juste que l'honnête homme, l'honnête travailleur, soit syndiqué. S'il « fait de la politique », il ne peut s'agir que d'un agitateur qui manipule ses camarades de travail ou qui essaie d'imposer la ligne de son parti à l'intérieur des syndicats. Bref, tout ce qui est politique dégage une odeur suspecte et seuls ont le droit d'en faire ceux dont c'est le métier : députés, ministres, spécialistes divers, en un mot le personnel politique de la bourgeoisie.

Ainsi, à l'aide de ses règlements, de son influence, de ses journaux à faits divers et des préjugés qu'elle distille dans l'opinion publique, la bourgeoisie exerce une pression considérable sur les individus pour les amener à se désintéresser de

la politique, c'est-à-dire, en fin de compte, de leur sort. De ce fait, elle maintient en permanence sur les classes populaires un véritable couvercle empêchant leur mécontentement de se politiser.

Elle a, pendant ce temps, toute liberté pour mener sa propre politique.

Mais, parce que tous les cinq ans la bourgeoisie a besoin de la caution démocratique d'une consultation populaire, il lui faut soulever quelque peu le couvercle. Et, pendant ces brèves périodes électorales, ce qui, la veille encore, était interdit, malséant ou anormal, devient alors un devoir civique auquel nul ne peut se dérober.

Les révolutionnaires doivent profiter de ces périodes exceptionnelles pour dire le plus largement et le plus clairement possible ce qu'ils disent en temps ordinaire avec tant de difficultés. Il ne s'agit pas, ce faisant, de fortifier les illusions électorales, mais au contraire de les combattre. La plupart des gens s'imaginent qu'ils ont un réel pouvoir politique et que le fait de voter Pierre ou Paul leur donne le moyen de choisir ceux qui gouverneront leur destinée. Les marxistes ont dénoncé depuis longtemps ces illusions et montré les limites de cette prétendue démocratie. Les puissances d'argent tiennent tout, l'État d'abord, mais également la presse, la radio, radios périphériques incluses, la télévision, et elles disposent d'une influence monnayée qui leur assure la prédominance dans la représentation politique.

Et quand, par exception, cette prédominance n'est pas confirmée, alors ces mêmes puissances d'argent si respectueuses du verdict populaire, quand il va dans leur sens, n'hésitent pas à faire donner les blindés et les militaires, comme on vient de le voir au Chili, comme on l'avait vu en Espagne en 1936.

Combattre les illusions électoralistes, ce n'est pas seulement dénoncer la toute-puissance de la bourgeoisie et son

pseudo-démocratisme, c'est aussi démystifier le jeu traditionnel des élections.

Car, en fait, quel choix laisse-t-on à l'électeur ?

Celui de choisir son destin ? Celui de changer sa vie ? Allons donc ! On lui demande de choisir entre la politique de la majorité et celle de la ou des oppositions. On lui demande de voter pour des hommes qu'il connaît parce que tous, ou presque, ont déjà été au pouvoir, à un moment ou à un autre, sans avoir jamais changé ni sa vie ni la société.

Et s'il ne voulait ni de la majorité ni de l'opposition, s'il vomissait la première et se méfiait de la seconde, s'il voulait faire autre chose, comment pourrait-il l'exprimer ? En s'abstenant ? Mauvaise solution, puisqu'il rejoindrait alors le camp des pêcheurs à la ligne, des indifférents ou des résignés, c'est-à-dire le contraire de ce qu'il est.

C'est précisément pour permettre à ceux qui ne sont pas dupes du jeu électoral, à ceux qui ne veulent pas se contenter de choisir entre Pierre et Paul, mais qui veulent réellement un changement, c'est pour permettre à tous ceux-là de le dire sans ambiguïté possible que nous, révolutionnaires, nous nous sommes présentés. Nous ne briguions ni postes ni places, mais nous savions que les voix qui nous reviendraient exprimeraient un mécontentement significatif à valeur d'avertissement. Avertissement pour la bourgeoisie avant tout, mais avertissement aussi pour les partis de gauche si prompts à promettre et si prêts à abandonner.

Nous sommes dans le camp des travailleurs qui votent à gauche ; nous avons le même adversaire : la bourgeoisie, le capital. Aussi, quelles que soient les critiques que nous adressons à la politique des partis ouvriers ou aux syndicats, quelles que soient nos divergences souvent très importantes, nous sommes solidaires de l'ensemble des travailleurs. À l'intérieur de ce camp, nous défendons nos idées, nos solutions, notre programme, nous combattons les illusions, nous



AFP

En 1973, pour ma première intervention télévisée lors des élections législatives.

dénonçons les faux amis et les fausses promesses, nous mettons en garde contre les compromissions et les trahisons, mais nous sommes toujours aux côtés des travailleurs, même quand ils se trompent, même quand ils reculent, même quand ils nous désavouent. Nous n'avons aucun intérêt particulier à préserver, et les liens matériels, moraux, politiques qui nous unissent à la classe ouvrière passent avant toute considération de boutique. Nous avons appelé au deuxième tour à voter pour les candidats du Parti communiste et du Parti socialiste, sans pour cela taire nos critiques ni faire de concession politique mais, solidaires des travailleurs, nous ne voulions pas les abandonner dans une bataille perdue.

C'était notre première apparition à l'échelle nationale. Elle a demandé beaucoup d'efforts. En effet, bien que peu nombreux – ce n'est un secret pour personne –, nous avons présenté 171 candidats, tous travailleurs : métallurgistes, employés, postiers, cheminots, ouvriers spécialisés et professionnels,

infirmières, techniciens… éventail représentatif de notre mouvement. Nous étions les seuls à proposer des travailleurs du rang. Nous l'avons fait volontairement et, si nos candidats ont quelque peu surpris – ils n'avaient ni l'âge, ni la rondeur, ni le métier des candidats traditionnels –, ils avaient pour eux la sincérité et la conviction de travailleurs conscients de représenter leur classe.

Les réflexions n'ont pas manqué. Certaines sont savoureuses : à une camarade qui se présentait dans le Midi de la France, un familier des réunions publiques a fait remarquer : « Mais, ma pauvre petite, tu es trop maigre, tu ne fais pas le poids ! » Tel jeune candidat qui parlait dans un village s'est entendu apostropher ainsi : « Où il est le député ? C'est toi ? Un député, ça a du ventre, cinquante ans, des amis, tu n'as pas du tout la dégaine. » Mais une réflexion revenait sans cesse : « Mais pourquoi présenter un ouvrier ? Les électeurs ne lui feront pas confiance, ils préfèrent les gens instruits, avocats, professeurs, hommes d'affaires, des gens qui savent bien parler et qui ont des relations… Vos petits gars, ils sont bien gentils, mais ils sont comme nous, ils seront pas capables. » Et c'est vrai que nos candidats n'étaient pas des orateurs. Ce qu'ils avaient à dire, ils l'ont dit simplement, sans fioritures, et, en fin de compte, leurs camarades de travail ont été fiers d'eux.

Nous n'avions évidemment ni agents électoraux, ni bailleurs de fonds, ni relations. Il nous a fallu tout faire nous-mêmes et, d'abord, trouver l'argent nécessaire à la campagne. Chaque candidat devant verser 1 000 francs de caution, et LO présentant 171 candidats, cela signifiait une somme de 17 millions d'anciens francs. Une souscription fut ouverte ; chaque camarade a fait circuler une feuille dans son milieu de travail, à l'atelier, au bureau, dans les syndicats, mais aussi sur les marchés, dans les HLM, les meetings, etc. Si nous n'avons guère recueilli que de petites sommes, elles furent



J'étais candidate dans le 18e arrondissement de Paris.

assez nombreuses pour atteindre rapidement 25 millions d'anciens francs, soit un immense capital de sympathie populaire. Dans certains secteurs, on a même vu des membres du PCF ou des sympathisants verser à la souscription, moins par souci démocratique que par solidarité pour un des leurs qu'ils aidaient à se présenter.

La souscription n'ayant pas suffi à couvrir tous les frais de la campagne, il a fallu que chaque camarade y mette du sien, en argent, certes, et surtout en efforts. Pour réduire les frais, bulletins de vote et professions de foi ont été imprimés centralement sur le papier le moins cher possible. Que de journées et de nuits de travail pour opérer le tri, l'empaquetage et l'expédition des différents bulletins vers leur lieu de destination.

Pendant trois semaines, des équipes se relayèrent 24 heures sur 24 pour venir à bout de la tâche. Il a fallu s'y mettre à fond, massicoter nous-mêmes toute une partie du matériel électoral, tandis que les voitures des camarades attendaient la livraison des paquets pour prendre la route. Notre fatigue était noyée dans un climat d'enthousiasme et de la gaieté.

Dans le même temps, nous devions coller, expliquer, prospecter, réunir l'argent, tenir des réunions publiques. Les candidats ont pris des congés sans solde pour aller parler dans leur circonscription. Et en fin de course, il a fallu encore se battre contre telle ou telle commission électorale régionale qui refusait nos bulletins de vote sous les prétextes les plus fallacieux, le papier était moche, ou son format n'était pas conforme, ou le nom de l'imprimeur local n'y était pas porté. Des tas de problèmes à résoudre ! D'innombrables obstacles à franchir ! Cet énorme travail nous a coûté beaucoup d'efforts, d'enthousiasme, d'initiatives, mais cela en valait la peine.

Car cette campagne électorale nous a permis de propager nos idées et notre activité dans des villes et auprès de gens qui, jusque-là, nous ignoraient plus ou moins. Nous avons noué des contacts, développé notre implantation, assuré nos positions, gagné des sympathies et accru nos forces militantes.

Pour la première fois, nous sommes apparus à l'échelon national, à la télévision où j'ai pris la parole au nom de tous mes camarades. Des millions de gens qui, jusque-là, identifiaient les révolutionnaires avec Mai 1968 et les étudiants, ont su qu'il existait, parmi les travailleurs, un courant révolutionnaire, faible certes, mais volontaire et sérieux.

Nous disposions de sept minutes, sept malheureuses minutes pour présenter Lutte ouvrière, nous faire connaître, expliquer aux gens pourquoi ils devaient voter révolutionnaire, quel sens et quelle valeur pouvait avoir ainsi leur vote. Sept minutes, c'est court, et il fallait les utiliser au mieux.

J'ai été choisie pour représenter Lutte ouvrière, non pour mes talents d'oratrice qui sont limités, mais parce que mon activité militante et professionnelle, mes origines sociales sont bien représentatives de notre organisation et de son combat.

Je crois que tous mes camarades se sont reconnus dans mon intervention et, mieux encore, de nombreux travailleurs aussi.

J'étais, bien sûr, très émue, consciente de l'importance de cette apparition publique pour mes camarades qui, le lendemain, dans leurs entreprises et leur milieu, devraient assumer la responsabilité de mes paroles et de mon attitude. Je n'ignorais pas que je représentais toute leur activité passée et que j'engageais en partie l'avenir.

Pour vaincre le trac, j'ai imaginé que je me trouvais à la permanence syndicale ou dans le grand hall en train de m'adresser à mes camarades de travail. J'ai bafouillé, c'était inévitable, et j'ai dû faire plusieurs essais bien que sachant parfaitement ce que j'avais à dire. Je ne suis pas ce qu'on appelle une professionnelle de la politique, je n'en vis pas et je dois travailler pour gagner mon pain, comme des milliers de syndicalistes, comme des milliers de militants politiques de la classe ouvrière. Mais j'ai foi en mes idées et je sais ce que nous représentons. Avec ces élections où se présentaient des candidats ouvriers, nous avons bravé les sceptiques et les malins, et nous l'avons fait par choix politique, parce que nous pensons que la classe ouvrière, quels que soient ses chaînes, ses aliénations, ses préjugés et son manque de culture, est la seule classe sociale porteuse d'avenir, parce que nous pensons que les travailleurs sont capables non seulement de mener une bataille électorale – ce qui est somme toute dérisoire – mais aussi de prendre leur sort en main et de gérer toutes les affaires de la société. Le socialisme n'est pas affaire de notables ou de techniciens : il suppose la participation consciente de toute la population à l'exercice du pouvoir et au choix des décisions. Il suffit d'avoir vécu une grève conduite par les travailleurs eux-mêmes pour se persuader de ce dont ils sont capables, de quelle ingéniosité, de quelle imagination, de quel dévouement et de quels talents ils font preuve.

C'est cette confiance fondamentale dans la classe ouvrière que nous avons voulu affirmer en présentant une femme travailleuse comme porte-parole de notre mouvement. Des camarades intellectuels auraient sans doute tenu un discours plus brillant que le mien. Mais nous avons choisi quelqu'un réellement représentatif de notre organisation, quelqu'un qui puisse sans contestation possible parler en son nom. Partisans de l'égalité de l'homme et de la femme, et appliquant les principes dont nous nous réclamons, notre choix de faire parler une femme est volontaire. Et nous l'avons fait précisément parce que les préjugés antiféministes existent dans tous les milieux, y compris la classe ouvrière.

Une femme, cela doit s'occuper des gosses et des casseroles. Quand elle sort de son rôle, c'est soit une excitée, soit une râleuse et, dans tous les cas, elle provoque une certaine méfiance. Nous savions tout cela, mais nous sommes des militants de la liberté et les socialistes révolutionnaires ont toujours lutté contre l'asservissement de la femme, pour sa libération, pour la reconnaissance de son égalité complète avec l'homme, non seulement en droit, mais en fait et dans la mentalité.

Tout le monde aujourd'hui parle de l'émancipation de la femme, jusqu'aux hommes de la majorité. Mais en réalité les femmes continuent à être considérées et traitées comme des êtres inférieurs. Leur entrée massive dans la production les a conduites aux postes les plus mal payés, aux tâches les plus fastidieuses et les plus parcellaires.

Combien de femmes cadres ou gradées ? Ici même, au Crédit Lyonnais, on compte une seule femme directrice d'agence qui, d'ailleurs, pour se montrer digne de son poste, est encore plus dure et plus méprisante envers le personnel que bien des hommes. Combien de femmes députées ? Combien figuraient sur les listes de candidatures aux dernières législatives ? Sur

plusieurs milliers de candidats, moins de cent femmes, dont la quasi-majorité appartenait d'ailleurs à l'extrême gauche.

Sans être parlementaristes, nous tenons cet exemple pour révélateur de l'arriération mentale chez les hommes dits de gauche. Aucun parti n'a eu suffisamment confiance en une femme pour en faire sa porte-parole nationale.

Combien oseront présenter une candidate à la présidence de la République ? Poser la question, c'est y répondre[1]. Pour notre part, nous l'avons déjà annoncé : Lutte ouvrière présentera une femme à ces élections.

Cette sous-représentation des femmes dans les domaines politique, technique, culturel, est un véritable scandale. Les décisions concernant des millions de femmes, telles que la révision de la loi sur l'avortement et la contraception, le divorce, le travail féminin, sont prises par des hommes qui témoignent le plus souvent d'une ignorance imbécile envers tout ce qui touche à la vie des femmes.

En accord avec ses principes et son combat, Lutte ouvrière a présenté 47 candidates, en fait 100 si l'on compte les suppléantes. Et elle a fait de moi sa porte-parole nationale. Il s'agissait de montrer dans les faits que les femmes peuvent et doivent tenir leur place à tous les niveaux. Qu'il n'y a pas, en politique et dans les partis de gauche ou d'extrême gauche, des tâches nobles et décisives réservées aux hommes et des tâches subalternes ou techniques réservées aux femmes.

Il s'agissait de montrer dans les faits qu'à Lutte ouvrière les femmes occupent une place à part entière, tant à la base qu'à la direction. Il s'agissait surtout de leur donner confiance en elles-mêmes, à travers l'audience et le crédit que je pouvais gagner, moi, une femme politisée.

Je n'ai tenu aucun propos féministe dans mon intervention télévisée et, pourtant, je sais que bien des femmes ont été

1 Ce texte a été écrit en février 1974. Voir le chapitre 12.

heureuses de voir que c'était l'une d'entre elles qui affrontait les caméras et le jugement de millions de téléspectateurs.

Nulle part, même chez des adversaires politiques, nous n'avons entendu de réflexions désobligeantes ; et personne n'a critiqué ce choix d'une femme. Mon intervention a été jugée politiquement et n'a suscité ni plaisanteries ni remarques antiféministes. Au fond, cela paraissait normal, ce qui est déjà une victoire. L'important était ce que je disais, et la conviction avec laquelle je le disais. Le lendemain, dans les usines, on commentait : « Qu'est-ce qu'elle leur a mis, la petite, hier soir ! Elle en voulait ! » Oui, j'en voulais et j'en veux toujours !

Les 200 000 voix et plus obtenues par Lutte ouvrière aux dernières législatives, c'est peu, globalement, mais, même si l'on se place du point de vue des seuls électoralistes, c'est loin d'être négligeable. Faut-il rappeler que certains députés UDR sont élus avec seulement 4 000 voix ? Faut-il rappeler qu'à la proportionnelle intégrale, nous aurions eu cinq sièges ? Il s'agit là d'une arithmétique électorale tout à fait gratuite mais qui se réfère à la loi électorale en vigueur, le scrutin uninominal et majoritaire à deux tours, éliminant systématiquement les minoritaires et, en tout cas, les révolutionnaires qui ne peuvent bénéficier des accords ou soutiens de quiconque.

200 000 voix, c'est aussi un chiffre considérable pour le combat que nous menons. Cela signifie qu'une minorité de gens dans le pays ne sont pas dupes du jeu électoral et refusent de s'y laisser enfermer ; par leur vote, ils ont tenu à dire qu'ils ne comptaient pas sur les urnes pour changer leur sort. 200 000 voix représentent environ 10 % des voix recueillies par le PCF. La signification de ces chiffres et la valeur de leur avertissement ont d'ailleurs été perçues, en premier lieu, par le Parti communiste. Dans un rapport au comité central, peu de temps après les élections, Léo Figuères[1] deman-

1 Léo Figuères (1918-2011), dirigeant du PCF, spécialiste de l'antitrotskysme.

dait aux communistes d'être attentifs aux revendications des travailleurs et de la population dans les régions où les trotskystes avaient obtenu de nombreuses voix. C'était une façon de reconnaître que nous représentions un courant ouvrier important.

Mais gagner la confiance des travailleurs ne se fait ni en un jour ni par des élections. C'est un combat permanent, un combat auquel nous consacrons l'essentiel de nos forces et qui domine notre activité. Cependant, les élections législatives de 1973, en nous permettant de mesurer la sympathie que rencontraient nos idées, nos méthodes, notre travail, ont renforcé notre confiance et notre détermination.

Une fois refermée la parenthèse des élections, nous avons retrouvé les activités que nous n'avions jamais abandonnées d'ailleurs, mais qui étaient passées provisoirement au second plan, et cela avec un nouvel élan et des forces accrues.

Pour ma part, j'ai repris ma place au Crédit Lyonnais et dans le combat quotidien, combat qui est le sens de toute ma vie.

10
La fête de Lutte ouvrière

La vie d'un militant n'est pas forcément moins riche ni moins plaisante qu'une autre. Sans doute sommes-nous quelquefois amenés à renoncer à certains plaisirs ou distractions au bénéfice de la lutte. Et pourtant, en dix ans de militantisme, je suis sûre que je suis allée plus souvent au cinéma ou au théâtre, surtout au théâtre, que bien des intellectuels qui croient avoir une vie intense.

Mais les distractions, c'est aussi la fête. À Lutte ouvrière, en créant notre propre fête, il s'agissait, non d'inventer une nouvelle manière de s'amuser, mais de renouer, entre militants et travailleurs, avec les plaisirs simples des kermesses, des fêtes villageoises ou des noces campagnardes. En un mot, retrouver la joie populaire, la gaieté franche et naturelle et



Dans les années 1970, à Mériel (Val-d'Oise),
où nous organisions notre fête annuelle.



L'EVENEMENT

Dans la clairière baptisée « l'Esplanade de la Révolution », Arlette n'a parlé que quatre minutes. Avec elle 5 000 jeunes gens entonnent l'Internationale.

« Je n'ai pas visé : sur le front de Giscard, les « Mirage » défilent trop vite.

Les danseurs des Ballets africains lui demandent des autographes.

ARLETTE A RATÉ GISCARD A LA CARABINE

Mais elle a mis dans le mille en visant Royer, cible favorite des stands de tir à la fête de « Lutte ouvrière » à Mériel (Val-d'Oise) : « C'est comme pendant la campagne présidentielle », a dit l'ex-candidate Arlette Laguiller qui, au premier tour, avait battu le maire de Tours dans 36 départements. Redevenue employée du Crédit lyonnais, elle a été à Mériel une vedette. 30 000 personnes sont venues la voir en chair et en os. Mais les amateurs du style gauchiste de mai 1968 ont été déçus. Des camarades musclés surveillaient les resquilleurs et des panneaux demandaient d'épargner les cultures. C'est que « Lutte ouvrière » recevait sur ses terres : 4 hectares loués pour dix ans. Le mouvement avait même émis une monnaie pour 5 F Giscard, 6 F « L.O. », en vignettes.

Un reportage de *Paris-Match* (15 juin 1974) sur notre fête à Mériel.

l'amitié chaleureuse, cette amitié que nous rencontrons auprès de tous ceux qui travaillent.

Pourquoi une fête ? L'idée nous est venue en 1971, le modèle initial étant en partie la fête de *L'Humanité*. Tout de suite, ce projet entraîna de nombreuses discussions. Pour les uns, le principe même était condamnable car non politique ; pour les autres, au contraire, une fête était l'occasion de réunir amis et sympathisants, l'occasion aussi d'apparaître sous un visage inhabituel.

Le principe ayant été retenu, il a fallu passer aux actes. Cette fête, nous l'avons préparée d'arrache-pied. D'abord trouver un terrain accueillant et assez vaste pour les quinze mille ou vingt mille personnes qui viennent chaque année, autant pour s'informer que pour se divertir. Je passe sur les multiples autorisations à décrocher et autres arguties juridiques pour lesquelles nous nous sommes battus. Ensuite, pour aménager le terrain, nous nous sommes transformés en maçons, jardiniers, charpentiers, plombiers, électriciens, que sais-je encore ? Mais le résultat est là : nous disposons, dans la forêt de l'Isle-Adam[1], en pleine nature, d'un magnifique lieu de rencontre où vit notre fête durant les trois jours de Pentecôte.

Elle nécessite une infrastructure énorme et de nombreux efforts. Cela va de la crèche gratuite sous surveillance médicale à la « place aux jeunes » où les gamins pourront s'offrir tous les jeux que nous avons rassemblés : peinture, cinéma, jouets, zoo miniature, etc., et, pour les adultes, d'autres jeux tels que « les cadences infernales » ou « le casse-flics »… Cela va de l'orchestre pop à la guinguette, du théâtre taillé par nous-mêmes dans la pierre au podium construit de nos mains et qui reçoit les artistes. Cela comprend aussi quelque deux cents stands offrant aux visiteurs un aperçu des multiples activités de Lutte ouvrière, sans oublier, bien sûr, la gastronomie… Banderoles et panneaux d'expositions variés, libres forums politiques, librairies, présence de divers groupes d'extrême gauche tant français qu'étrangers, l'ensemble témoigne d'une vie politique dynamique et profondément démocratique.

La fête de Lutte ouvrière attire un public à la fois jeune et populaire : ouvriers, camarades de travail, immigrés, nombreuses familles qui souvent, d'ailleurs, participent autant à la préparation qu'au déroulement de la fête. Sans doute,

1 Depuis, la fête a déménagé pas très loin, dans le parc du château de Bellevue à Presles (Val-d'Oise).

celle-ci n'a pas la prétention d'innover ou de bouleverser les rapports traditionnels entre les artistes et le public. Nous ne croyons pas à la révolution par la fête ou la pédagogie. Gens simples qui nous amusons aux fêtes populaires, comme des milliers d'autres personnes, c'est la fête populaire par excellente que nous avons voulu animer.

J'ai parlé précédemment de la fête de *L'Humanité*, mais justement, à cause de la foule qui s'y presse, des énormes moyens mis en œuvre et du caractère fonctionnel, industriel des stands et des restaurants, il se creuse, au fil des années, une différence de plus en plus grande entre ceux qui viennent à la fête et ceux qui la préparent. Sans doute est-ce toujours une grande fête populaire, probablement même la plus grande, mais elle a perdu ce climat de simplicité et de bonne franquette propre aux œuvres artisanales. À la fête de Lutte ouvrière, ce clivage n'existe pas ; il y a une sympathie, une bonne volonté partagée par tous.

Entrée dans la tradition, notre fête est aujourd'hui connue de toute l'extrême gauche. De plus en plus appréciée par les ouvriers, elle a ses habitués et ses néophytes ; elle a aussi ses détracteurs.

Mais elle reste la plus grande fête du mouvement révolutionnaire actuel.

28 février 1974.

11
La grève de février 1974

Militante à la fois syndicale et révolutionnaire, je n'ai d'autre intérêt que celui des travailleurs.

Mon but n'est pas tant de défendre une chapelle contre une autre qu'une certaine politique, mais je me conforme aux décisions des travailleurs, même quand elles ne vont pas dans mon sens.

Marx disait : « *Un seul pas en avant des travailleurs vaut mieux que tous les programmes.* » Et quand les travailleurs prennent des décisions, quand ils s'organisent pour conduire leurs luttes, ils font un pas en avant considérable. Ils bousculent toutes les traditions, toutes les hiérarchies, tous les appareils. Ils deviennent une force consciente, donnent la mesure de leur énergie, de leur esprit d'initiative et de leur générosité. Ils offrent le meilleur d'eux-mêmes, ce sur quoi les socialistes ont depuis toujours fondé leur optimisme révolutionnaire.

Tout cela, je l'ai vérifié, observé, vécu moi-même lors de la grève du Crédit Lyonnais de février-avril 1974, une grève peu commune qui dura neuf semaines, s'étendit à tout le secteur bancaire et se termina le 17 avril, deux jours avant le début officiel de la campagne électorale sur les ondes de l'ORTF[1].

Oui, ce fut une grève peu commune, car ce sont les employés eux-mêmes qui l'ont dirigée et l'ont organisée au travers des comités de grève qu'ils avaient élus. Ce fut une grève active car, au lieu de rester chez eux, les employés les plus combatifs sont venus tous les jours débattre de leur mouvement et décider de toutes les actions de la journée. Ce fut

1 L'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF), le monopole d'État sur la radio et la télé.

aussi en quelque sorte une grève ignorée de la grande presse. Certes, les journaux ont parlé des mouvements dans les banques et des journées d'action lancées par les syndicats. Mais de la grève elle-même, ils n'ont presque rien dit, rien su ou en tout cas peu compris. Plus habitués à prendre leurs informations à la source syndicale, il leur faut, à eux aussi, des porte-parole autorisés, officialisés, ayant pignon sur rue. Il a fallu plus de cinq semaines de grève pour que les journalistes découvrent, du bout de la plume, l'existence du comité de grève, quand ils le mentionnaient, citant l'existence du comité au détour d'une phrase, pour annoncer qu'il s'était joint à telle ou telle initiative syndicale ! Ce n'est même pas par malhonnêteté ou calcul qu'ils ont déformé ainsi la vérité, c'est par routine, par respect pour les pouvoirs établis, par incompréhension sociale de ce que peut être une grève dirigée par les grévistes eux-mêmes.

Bien sûr, il y a eu quelques articles sur la « camarade Arlette », et même un petit reportage photo dans *Paris-Match* (!). Mais les articles parlaient moins de la grève et des grévistes du comité que de moi-même, en tant qu'ancienne porte-parole de LO aux législatives de 1973.

Tout changea en revanche quand fut annoncée ma candidature à l'élection présidentielle. Les journalistes ont alors soudain découvert le chemin de l'immeuble René-Boulanger occupé par les grévistes, tous voulaient parler à Arlette. Je n'avais guère le temps ni l'envie de les recevoir, nous étions en pleine lutte et nous avions besoin de toute notre énergie pour tenir, réagir et vaincre. Très vite nous fûmes excédés par cet afflux de journalistes qui passaient près de la grève sans la voir, sans vouloir comprendre, simplement obnubilés par la mini-vedette que l'actualité faisait de moi. Nous avions appris par l'expérience que la presse ne voulait ou ne pouvait nous aider ni nous servir. Nous ne comptions que sur nous-mêmes.



FOTOLIB

Lors d'une réunion du comité de grève.

Et pourtant il suffisait de venir voir ; il aurait suffi de venir écouter pour être conquis par la jeunesse, l'enthousiasme et la colère de ces jeunes travailleurs et travailleuses, courant d'un couloir à un autre, lancés dans des discussions passionnées, sans fin, allant de réunion en réunion, enfin libérés de la grisaille et de l'aliénation quotidiennes. Je l'ai dit, le Crédit Lyonnais compte une main-d'œuvre essentiellement féminine et très jeune. Certains journalistes s'y sont d'ailleurs trompés, qui ont vu là une sorte de fête lycéenne.

Lycéennes, certes, nos filles en ont le visage, l'élan, mais elles ont déjà pourtant leur part de difficultés : la plupart d'entre elles ne sont pas les « minettes » que l'on pourrait croire ; mariées, mères de famille souvent, elles ont tous les problèmes des travailleurs. Et, pour qui sait voir, la fête se conjugue à la politique : aux sourires, à la fraîcheur, à la joie, à l'allégresse, se mêlent le sérieux, le sens des responsabilités toutes neuves, et la conscience de porter elles-mêmes cette grève, leur grève, qu'elles sont prêtes à défendre contre le patronat, mais aussi contre les bureaucrates syndicaux toujours soucieux de coiffer et de circonscrire le mouvement.

Tout a commencé le 1er février 1974 dans une annexe du Crédit, rue Saint-Martin et rue René-Boulanger, dans des services dépendant du siège mais chassés par des travaux d'aménagement en cours et donc installés provisoirement. Le service Positions entrait en grève pour l'augmentation des effectifs et des salaires. Dans le même temps, au siège central, le service Comptes généraux débrayait à plusieurs reprises et obtenait rapidement satisfaction : eux aussi voulaient une augmentation d'effectifs, le travail étant trop lourd, ainsi qu'une augmentation de salaire sous forme d'une prime de 400 francs[1] ; ils obtenaient en outre le paiement de leurs heures de grève, ce qui n'est que justice.

1 320 euros aujourd'hui (Insee).

Ce sont finalement ces revendications, prime de 400 francs, augmentation des effectifs et 20 points[1] pour tous, qui ont entraîné l'entrée en lutte de nouveaux secteurs. D'autant que la direction avait cédé très vite afin d'enrayer le mouvement, que ce soit aux Comptes généraux ou aux Positions. Chacun en concluait qu'elle céderait donc encore…

Et la grève a gagné de nouveaux services. Le Courrier mais aussi les Flexos, puis les dactylos du service documentaire.

Mais très vite la direction, n'étant pas parvenue à limiter le mouvement, décida de placer tous les grévistes, et en premier lieu les syndicats, devant l'alternative : ou ils engageaient l'épreuve de force en généralisant le mouvement, ou ils contenaient le mécontentement.

Si la CGT était hostile à un élargissement, la section syndicale FO où je milite ainsi que la CFDT étaient, depuis le début, partie prenante dans le mouvement et soutenaient les actions grévistes. Mais en fait, à ce moment-là, tout dépendait, non des syndicats, mais de la détermination des employés eux-mêmes et de leur mécontentement. La réponse du personnel fut claire : le refus de la direction, loin de décourager les grévistes, précipita de nouveaux secteurs dans la grève. Certains de façon hésitante, par des débrayages limités, d'autres par grève de 24 heures reconductible. La CGT qui, depuis le début, craignait le débordement et la généralisation, s'employa longtemps à maintenir les actions service par service, tandis qu'à Saint-Martin, où le mouvement avait démarré, des assemblées de grévistes se tenaient tous les jours et reconduisaient tous les jours la grève pour 24 heures.

La confusion entretenue par l'attitude de la CGT qui cherchait à diviser le mouvement, la nécessité de la généralisation

1 Il s'agit de 20 points d'indice des salaires. Autrement dit d'une revendication d'augmentation salariale uniforme.

ressentie par tous ceux déjà en lutte, tout cela appelait une direction unique et démocratique de la grève.

Et c'est parmi les grévistes les plus conscients, parmi les militants syndicaux les plus actifs, parmi tous ceux qui se sentaient responsables de la victoire ou de l'échec du mouvement, que naquit l'idée d'un comité de grève, qui ne soit pas simplement un cartel d'organisations syndicales, mais bien une représentation démocratique de l'ensemble des grévistes, y compris de ceux des agences, d'habitude si isolés.

De plus il était nécessaire que les grévistes se donnent une représentation qui soit bien la leur et non pas celle aussi des non-grévistes. Car c'était cela la véritable démocratie, c'était à ceux qui avaient décidé de se battre jusqu'au bout pour obtenir satisfaction de décider quotidiennement de leurs actions.

Or la CGT, par exemple, continuait à vouloir lier le sort de ceux qui étaient en grève totale à ceux qui ne soutenaient le mouvement qu'en débrayant une heure ou deux heures par jour, ou 24 heures de temps en temps. C'est ainsi qu'elle tentera ensuite à plusieurs reprises de faire voter ensemble grévistes et non-grévistes.

C'est assez dire qu'un comité de grève s'imposait comme une nécessité. Son efficacité allait être prouvée tout au cours de la grève.

Un premier comité de grève fut élu le 15 février, qui représentait les grévistes de Saint-Martin-René-Boulanger. Quatre-vingts personnes y participaient, dont la moitié était des femmes. J'y fus élue et, un peu plus tard, je fus également élue au comité du siège central.

Dans les différents centres en grève, d'abord au siège central, puis à La Défense et à Levallois, les grévistes élurent également leur comité.

Ces différents comités établirent une coordination journalière dès le 20 février.



Le 21 mars 1974, devant l'entrée du siège. À droite du mégaphone, ma camarade et amie Germaine Bauer (1940-2011), qui était la porte-parole du comité de grève de La Défense.

Pourquoi de tels comités de grève, alors que nos camarades ont des mandats de délégués dans leur syndicat, et que les travailleurs et les grévistes disposent de moyens d'action syndicaux ? Parce que la grève, ce n'est pas seulement l'affaire des syndicats ou des délégués, mais l'affaire de tous ceux qui y participent, syndiqués ou pas, de tous ceux qui engagent l'action et risquent leur paie et leur place pour obtenir une amélioration ou un changement ; parce qu'une grève n'est pas engagée par des gens qui suivent mais par des gens qui agissent. C'est une prise de conscience collective qui touche même ceux qui, en temps normal, ne militent pas ou ne cotisent pas. C'est l'éveil de tous à la solidarité, à la fraternité, à l'action. C'est une expérience unique, féconde et, pour beaucoup, une métamorphose. Voilà à quoi ressemblera la révolution : des millions de gens s'éveillant à la conscience, des

millions de gens se libérant de l'aliénation et de la passivité coutumière pour prendre leur destin en main. Des millions de gens, et pas seulement les militants, les appareils et les états-majors, découvriront la joie de s'exprimer, de décider, d'agir, d'être enfin des hommes et des femmes responsables.

Bien sûr, la grève n'est pas la révolution, mais elle en est parfois une préfiguration. Et pour nous, militants socialistes, ce qui nous encourage dans la voie que nous avons choisie, c'est cette prise de conscience collective de travailleurs secouant le joug de l'aliénation et de la résignation.

Au Crédit Lyonnais, comme dans la plupart des entreprises, les syndiqués sont minoritaires, ils représentent environ 15 % du personnel.

Mais, dans les secteurs en grève, les assemblées générales regroupèrent l'immense majorité des employés. En nous effaçant devant le comité de grève, en subordonnant l'action de notre propre section syndicale aux décisions des grévistes, nous avions conscience de donner aux travailleurs la place qui leur revenait, et au mouvement toutes ses chances de vaincre.

Mais il ne faudrait pas croire que cela soit si facile de faire fonctionner un comité de grève. Tout d'abord, il faut veiller à ce que chacun puisse s'y exprimer, et éviter que monopolisent la parole ceux qui, parmi les grévistes, sont les plus… bavards ou même les plus combatifs.

Tous doivent pouvoir intervenir, car la direction d'une grève ne peut être effective que si elle tient compte à tout moment de l'état d'esprit, du niveau de conscience et de combativité et des désirs de l'ensemble des grévistes.

Or, le rôle du comité de grève est justement de diriger la grève, et il doit être l'oreille de tous les grévistes.

Tout cela implique donc discipline et confiance à l'intérieur du comité.

Bien sûr, au début, cela n'alla pas sans mal et il fallait quelquefois prendre la parole dans le brouhaha, mais peu à peu les réunions s'organisèrent, chacun se faisant inscrire pour intervenir à son tour.

Et les décisions n'étaient prises qu'après que chacun se fut exprimé. La démocratie régnait et les syndiqués et militants CGT qui au début participaient au comité de grève purent y défendre leurs idées au même titre que chacun, bien qu'ils s'opposent le plus souvent aux initiatives des grévistes.

Et c'est là que l'on pouvait vérifier que les travailleurs n'adoptent pas le point de vue du beau parleur ou du dernier qui a parlé. Les grévistes décidaient, et exécutaient, ce qui leur semblait juste de faire en fonction des intérêts du mouvement et du renforcement de la grève.

Chaque comité de grève de secteur se réunissait chaque matin ; la commission agences, qui regroupait les grévistes les plus combatifs d'agences, faisait partie du comité du siège central.

Les réunions duraient de une heure à deux heures, selon l'ordre du jour et l'importance des décisions à prendre. Cela allait des propositions à faire en assemblée générale à l'organisation des piquets de grève, des tours de garde la nuit, en passant par les problèmes de comportement à avoir face aux non-grévistes, aux cadres, à la police, et sans oublier bien sûr les problèmes d'intendance comme le nettoyage des locaux, la préparation des repas. Le contrôle des collectes était également assuré par le comité de grève, au sein d'une commission à laquelle participaient les syndicats FO/CFDT/SNB[1] (dans les questions d'argent, il ne suffit pas d'être intègre, il faut permettre à tous de vérifier à tout moment qu'on l'est).

Ensuite chacun allait assumer les tâches pour lesquelles il était volontaire (contrôle des cartes de gréviste à la porte,

1 Syndicat national de la banque, affilié à la CFE-CGC.

collectes, tracts, collage d'affiches, etc.) ou allait participer à l'une ou l'autre des commissions de travail : presse, contact avec les autres banques, liaison avec la province, solidarité, organisation du gala de soutien, etc.

Je participais aux réunions des comités de Saint-Martin et du siège qui, en général, ne se tenaient pas à la même heure, ainsi qu'à la coordination.

En effet, chaque soir, une coordination des différents comités de grève se réunissait, tout d'abord au siège durant dix jours puis, après avoir été expulsée par la police, dans l'immeuble René-Boulanger à République.

C'est là qu'on échangeait les informations sur l'état de la grève dans chaque secteur, là encore qu'on décidait des articles à faire pour le journal des comités de grève, qui sortait quotidiennement et s'intitulait : *Le Crédit Lyonnais en lutte – L'autre façon d'être une banque*[1].

Plus de 200 personnes étaient élues aux différents comités de grève. Avec une participation effective différente tout au long de la grève qui durera neuf semaines, ce sont ces 200 grévistes qui assureront jusqu'au bout la direction du mouvement et seront responsables devant les assemblées générales qui les avaient élus.

Et, une semaine avant la reprise du travail, les dernières réunions de la coordination des comités verront de nouveau une participation aussi importante qu'au début du mouvement.

Le rôle des comités de grève était prépondérant, déterminant.

Ce furent eux qui, rapidement et devant le durcissement de la direction, proposèrent l'occupation. Les assemblées

1 « L'autre façon d'être une banque » était le slogan publicitaire du Crédit Lyonnais depuis 1972. Ce sera aussi le titre d'un documentaire sur la grève de 1974.



Lors d'une manifestation des grévistes. Je porte un badge «Comité de grève Boulanger – Saint-Martin».

générales de grévistes la ratifièrent à une large majorité. FO était pour, la CFDT aussi, la CGT n'osa pas s'y opposer de front, mais dans les faits elle ne participa nullement à l'occupation, s'employant plus à calomnier les occupants qu'à renforcer le mouvement.

En 1968, on s'en souvient peut-être, les trois syndicats étaient résolument contre et affirmaient qu'occuper une banque, c'était très délicat.

Les gradés avaient, alors, expulsé par la force ceux des grévistes qui voulaient rester coûte que coûte. Cette fois, le comité de grève était la seule autorité reconnue, et c'est sous sa direction que s'organisa l'occupation. Des centaines de personnes y participèrent, des jeunes bien sûr, mais aussi des moins jeunes, et des femmes mariées, chargées de famille, et qui durent résoudre bien des problèmes dans leur foyer pour participer à l'occupation.

Telle femme venait le matin assister aux assemblées générales avec ses deux enfants, qu'elle conduisait ensuite au jardin d'enfants, pour revenir participer jusqu'au soir aux tâches de la grève.

Telle autre devait batailler contre son mari et sa belle-mère pour leur laisser la garde des enfants et obtenir « l'autorisation » de venir aider à occuper les locaux la nuit.

Telle autre encore venait confier que son mari lui interdisait de faire grève et que c'était chaque jour des scènes effroyables entre eux.

Mais la plupart tenaient bon.

Une gréviste d'une quarantaine d'années, qui chaque jour faisait le piquet de grève, rapporta avec le sourire que, s'inquiétant parce que son fils était allé à une manifestation de lycéens, elle s'était entendu répondre par ce dernier en substance : « Toi, tu fais bien pire avec ta grève ! »

La plupart de ceux qui participèrent à l'occupation et aux piquets de grève le faisaient bien sûr pour la première fois.

Et tous découvraient un monde nouveau. Un monde où l'on se sentait lié profondément à son voisin, où l'on n'était plus comme d'ordinaire sur la défensive, mais où chacun rivalisait de bonne volonté et de sympathie.

La sympathie pour notre grève débordait à l'extérieur.

Un coiffeur du quartier coupait les cheveux gratuitement aux grévistes, en leur disant : « Vous verserez l'argent à la caisse de grève ! » Un patron de café, sachant que nous occupions, donnait cigares et cigarettes pour aider à passer la nuit de veille ou offrait quelques bouteilles pour le repas du soir.

Beaucoup, parmi les grévistes, découvraient une vie plus riche, moins égoïste, tournée vers les autres. Tel couple qui, pour la première fois, était venu occuper l'entreprise la nuit, avouait sa joie de participer à tout cela et avait l'impression de vivre une autre vie, alors qu'ils étaient auparavant uniquement préoccupés d'eux-mêmes.

Des rapports nouveaux se créaient entre des gens qui la veille encore s'ignoraient. On discutait beaucoup, de tout, dans une ambiance extraordinaire de liberté.

Les immeubles occupés (la police procéda au bout de dix jours à l'expulsion de Grétry, mais l'immeuble René-Boulanger resta occupé du 5 mars au 9 avril) devinrent le centre, le cerveau de la grève. C'est là que se tenaient les réunions des différents comités de grève, c'est là que s'organisaient les collectes, que s'écrivaient les tracts, que se formaient les équipes volantes qui allaient « débrayer » les agences, c'est là que se retrouvaient tous les isolés, et c'est là que chaque jour des délégations d'agences ou d'autres banques venaient prendre contact, discuter, parfois demander de l'aide.

Ce ne fut pas toujours sans problèmes. La CGT avait dû, sous la pression des événements, soutenir cette grève, puis, pour tenter d'en prendre la direction, elle avait même lancé plusieurs journées d'action de 24 heures à l'échelle des banques. Mais quand les grévistes s'organisèrent en comités

de grève, quand il devint évident que, à l'intérieur de ces comités de grève, la CGT n'était pas majoritaire, la CGT, en dépit souvent des sentiments et des convictions des militants de base, entreprit un travail ouvert de contestation et de sabotage du comité de grève. Cela est d'autant plus significatif que dans les autres banques, quand le mouvement de grève les toucha à leur tour, la CGT appela à l'action aux côtés des autres syndicats, afin de ne pas se laisser déborder, et se montra décidée dans une lutte qu'elle contrôlait, mais bien sûr sans chercher à l'élargir, seul moyen de lui donner une chance d'être vraiment victorieuse. Fort logiquement de ce point de vue, elle s'opposa dans les autres banques, comme à la BNP par exemple, à l'élection de comités de grève, alors que ceux-ci furent proposés à plusieurs reprises par des grévistes.

Au Crédit Lyonnais, le mouvement lui échappait et passait sous la direction des employés eux-mêmes. La CGT dès lors fit tout pour le torpiller. Cela fut perçu par tous les grévistes et je dus souvent intervenir dans les réunions du comité de grève pour que les employés consentent à écouter les représentants de la CGT. Peu à peu, leur opposition devint si manifeste, les calomnies déversées par la CGT sur le comité de grève si outrageantes, que leur présence ne fut même plus tolérée dans les assemblées générales. C'est ainsi que, lors de meetings syndicaux communs, l'orateur de la CGT fut violemment hué et sifflé. Au Crédit Lyonnais – il faut que ces choses-là soient connues – la CGT se mit à organiser des réunions séparées et des votes séparés pour la reprise.

La CGT assista sans broncher aux affrontements entre piquets de grève et cadres. Et le jour où les forces de l'ordre intervinrent violemment, elle ne bougea pas non plus, demandant cependant à ceux qui la suivaient encore de ne pas reprendre le travail sous la protection de la police et… d'attendre le lendemain pour le faire.



Le carnet de chant des grévistes, car nous avons beaucoup chanté pendant cette grève. Jean Saint-Geours était le directeur général.

En un mot, elle se désolidarisa non seulement du comité de grève, mais dans la même mesure de la grève elle-même.

Le mouvement n'avait pas tardé à gagner les autres banques, banques privées et banques nationalisées. Partout existaient les mêmes problèmes d'effectifs et de conditions de travail dus à un développement très rapide et anarchique du secteur bancaire et de ses fonctions, et bien sûr, partout on retrouvait à la base de tout mécontentement le problème des salaires restés très bas dans la profession et régulièrement minés par une inflation qui, elle, ne cessait de croître. Très vite les banques privées ont lâché des augmentations de salaire parfois nettement supérieures aux revendications des

grévistes du Crédit Lyonnais, très vite aussi les problèmes se sont discutés au niveau de l'APB[1], l'association des banquiers, tandis que chaque direction, le Crédit Lyonnais bien sûr mais aussi la Société générale, la BNP, etc., discutait avec son personnel. En fait, tandis que les banquiers demeuraient fermes au niveau de l'APB qui fixait les grands cadres des avantages consentis, chaque direction ajoutait des aménagements particuliers, des règlements spécifiques.

Il a fallu néanmoins sept semaines de grève (pour certains secteurs du Crédit Lyonnais qui avaient été les premiers à entrer en lutte, cela faisait en fait neuf semaines) pour faire céder les banquiers. Sept semaines pendant lesquelles il a fallu réagir à tous les événements, donner une réponse à chaque proposition, chaque initiative, s'opposer parfois physiquement aux gradés et aux cadres de la direction, résister aux policiers, déjouer les manœuvres de la CGT. Il a fallu organiser les manifestations, dénoncer les contre-vérités diffusées par la presse et la radio (la reprise fut annoncée par la presse à trois reprises), secouer les lassitudes, raffermir les enthousiasmes, organiser, réunir, débattre, bref, faire vivre une communauté de grévistes engagés dans un combat long et difficile et lui donner les moyens de vaincre.

Ce furent sept semaines épuisantes et merveilleuses. Tous ceux qui les ont vécues avec nous en sont sortis plus forts et plus libres. Oui, par-dessus tout, plus libres, car non seulement ils avaient secoué la contrainte quotidienne du travail et de l'exploitation, mais ils avaient secoué aussi ce carcan de préjugés, de solitude, de résignation et de passivité qui pèse sur chacun de nous. Pendant sept semaines, des centaines de personnes avaient appris à se parler, à se connaître, bien des barrières étaient tombées, bien des incompréhensions s'étaient dissipées. Tout devenait plus facile. Et la fraternité, ce n'était plus une abstraction ou une figure de style pour

1 Association professionnelle des banques, syndicat patronal.

discours de meeting, c'était devenu un courant de sympathie, libre, joyeux et détendu, une espèce de complicité générale qui faisait que nous étions heureux de nous retrouver ensemble et qu'aujourd'hui encore, des mois après la grève, quant au hasard de nos activités nous retrouvons un visage connu, un simple clin d'œil suffit pour nous comprendre et marquer l'amitié.

C'est en pleine grève qu'est survenue la mort de Pompidou, et ceux qui pensaient que l'importance de cet événement politique allait faire hésiter la grève, voire l'arrêter, ont été vite détrompés. Pour chacun d'entre nous l'enjeu de cette bataille que nous avions engagée depuis des semaines avec les banquiers était trop considérable, trop directement personnel pour être éclipsé par une campagne électorale. Sans qu'il y ait eu besoin de rien expliquer, chaque gréviste était bien conscient qu'une amélioration, relative sans doute mais immédiate, de son sort dépendait de lui, de sa fermeté dans la grève, bien plus que d'un hypothétique changement de président. Et puis dans cette lutte quotidienne aux multiples péripéties, dans cet enthousiasme et cette tension de la grève, les élections, cela nous paraissait loin, cela semblait faire partie d'un autre monde.

J'avais cette impression-là, moi aussi, comme tous mes camarades. Je savais pourtant que j'étais directement concernée par le problème, car nous avions depuis longtemps, à Lutte ouvrière, envisagé cette perspective et décidé que je ferais acte de candidature.

Mais ce 2 avril 1974, mes préoccupations comme celles de tous mes camarades du Crédit Lyonnais étaient tout entières tournées vers l'issue de la grève. Pendant une semaine encore, nous allions occuper l'immeuble René-Boulanger, avant d'en être expulsés le 9 au matin par un escadron de policiers. Toutes les issues furent bloquées, les « forces de l'ordre » avaient proprement encerclé l'immeuble et pris

position, y compris sur les toits des immeubles voisins. Le téléphone avait été coupé et à 6 heures, les policiers ont pénétré dans l'immeuble occupé. Ainsi que nous l'avions décidé, nous n'avons pas offert de résistance, nous nous sommes regroupés et sommes sortis dignement, banderole en tête, en chantant *l'Internationale*.

Il faut dire que la plupart des policiers se sont montrés corrects, certains d'entre eux, c'était visible, étaient gênés de faire ce travail-là. Nous avons parlé aux hommes qu'ils étaient, malgré leurs chefs et leurs consignes. Une fois de plus la police était du côté des banquiers et des patrons…

La grève allait durer une semaine encore, malgré un véritable matraquage à la reprise, effectué par la radio, la presse, *L'Humanité* comprise. En fait, les grévistes n'occupaient plus mais les piquets de grève étaient maintenus chaque jour. Cela suffisait à décourager l'entrée de ceux qui hésitaient mais, la dernière semaine, chaque matin nous dûmes affronter la police, qui réussit cependant à ouvrir un passage pour les non-grévistes. Ceux-ci entrèrent sous les huées et les quolibets du piquet de grève, tandis que des camarades avaient été embarqués et conduits au commissariat. Malgré cela la grève tenait encore.

Pourtant la situation politique créée par la mort de Pompidou avait entraîné un raidissement des banquiers, qui se refusaient à aller au-delà de ce qu'ils avaient dû consentir sous la pression de sept semaines de grève. Ils comptaient dès lors sur un pourrissement de la grève et savaient que, dans cette période électorale, la CGT allait pousser à la reprise. Effectivement, peu à peu la reprise devint à l'ordre du jour dans les autres banques. Au Crédit Lyonnais, nous étions conscients que nous pourrions obtenir plus en poursuivant la lutte. Mais, afin d'éviter l'émiettement du mouvement, nous avons finalement voté la reprise. Preuve de la combativité



Manifestation des travailleurs des banques et des assurances, le 21 février 1979. Je suis avec mes camarades du Crédit Lyonnais.

encore intacte des employés, cette reprise fut votée le 12 avril pour le 17 avril !

Nous fûmes en effet les derniers à reprendre le 17 avril, en bon ordre et avec le sentiment d'avoir marqué des points.

Et la presse et la radio purent alors seulement annoncer sans mentir – ce qu'elles ne cessaient de faire depuis une semaine – que la grève était finie dans les banques.

Nous avions obtenu, ou presque, la prime demandée et les 20 points. Quant aux heures de grève, non encore indemnisées, elles devaient nous être retenues sur nos payes à venir, avec possibilité de reconsidérer le problème en juillet.

Aujourd'hui que la question est définitivement réglée, on peut constater que nous avons ainsi obtenu l'indemnisation de 83 % des heures de grève !

Nous sommes rentrés au travail avec un moral de vainqueurs, un moral qui s'est immédiatement traduit dans la vie

du Crédit Lyonnais par un changement dans le rapport de force entre employés et maîtrise, dès que quelque chose leur paraissait anormal ou abusif, et par des interventions incessantes et solidaires des membres du comité de grève.

C'est ainsi que cette grève, qui s'est terminée le 17 avril 1974, se prolonge encore dans les esprits et dans le comportement de tous ceux qui l'ont vécue de façon active et militante.

Personne ne fait la grève pour son plaisir, mais une grève réussie, une grève qui est l'œuvre et la victoire de tous, c'est une mine de joies, d'espoirs et de souvenirs.

Et pour moi, pour mon activité de révolutionnaire, pour ce combat qui est toute ma vie, c'est la confirmation de mes espoirs et de la confiance que j'ai toujours portée à ceux de ma classe.

12
Les élections présidentielles

Je l'ai dit, c'est en pleine grève que survint la mort de Pompidou et que commença, du moins dans les faits, la campagne électorale. Ce ne fut pas chose facile que de passer d'une préoccupation à l'autre, d'un univers à l'autre. La grève avait été un tourbillon : pendant sept semaines, j'avais vécu au milieu de mes camarades de travail, sans jamais rentrer chez moi, dormant sur des lits de camp installés à la hâte par le comité de grève dans les locaux occupés. Pendant des semaines, j'avais connu un état de tension et d'exaltation extrêmes. J'en sortais épuisée. Épuisée mais heureuse puisque la grève s'était terminée par un succès. C'est dire que j'abordais la campagne électorale avec un moral excellent. Le physique suivrait, je n'en doutais pas. Ce n'était pas le moment de flancher.

Tout alla très vite : c'est le mercredi 17 avril qu'eut lieu la reprise du travail au Crédit Lyonnais, et trois jours après, le samedi 20, je prononçais ma première allocution radiodiffusée à France Inter.

C'était le début d'un marathon qui allait durer trois semaines. Entre les enregistrements à l'ORTF, les interviews, les meetings de province, les conférences de presse, la réunion publique du Palais des sports, le temps a passé à une vitesse incroyable. Il me reste le souvenir confus de milliers de kilomètres parcourus en train ou en voiture, les sandwiches avalés à la hâte, d'interminables séances de travail pour préparer, discuter, mettre au point textes et interventions et, tous les deux jours en moyenne, les éprouvantes prises d'enregistrement à la télévision.

Pendant toute cette période je n'ai jamais été seule, ni moralement ni matériellement. J'avais, plus encore qu'aux législatives, le sentiment de porter sur mes épaules toute la

responsabilité de la campagne, mais tous mes camarades étaient avec moi, je le savais. J'étais portée par leur volonté, leur solidarité, leur courage et leur amitié.

La conscience de cette solidarité fut pour moi le meilleur des stimulants.

Car cette campagne, aussi étrange que cela paraisse, a été, avant tout, une tâche collective.

Il a fallu d'abord, premier obstacle, trouver les signatures exigées. Nul ne peut être candidat s'il n'est « présenté » par au moins cent élus (maires, députés, sénateurs, conseillers généraux, etc.). Pour quelqu'un qui appartient à ce que l'on appelle la classe politique, il suffit peut-être de décrocher un téléphone ou de réunir ses amis autour d'un banquet. Pour nous, qui ne comptions ni députés, ni sénateurs, ni maires dans nos rangs, c'était une autre affaire. Nous avons dû mobiliser tous nos camarades pour aller solliciter les élus. Ce ne fut pas très facile et nous avons essuyé bien des refus. Ceux qui venaient de la droite ne nous étonnaient guère, ils étaient justifiés politiquement, mais nous nous sommes heurtés à des refus ouverts ou insidieux de la part de beaucoup d'élus de gauche. De quelle façon ? Eh bien, d'après la loi, un élu ne peut signer que pour une personne, toute double signature est annulée. Or, dans bien des régions, les élus socialistes, par exemple, avaient reçu consigne de réserver leur signature pour Mitterrand. Comme si Mitterrand, ancien ministre, pouvait avoir le moindre problème pour trouver cent signatures parmi ses amis politiques, les anciens comme les nouveaux, sans compter les parlementaires de son propre parti ! En réalité, c'était une façon détournée de demander aux élus locaux de ne pas signer pour les révolutionnaires.

Ma foi, cela ne nous a pas empêchés de recueillir cinq cents signatures d'élus locaux, des maires essentiellement, car ce sont les élus les plus accessibles, les plus proches de la

population et, partant, les plus soucieux de démocratie. Qui a signé ?

C'est une question que l'on m'a souvent posée, et parfois avec malveillance. Certains maires me connaissaient déjà ou connaissaient Lutte ouvrière. Parmi ceux-là bien sûr des maires socialistes (plus d'une centaine), ou communistes, qui ont été nombreux à braver les consignes de leur parti pour me permettre d'être candidate. Mais la grande majorité de ceux qui ont signé l'ont fait par conviction démocratique, pour permettre à une femme, à une travailleuse du rang de tenter sa chance contre les gros bonnets de la politique. Cinq cents signatures, c'était un signe favorable, cela voulait dire que, si la candidature d'une dactylo désorientait les milieux politiques et journalistiques, elle paraissait naturelle à la population ou du moins aux élus les plus représentatifs de la population. La suite de la campagne devait confirmer cette impression.

Depuis, bien sûr, le gouvernement a mis au point un projet de loi révisant les conditions de présentation d'un candidat aux élections présidentielles. Il faudra désormais, si le projet est adopté, obligatoirement des signatures de parlementaires[1].

Cela, paraît-il, pour éliminer les candidatures dites fantaisistes. En fait, cela revient à faire de l'élection présidentielle une élection à deux degrés : premier degré, les parlementaires désignent les candidats ; deuxième degré, le suffrage universel choisit entre les candidats ainsi sélectionnés. Je ferai remarquer au passage que c'est évidemment contraire à ce que ces messieurs disaient de l'esprit de leur Constitution, qui avait prévu l'élection directe au suffrage universel…

1 Finalement, ce projet d'imposer la signature de parlementaires n'a jamais été adopté. Par contre, il est devenu nécessaire d'obtenir le parrainage de 500 et non plus de 100 élus pour poser sa candidature à la présidentielle.

Mais nous avons l'habitude de voir les gouvernants accommoder les lois et les institutions au gré de leurs besoins, en dépit de toutes les consultations populaires antérieures qu'ils ont pourtant su organiser, à grand renfort de publicité, quand ils avaient besoin d'un « oui franc et massif[1] ».

C'est cela la démocratie… pour ces messieurs.

De toute façon et quelle que soit la loi, cela ne nous empêchera ni de militer ni de progresser.

Je le dis avec d'autant plus de confiance que ces élections, les résultats bien sûr, mais aussi et surtout la rencontre avec des milliers de gens inconnus et sympathisants, les lettres que j'ai reçues, les marques d'encouragement, les témoignages de sympathie et d'espoir que j'ai recueillis, tout cela me confirme, et nous confirme tous, dans notre résolution et dans la voie que nous avons choisie.

« Vous avez raison, continuez ! » « N'abandonnez pas ! » « Ce que vous avez dit, il fallait que quelqu'un le dise ! » « Continue, Arlette ! » Ces phrases ou des phrases semblables, je les ai lues et entendues des centaines de fois et je les entends encore aujourd'hui, plusieurs mois après la campagne. Et ceux qui les prononcent sont des gens simples, des gens du peuple, ouvriers, agriculteurs, ménagères de tous âges.

Au cours des meetings que j'ai tenus à Sochaux, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nantes, etc., j'ai rencontré à chaque fois le même public très populaire, à la fois sérieux et chaleureux. Mes meilleurs souvenirs de la campagne sont, je crois, ces moments où, passé les discours, le public posait des questions directement, à sa façon, avec gentillesse ou brusquerie, mais toujours avec intérêt : « Dis, Arlette, pourquoi les travailleurs émigrés n'ont-ils pas de droits politiques, et que peut-on faire pour que cela change ? » demandait tel travailleur portugais ici. « Vous qui pouvez parler, vous devriez parler des vieux

1 Formule utilisée par de Gaulle.

et des handicapés… » disait-on ailleurs. Et l'on s'interrogeait sur le socialisme, sur Mitterrand, bien sûr. « On l'aura à l'œil », disaient quelques spectateurs qui devaient voter pour lui, « On ne le laissera pas faire », etc.

Et puis, à la fin, ils étaient nombreux ceux qui tenaient à me parler personnellement, à me raconter leurs problèmes, leurs difficultés, à m'encourager ou à me dire combien ils étaient fiers de ce que je faisais. C'était un courant de sympathie extraordinaire, mais qui allait bien au-delà de ma personne. Ce que ces gens aimaient en moi, c'était l'écho de leur propre révolte contre l'injustice, c'étaient leurs propres espérances.

J'étais une des leurs et j'osais parler, j'osais me battre. Ce que je disais, ils auraient souhaité le dire, ce que je dénonçais les avait blessés maintes fois et cette espérance du socialisme, d'une société plus juste et plus humaine, ils la partageaient au fond de leur cœur malgré les doutes, la résignation ou les aménagements que leur avaient fait consentir les partis de gauche. C'est tout cela qu'il y avait dans les « Continue Arlette ! » qu'ils venaient me dire avec une vigoureuse poignée de main, un grand élan de sympathie ou tout simplement un sourire affectueux.

Car, très vite, j'étais devenue Arlette, tout court.

Mon nom était plus difficile à retenir et à prononcer, alors on se contentait du prénom. Ceux qui me combattaient m'appelaient « Mademoiselle Laguiller » ou parlaient de moi en disant « la nana », mais la majorité des gens disaient tout simplement et très gentiment Arlette, parce que pour eux aussi, quelles qu'aient été leurs opinions politiques, j'étais à la fois une candidate un peu à part et une fille comme les autres ! Je sais maintenant que mon prénom est devenu dans bien des endroits synonyme de contestatrice.

Il suffit de ne pas se laisser faire, de tenir tête, de revendiquer pour s'entendre appeler Arlette aussi bien par ses camarades de travail que par ses chefs. Et croyez-moi, il y a

beaucoup d'Arlettes, parce qu'il y a beaucoup de filles qui relèvent la tête.

Mais dans cette campagne, j'étais la seule femme candidate. Encore une fois aucun parti n'avait jugé bon de se faire représenter par une femme. Cela voulait dire quoi ? Que tous pensaient, à un titre ou à un autre, qu'une campagne présidentielle c'était une affaire trop importante pour être confiée à une femme. Pensez donc, les femmes sont trop fragiles, même les plus solides ont leurs nerfs, et puis saurait-elle répondre, faire face, etc. Voilà en quels termes ces prétendus champions de l'égalité de l'homme et de la femme posaient le problème. Cela suffit à les juger. Inutile de dire qu'à Lutte ouvrière nous n'avions aucune de ces réticences, méprisantes et méprisables.

Pour nous, révolutionnaires, les femmes sont vraiment les égales des hommes, non seulement en paroles, mais dans les faits, et nous avons tenu à démontrer à tous qu'une femme pouvait très bien tenir le coup et faire face dans une bataille de ce type.

Bien sûr, au début, on a d'abord parlé de mes robes et de mon allure. C'était inévitable. Mais c'est vite passé. Dès ma première intervention télévisée, c'est sur autre chose que j'ai été jugée et critiquée. Et les critiques n'ont pas manqué.

Un journaliste du *Figaro* a commenté mon intervention en disant que j'étais peut-être une bonne dactylo, mais qu'il connaissait des centaines de femmes susceptibles de parler mieux que moi.

C'est sans doute vrai, mais alors pourquoi ai-je été la seule à parler et à dire ce que j'ai dit ? La réponse est simple : parce que je suis une militante révolutionnaire !

Ma présence parmi tous ces hommes politiques a d'ailleurs provoqué bien des remous. Subitement ils ont découvert qu'il existait une discrimination entre les hommes et les femmes ; à tous les niveaux de la vie sociale, et même intellectuelle.

Alors ils ont fait de grandes déclarations sur l'égalité nécessaire et, voyez l'audace, Giscard a été jusqu'à s'engager à prendre deux ou trois femmes dans son gouvernement ! Il n'y a pas de quoi s'en vanter, mais au fond M^me^ Giroud[1], à bien y regarder, me doit sa place…

Quant à Chaban[2], il s'est brusquement intéressé à la condition féminine. Il faut dire que c'était un peu tard… et un peu gros aussi. Les femmes, pour ces messieurs, nous savons ce que cela veut dire. On a vu sur les écrans, dans les interviews ou les visites électorales, les épouses ou les filles de ces hommes politiques. Elles représentent l'élément décoratif de leur carrière, en quelque sorte un signe extérieur de moralité. Permettez-moi de croire et de dire que les femmes valent mieux que cela.

Tout au long de cette campagne, et plus irrégulièrement par la suite, j'ai reçu des lettres. Mes correspondants qui ne connaissaient pas mon adresse écrivaient à Lutte ouvrière, bien sûr à l'ORTF, à Force ouvrière et même au Crédit Lyonnais. Et puis les journaux ont publié mon adresse, car nous avions transformé mon petit logement, un deux-pièces-cuisine dans le XVIII^e^, en permanence électorale. Comme il y avait très peu de place, quand nous recevions un journaliste, nous étions parfois obligés de faire attendre les autres dans ma petite cuisine où nous préparions sans arrêt du café. Les PTT avaient installé une ligne provisoire pour « raison exceptionnelle » et mes camarades se relayaient jour et nuit pour répondre et organiser le programme des interviews. J'avais, pour ma part, émigré chez des amis où je bénéficiais

1 Françoise Giroud (1916-2003), journaliste, écrivaine devenue secrétaire d'État à la Condition féminine.

2 Jacques Chaban-Delmas (1915-2000), baron du gaullisme, plusieurs fois ministre sous la IV^e^ République et sous de Gaulle, Premier ministre de Pompidou.



LE BIEN PUBLIC

Le 24 avril 1974 à Dijon, lors d'un de mes premiers meetings électoraux pour l'élection présidentielle.

d'un peu de tranquillité entre deux réunions publiques ou interventions radiotélévisées.

Bien sûr, je n'ai pas pu répondre tout de suite à l'abondant courrier que je recevais. Mais j'ai essayé de le faire par la suite. Et, mis à part les lettres d'injures, je crois avoir répondu à la plupart des mes correspondants.

À tous ceux qui se sont demandé « Mais d'où viennent les voix d'Arlette ? » j'aimerais bien faire lire ce courrier. Ils verraient que, tout comme dans les meetings, ceux qui ont tenu à me joindre étaient dans leur immense majorité des gens du peuple, des travailleurs comme moi, des femmes en particulier, de vieux militants communistes et socialistes, des paysans, des retraités, des enseignants et même des enfants. Il y a eu aussi des lettres de maires qui avaient donné leur signature pour moi sans me connaître et qui tenaient à m'exprimer leur satisfaction et leur heureuse surprise. Toutes ces lettres reflétaient assez fidèlement les réactions de l'opinion publique populaire à mes propos radiotélévisés. Il y avait ceux qui me disaient « Bravo Arlette », celles qui m'écrivaient

« Cela fait cinquante ans que j'attendais que quelqu'un dise cela », « Quand j'ai entendu votre voix j'étais dans la cuisine en train de travailler, j'ai quitté ma vaisselle et je suis venue vous écouter », « Voilà ce que le parti devrait dire, voilà ce qu'il disait autrefois ! », « Vous avez raison, nous n'avons pas confiance en Mitterrand, mais pouvons-nous risquer de priver la gauche d'un succès au premier tour ? » Et il y avait ceux qui, tout en approuvant ma campagne, me demandaient de me désister au dernier moment. Il y avait aussi ceux qui critiquaient ouvertement, qui ne supportaient pas les vérités que je disais sur Mitterrand et qui me parlaient de mes amis prétendus : « les petits jeunes gens du XVI^e^ arrondissement ». Enfin il y avait ceux qui voulaient « me remettre en place », comme cette correspondante qui m'écrivait en substance : « Pauvre idiote qui voulez être présidente avec un certificat d'études », et qui signait « Une dactylo comme vous mais qui sait rester à sa place ». Et par-dessus tout, il y avait ces lettres bouleversantes où l'on venait me confier des peines cachées, des difficultés partagées et, au-delà de la tristesse, une véritable révolte contenue. « Vous nous rendez l'espoir », disaient certains.

Tous, hommes et femmes, se sentaient un peu plus libres, un peu plus fiers parce que j'avais osé dénoncer tout haut les maux dont ils souffraient en silence depuis tant d'années. Et ils m'écrivaient parce qu'ils pensaient que je pouvais les comprendre, parce qu'ils tenaient à m'encourager en me montrant combien je disais vrai et comme cette société était dure aux petites gens.

Les gens qui m'ont écrit, ceux qui sont venus me voir, étaient précisément ceux que je voulais toucher, ceux à qui s'adressaient mes propos. Les autres ne se sont pas donné la peine d'écrire sauf, rarement, pour me menacer et m'insulter, sans oublier le petit lot de détraqués qui se croyaient tenus, parce que j'étais une femme, de déverser leurs obscénités par la poste.

À la fin du premier tour, je suis allée me reposer trois jours avant de reprendre mon travail, en Avignon, chez des amis. J'avais besoin de grand air, de nature et de repos surtout.

J'étais épuisée. Je restais le plus souvent sous les pins, étendue sur une chaise longue. Et les rares fois où je sortais, pour passer inaperçue, je mettais de grosses lunettes noires et un foulard pour dissimuler mes cheveux. Aussi quelle fut ma surprise d'entendre, un jour que je faisais des courses dans un grand magasin de la ville, le haut-parleur appeler : « On demande M^lle^ Laguiller au rayon parfumerie, on demande M^lle^ Laguiller… », etc. Saisie, je ne savais que faire et, pour éviter la foule, je me suis sauvée par l'escalier de service… au pied duquel j'ai trouvé les vendeuses du rayon parfumerie. C'étaient elles qui m'avaient reconnue et appelée. Elles étaient jeunes et amicales, elles voulaient simplement me témoigner leur sympathie.

Nous avons discuté des élections, bien sûr, et de la hausse du coût de la vie et des salaires, etc. Pendant un moment, sans difficulté et tout naturellement, j'avais retrouvé mon milieu.

Notre espoir, en participant à cette campagne électorale, n'était pas, bien sûr, de remporter la victoire dans la course à l'Élysée, mais nous avions voulu, plus modestement et plus audacieusement aussi, permettre aux travailleurs, aux petites gens, à tous ceux qui en ont assez des mensonges et des belles promesses, d'exprimer aussi bien leur colère vis-à-vis des hommes en place que leur méfiance envers celui qui se dit du côté des travailleurs mais qui a si longtemps participé à des gouvernements au service des riches. En votant révolutionnaire, ils donnaient à tous un avertissement important, ils leur signifiaient que le pouvoir issu du scrutin du 5 mai aurait, de toute façon, à tenir compte de leurs revendications, de leur soif de justice et de leur volonté de lutte.

Cela a été en grande partie compris. Six cent mille voix se sont portées sur mon nom. C'est peu mais c'est significatif.

D'autant plus significatif qu'au-delà de ces résultats, il y a l'opinion de tous ceux qui, au lendemain du premier tour, déçus de la défaite de la gauche, comprennent enfin qu'on les avait trompés en leur faisant croire qu'un succès de Mitterrand était possible dès le 5 mai, et ont dit clairement : « Si j'avais su, j'aurais voté Arlette ! »

Bien sûr, nous sommes une minorité. Mais ce sont les minorités qui ont toujours changé la face du monde et accompli les progrès historiques nécessaires. Les idées pour lesquelles je combats sont celles de l'avenir, elles se fondent sur une analyse matérialiste, scientifique, de l'évolution des sociétés humaines, mais elles se fondent aussi, et c'est leur force, sur les aspirations de chacun à la justice, au bonheur et à la dignité.

Nous sommes une minorité. Une minorité à croire en la victoire du socialisme, une minorité plus faible encore à agir pour cette victoire. Mais notre combat est sans doute le plus beau des combats, et mon métier de militante, car c'est un métier, avec tout ce que cela implique de noblesse et d'efforts, est le plus beau des métiers.

Cette certitude m'accompagne et me réconforte quand je prends, tous les matins, comme des milliers d'autres employées, le chemin de mon travail…

Septembre 1974.

Postface

Depuis l'écriture de *Moi, une militante,* en 1974, il s'est passé bien des événements dans le monde : la révolution iranienne en 1979, le soulèvement ouvrier de Pologne en 1980, la fin du bloc soviétique et de l'URSS au tournant des années 1980 et 1990, les révoltes du monde arabe en 2011, et jusqu'à la mobilisation populaire en Biélorussie et au Liban en 2020… À bien des occasions, les opprimés se sont soulevés contre un ordre injuste. À chaque fois, nous avons essayé de comprendre ces événements en militants internationalistes. Nous nous sommes toujours posé les problèmes du point de vue des travailleurs de ces différents pays, même si notre courant international, l'Union communiste internationaliste (UCI), n'y avait pas de présence militante. Nous avons toujours cherché à nous former dans cette perspective, qui était déjà celle de Karl Marx à l'époque de l'Association internationale des travailleurs : raisonner comme des militants du prolétariat mondial. Dans les soulèvements des quarante dernières années, à chaque fois, il a manqué des partis qui représentent et défendent le camp des travailleurs. La bourgeoisie a une multitude de partis disposés à la servir et à tromper les classes populaires. Mais il a manqué aux travailleurs des partis qui défendent non seulement leurs intérêts matériels, mais surtout la perspective de transformation sociale que la classe ouvrière peut incarner quand elle se met en mouvement. Comme je l'ai dit en préface, construire un parti ouvrier, communiste et révolutionnaire, a été le combat de toute ma vie militante. Dans les pages qui suivent, je reviens sur différentes circonstances, souvent fort peu révolutionnaires, dans lesquelles j'ai mené ce combat.



Le 22 mai 1979 à Orléans, avec Alain Krivine, Christiane Hauchère (LO) et un militant de la LCR, lors d'un meeting pour les premières élections européennes, où nous nous présentions avec la LCR.



ROGER PICARD

En 1981, lors d'une émission à France Inter.

De 1974 à 1988 : trois candidatures à l'élection présidentielle

Qu'a été ma vie militante dans toute cette période ? C'était d'abord le travail militant au jour le jour, y compris l'activité en entreprise. Elle a aussi été jalonnée par toutes nos campagnes électorales. Et pas seulement les présidentielles. En France, il n'y a pas un an, ou deux à la rigueur, sans élection. Et comme nous avons tenu à défendre nos idées dans tous les scrutins, j'ai quand même vécu une longue succession de meetings, de rencontres, de discussions, d'interviews, etc. J'ai sillonné tout le pays au cours de ces campagnes, soit pour ma propre candidature, soit pour soutenir celle de mes camarades dans diverses élections locales, législatives, régionales ou municipales. Aujourd'hui, ces différentes campagnes se mélangent un peu dans mes souvenirs.

Je me suis présentée six fois à l'élection présidentielle. Bien sûr, celle de 1974, la première, fut marquée par l'angoisse d'avoir à porter tout le poids de représenter le mieux possible mes camarades dans les meetings ou à la télévision et de défendre au niveau national les idées trotskystes qu'eux-mêmes défendaient tous les jours dans leur entreprise, dans leur quartier, dans leur milieu social ou familial.

1974, même pour nous, ce fut l'étonnement d'obtenir 595 247 voix (2,3 %). C'était déjà énorme et cela n'a d'ailleurs pas étonné que nous, mais aussi les journalistes et toute la classe politique. Ce que nous avons gagné, Lutte ouvrière et moi, dans ces scrutins présidentiels, c'était de nous adresser à l'ensemble de la population. Nous étions enfin un peu invités dans les médias ; nous pouvions défendre nos idées au-delà de quelques dizaines de milliers de travailleurs. Nous retirions une certaine satisfaction de voir que partout, il y avait



Le 27 mars 1981, pendant la campagne présidentielle.

des gens curieux de connaître nos idées, qui venaient en discuter dans nos réunions publiques. C'était appréciable.

J'ai reçu bien des marques de sympathie de la part de travailleurs, y compris proches du PCF, qui avaient été mobilisés pour faire la guerre d'Algérie et me remerciaient de rappeler

FRILET



Le 27 mars 1981, avec mes camarades Armonie Bordes, Marina Podgorny, Paul Palacio et Désiré Nogrette.



1981: notre brochure.

le passé de Mitterrand. Je disais notamment qu'il avait été ministre pendant cette guerre. La proximité de Mitterrand avec des politiciens de droite, voire d'extrême droite, comme René Bousquet[1], qui avait été secrétaire général de la police du régime de Vichy, n'a été connue que plus tard. Mais tout le monde connaissait en revanche son passé de ministre de la IV^e^ République. Et c'est bien pour cela que nous avons été amenés à la fois à dénoncer tout le passé de Mitterrand, et à dire en substance aux travailleurs : Si vous votez pour lui, faites-le les yeux bien ouverts, en sachant ce qu'il a été dans le passé et en sachant qu'il vous trahira inévitablement, qu'il sera dans le camp des capitalistes.

Si j'ai finalement appelé à voter pour lui au second tour, c'était uniquement par solidarité avec les travailleurs qui voulaient absolument écarter la droite, au pouvoir depuis seize ans. Mais durant toute ma campagne pour le premier tour, j'avais mis en garde les électeurs contre Mitterrand qui affirmait qu'il voulait « Changer la vie ». Ce qui était impossible sans s'en prendre au pouvoir du grand capital, et tout le passé de Mitterrand montrait qu'il ne le voulait pas.

En 1981, j'ai obtenu 668 053 voix (2,3 %). J'étais sûrement un peu plus sûre de moi. Mais cette campagne fut marquée par un assaut de calomnies de la part du Parti communiste français.

Après s'être effacé derrière la candidature de Mitterrand en 1965, après avoir fait avec le PS et les Radicaux de gauche le Programme commun en 1972 et soutenu en 1974 dès le premier tour Mitterrand, le PCF avait rompu avec ses partenaires.

À la présidentielle de 1981, le PCF présenta son secrétaire général, Georges Marchais. Le simple fait, pour Marchais, de

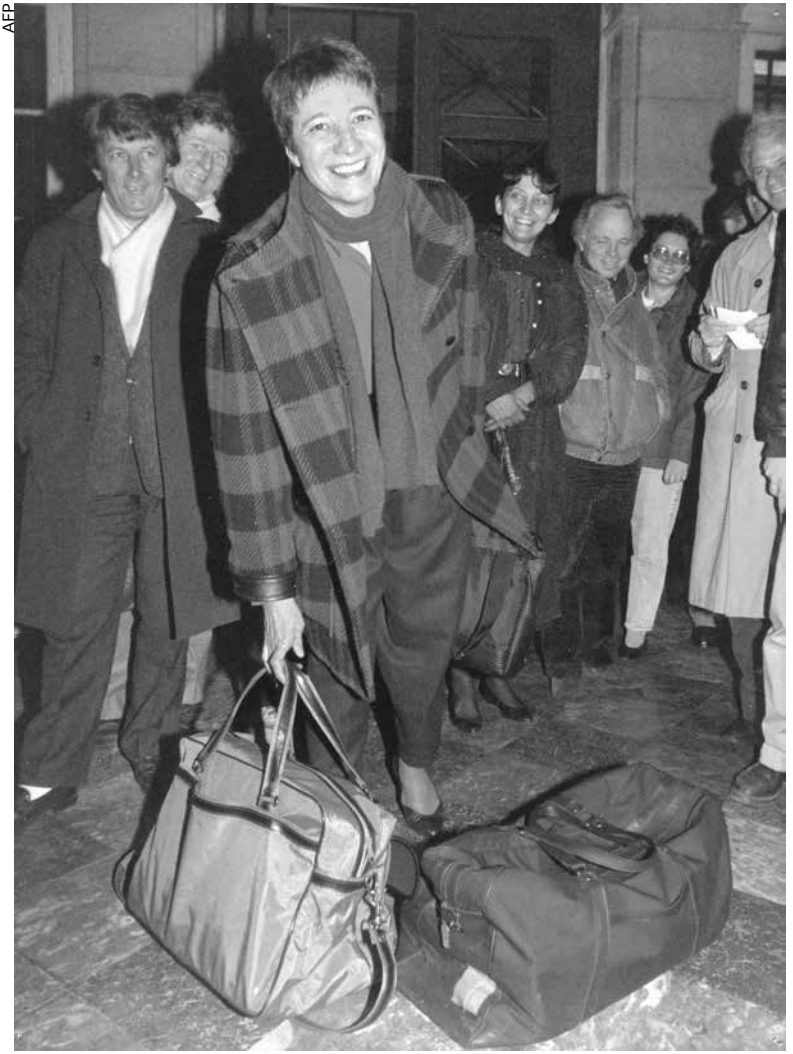
1 René Bousquet (1909-1993), principal organisateur de la rafle du Vél'd'Hiv en 1942, passé au travers de l'épuration à la Libération, est ensuite devenu homme d'affaires.



Le 21 mai 1984, lors d'une conférence de presse, avec mes camarades Désiré Nogrette, Chantal Cauquil et Paul Palacio.



En 1986, lors d'une activité militante aux Lilas.



Le 18 mars 1988, je dépose les 500 parrainages de maires au Conseil constitutionnel. Derrière moi, de gauche à droite: mes camarades Daniel Vitry (1945-1991), Louis Lancteau, Chantal Cauquil et Louis Pirois.

se présenter, en affirmant que Mitterrand était tout à fait capable de mener la même politique que Giscard d'Estaing, revenait à reconnaître implicitement que j'avais eu raison d'appeler les travailleurs à la défiance sept ans auparavant. Mais cela n'empêcha pas *L'Humanité*, bien au contraire, d'engager contre moi une campagne de calomnies. Je devins pour ses rédacteurs la « *candidate des préfets* ». Il fallait faire croire à ses militants que les maires qui avaient parrainé ma candidature étaient des créatures de Giscard d'Estaing, le président sortant, de droite, et adversaire de Mitterrand.

Mitterrand l'a emporté. Nous avons appelé à voter pour lui au second tour. C'était un choix politique, qui n'était pas facile à faire, alors que nous l'avions présenté, à juste titre, comme un politicien qui, une fois au pouvoir, attaquerait les travailleurs. Nous y avons beaucoup réfléchi mais nous ne voulions pas nous couper de ce que nous ressentions dans le monde du travail, dans les usines et dans les quartiers populaires, où l'on souhaitait vraiment le départ de la droite, qui gouvernait depuis vingt-trois ans.

Passé l'euphorie de la victoire de Mitterrand, en 1981, il ne fallut qu'un an pour qu'en 1982 le tournant de la rigueur inaugure des attaques contre les travailleurs : le blocage des salaires et les vagues de licenciements. Le PCF, qui avait soutenu Mitterrand et accepté quatre postes de ministre dans le gouvernement Mauroy, le paya cher aux élections européennes de 1984 où il fit un score faible (11,2 %) par rapport à ses résultats précédents.

Et en 1986, les élections législatives virent le retour de la droite au pouvoir, avec pour la première fois 35 députés FN, élus à la proportionnelle introduite par Mitterrand. C'était le résultat de la démoralisation provoquée par la politique de la gauche au pouvoir.

La campagne présidentielle de 1988 me laisse moins de souvenirs, sinon que j'obtins un peu moins de voix (606 017,

soit 1,99 %). Mitterrand fut réélu, fruit de la politique de Chirac qui, en 1986, avait provoqué la révolte de la jeunesse contre le projet de loi Devaquet. Lors des manifestations massives de la jeunesse en décembre 1986, un jeune étudiant, Malik Oussekine, avait été tué par les voltigeurs de la police à moto. Cela avait beaucoup choqué et révolté une partie de la jeunesse, et même au-delà. Sans compter qu'après les jeunes, les cheminots avaient fait grève près d'un mois contre le gouvernement Chirac. Bref, Chirac s'était usé au pouvoir en moins de deux ans et Mitterrand fut réélu.



En 1988, meeting au Zénith de Paris pour l'élection présidentielle

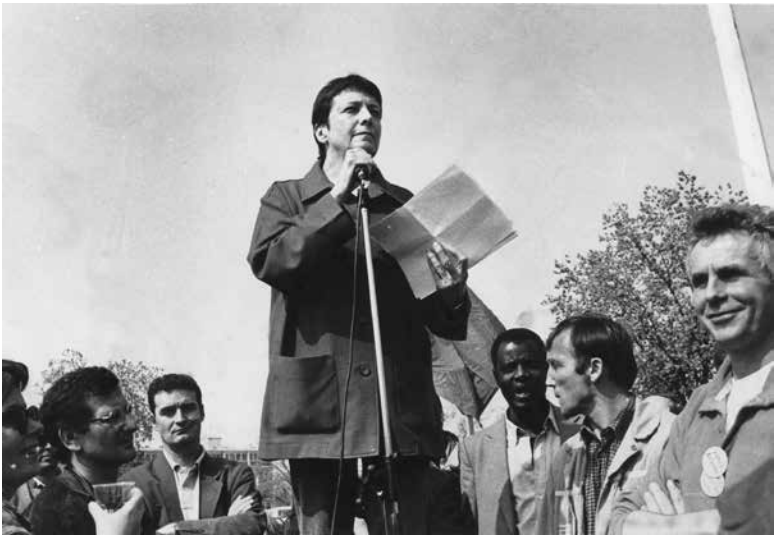
L'élection présidentielle de 1995

L'élection présidentielle de 1995 me laisse un souvenir joyeux puisque j'ai obtenu 1 615 552 voix, soit 5,3 %. C'était vraiment une satisfaction. Il y avait des luttes contre les licenciements dans un certain nombre d'entreprises. Ce fut une période d'ébullition dans le monde du travail contre les licenciements, quelques mois avant les grèves de novembre-décembre 1995.

Pendant la campagne électorale, les salles que nous avions réservées pour des meetings s'avéraient trop petites. C'était étonnant. Je me souviens que le premier meeting où nous fûmes ainsi surpris avait lieu à Clermont-Ferrand : il y avait plus de monde que de places ! Les couloirs comme les escaliers étaient bondés. Il y eut 1 000 personnes à Dijon, 900 à Marseille, 5 000 au meeting parisien à l'île des Vannes à Saint-Ouen… À Rouen, on a été obligé de sonoriser la rue, car la salle était pleine ! La critique « Vous dites toujours la même chose », au sens de « Il faut évoluer », s'était transformée en compliment : « Vous au moins, vous ne changez pas d'idées », comme des gens me le disaient alors souvent. Et cette sympathie s'était traduite dans les urnes.

Bien sûr, c'était inattendu pour une petite organisation comme la nôtre de dépasser les 5 %. Cela nous posait comme un courant politique crédible. Peut-être parce que tout le monde regarde cette barre des 5 % qui permet un meilleur remboursement des frais de campagne[1]. D'ailleurs nous n'avons n'a pas été remboursés de tout ce qu'on nous devait, parce que le président du Conseil constitutionnel, Roland

1 Aux élections présidentielles, le fait d'avoir les parrainages nécessaires pour se présenter donne droit au remboursement par l'État du matériel électoral officiel et d'une partie des frais de campagne. Au-delà de 5 %, on est davantage remboursé.



Le 12 avril 1995, à Flins, devant l'usine Renault, pendant la campagne présidentielle, avec à droite Guy Bélier et Alain Luguet.

Dumas, ancien ministre de Mitterrand, avait estimé que nous avions mal fait nos comptes. Il avait réussi à récuser une partie de nos dépenses de campagne, avec des arguties juridiques que nous avons contestées, sans avoir gain de cause. Mais c'est un aspect secondaire, même si cela nous a coûté cher et a dû être payé par les cotisations de nos adhérents.

Nous étions très contents du résultat de cette élection. Maintenant, est-ce que cela a changé vraiment les choses ? 1,6 million de voix sur 30 millions d'électeurs, c'est beaucoup et c'est peu. Et le vote en ma faveur était sûrement plus un geste de rejet des autres candidats, de la gauche gouvernementale notamment, que d'adhésion aux idées communistes révolutionnaires. Cela, nous en avons été tout de suite conscients, contrairement à d'autres. J'ai sûrement gagné en notoriété. C'est vrai que j'ai le souvenir de beaucoup de marques de sympathie dans la population.

Au soir du premier tour, j'ai appelé à la constitution d'un grand parti des travailleurs pour proposer à ceux de mes

électeurs qui le voudraient de prolonger leur vote. Nous n'avions aucune illusion sur la possibilité de créer ce parti qui manquait – et qui manque toujours. C'est ce que nous avons proposé à ceux que notre campagne avait touchés et qui auraient voulu prolonger leur vote en nous rejoignant. Des organisations politiques se sont dit que c'était peut-être le moment de discuter avec Lutte ouvrière de ce qu'on pourrait faire ensemble, etc. Et je me rappelle qu'il y avait des gens même dans un milieu assez proche qui nous disaient : « Mais maintenant, vous devriez vous entendre avec la LCR. » La LCR n'avait pas présenté de candidat et avait appelé à voter, au choix, pour Dominique Voynet (Verts), Robert Hue (PCF) ou Arlette Laguiller.

Mais fort peu de ces 1,6 million d'électeurs nous ont finalement rejoints et, si nous avons maintenu nos forces, nous n'avons pas connu de développement important. Le parti des travailleurs en est resté au stade de la propagande, ce qui prouve que voter pour certaines idées ne veut pas dire être prêt par la suite à militer pour. C'était significatif de ce qu'était alors la situation.

En juin 1995, lors des élections municipales, j'ai obtenu 15 % des voix aux Lilas, la commune de près de 23 000 habitants où j'habite, en Seine-Saint-Denis. J'ai été élue conseillère municipale avec mon camarade Dominique Petitjean, avec qui je continue d'ailleurs d'animer le groupe local de Lutte ouvrière. Cette élection a soulevé quelques illusions parmi nos colistiers, dont certains pensaient que nous allions pouvoir faire des choses au conseil municipal. Mais nous n'étions que deux élus, donc très minoritaires. Le maire, de droite, critiquait le PS sans arrêt et avec mépris. Nous l'attaquions sur nos bases politiques, et la difficulté était de ne pas sembler défendre le PS qui, au gouvernement, menait une politique que nous combattions. Parfois, nous nous retrouvions d'accord avec les opposants PS. Je me rappelle être intervenue contre le

maire de droite en disant : « D'accord, vous êtes majoritaire, mais les 47 % qui n'ont pas voté pour vous, ils comptent. » Par ailleurs, nous avions essayé de prendre contact avec les syndicats des travailleurs de la commune, de mettre en avant ce qui n'allait pas ici ou là dans les quartiers populaires. Et nous avions réussi à souder autour de nous un milieu de sympathisants.

Élue au Parlement européen (1999-2004)

Aux élections européennes de juin 1999, nous avons présenté une liste commune avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Avec 914 811 voix (5,18 %), nous avons juste dépassé le seuil nécessaire pour avoir des députés européens. La LCR avait donc deux élus, Alain Krivine et Roseline Vachetta, et nous trois : moi-même, Armonie Bordes et Chantal Cauquil. Depuis 1979 que les députés au Parlement européen étaient élus au suffrage universel par pays, c'était la première fois que des révolutionnaires trotskystes étaient élus, et cela fit l'objet de quelques articles dans la presse. Mais ce n'était pas la première fois que nous nous présentions avec la LCR : à l'élection européenne de 1979 nous avions fait liste commune et obtenu 623 663 voix (3,08 %).

Nous avons publié toutes nos interventions durant cinq ans, pour nos militants et nos sympathisants. Comme les autres députés, nous intervenions sur tous les sujets dans l'hémicycle, et nos interventions détonnaient souvent dans ce moulin à paroles qu'est le Parlement européen. En fait, le vrai pouvoir appartient aux États membres, notamment aux plus puissants d'entre eux. Aujourd'hui, le Parlement européen ratifie la Commission et ses différents membres ; à l'époque, il n'avait même pas cette prérogative. Les États sont représentés à la Commission européenne, renouvelée tous les cinq ans, et qui n'est donc pas élue. Derrière la fiction de l'Union européenne, chaque État défend sa propre bourgeoisie. Les plus grands États européens imposent en réalité leur loi aux plus petits, comme on le vit avec la Grèce en 2015, quand l'Union et les grandes banques l'obligèrent à une austérité radicale.

Notre travail a surtout consisté à nous faire l'écho des revendications de la classe ouvrière des pays de l'Union

européenne. Par exemple, les députés LO et LCR étaient allés en délégation à Londres pour soutenir les travailleuses de Marks & Spencer, qui fermait ses magasins en France. « Travailleuses », parce que c'était quand même beaucoup de femmes qui se retrouvaient au chômage. Nous accueillions aussi au Parlement toutes les manifestations de salariés qui venaient pour faire valoir leurs droits, et nous recevions des délégations de travailleurs en lutte. Nous nous préoccupions aussi des conditions de travail et des salaires des centaines, voire des milliers de travailleurs qui font tourner cette énorme machine : gardiens, employés, femmes de ménage, secrétaires, etc. Ma camarade Armonie Bordes s'est particulièrement investie dans ce travail, au point de quasiment passer pour la déléguée du personnel auprès de certains d'entre eux. C'était une députée vraiment pas comme les autres. Nous allions à la cantine du personnel, plutôt que de déjeuner avec les autres députés.

Nous faisions partie d'un groupe parlementaire, la Gauche unitaire européenne (GUE), avec les élus du PCF et des élus d'autres pays, PC ou proches du PC ou anciens PC, ou scission du PC, etc. Il y eut en 2000 une polémique autour de la taxe Tobin, une taxe très faible – un pour mille ! – sur les transactions financières, portée en France par l'association Attac qui voulait un capitalisme débarrassé de ses aspects financiers les plus spéculatifs, et soutenue par le PCF. Au Parlement européen, cela aboutit à un amendement qui était proposé par de nombreux députés, de gauche, et approuvé entre autres par le politicien de droite Charles Pasqua[1]. Le texte proposé nous faisait finalement accepter la spéculation financière à condition qu'on la taxe faiblement, et nous avons choisi de voter contre. Nous avons été largement attaqués pour cela, notamment par la presse de gauche. Il y eut

1 Charles Pasqua (1927-2015), gaulliste, homme de droite, souverainiste, plusieurs fois ministre de l'Intérieur sous Chirac.

tout un tas d'articles contre nous : à les entendre, nous avions manqué une occasion historique de faire payer les riches… Alain Krivine s'était abstenu, mais il a été tout autant attaqué que nous, parce qu'il avait manqué quelques voix pour que ça passe. C'était prétendument la faute de l'extrême gauche, alors que des députés bien en vue comme Robert Hue (PCF), par exemple, n'étaient même pas présents ce jour-là pour voter ce texte que son parti présentait comme si important.

Des luttes au Crédit Lyonnais à celles de tous les travailleurs

Au-delà des péripéties électorales, je menais le travail militant au jour le jour, contre l'exploitation capitaliste et tout ce qu'elle charrie de comportements et d'attitudes. Bien que la politique soit théoriquement interdite dans les entreprises, les travailleurs ne laissent pas leur cerveau à la porte de leur lieu de travail où les discussions sont nombreuses en fonction de l'actualité.

J'étais entrée en 1956 au Crédit Lyonnais à 16 ans et donc j'ai pris ma retraite complète avec quarante annuités, en 1996. J'avais à l'époque 56 ans et, depuis 1995, j'étais conseillère municipale. Un an avant la retraite, j'avais déjà pris une préretraite progressive, je travaillais à mi-temps. Au Crédit Lyonnais, j'ai fait un travail syndical en tant que déléguée, ce qui me permettait de passer dans les services discuter avec les gens et de les connaître. Et puis, parallèlement, bien sûr, j'ai milité pour nos idées politiques et j'ai animé des groupes de Lutte ouvrière dans l'entreprise.

Je suis venue travailler au siège en 1963. Par la suite, j'ai toujours été soit au siège proprement dit, boulevard des Italiens, soit dans les bureaux d'annexes autour du siège. C'est-à-dire que, tant que j'ai eu un poste, j'ai été dactylo, puis employée au service crédit immobilier. Ensuite, à partir du moment où j'étais permanente en fait, déléguée syndicale FO, j'étais dans le local du syndicat, d'abord rue Ménars, puis rue Sainte-Anne dans le deuxième arrondissement de Paris, et enfin dans l'immeuble du Crédit Lyonnais rue Feydeau, qui hébergeait les permanences syndicales et la crèche.

J'ai animé des grèves, mais des grèves partielles. Je me souviens que nous avons débrayé quand les gardes mobiles sont intervenus chez Lip à Besançon en 1973, où les travailleurs



En 1988 à Gennevilliers, pendant la grève des usines Snecma, avec mon camarade Patrice Crunil (sur l'estrade).

menacés de licenciement occupaient leur usine et vendaient le stock de montres pour assurer leurs salaires. Mais nous n'avons pas été nombreux à débrayer. Après la grève des banques de 1974 où, au Crédit Lyonnais, nous réussîmes à faire élire un comité de grève, la seule lutte un peu importante que nous avons menée c'était, en 1975, la grève des femmes qui triaient les chèques sur de grosses machines. Il y eut aussi la grève des gars du Courrier, et la grève au service de la Bourse du Crédit Lyonnais en 1986.

Pendant les grèves de novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé, j'étais encore au Crédit Lyonnais. On a essayé, en tant que syndicalistes dans l'entreprise et aussi en tant que militants politiques, de mobiliser les employés de banque pour débrayer et participer aux manifestations. Parfois, les manifestations avaient lieu en fin d'après-midi et les salariés allaient soutenir ceux qui étaient le plus mobilisés, c'est-à-dire la SNCF, la RATP, et aussi en partie les enseignants. À

chaque fois que c'était possible, nous appelions à y aller. Un mouvement de grève était lancé mais, au Crédit Lyonnais en tout cas, nous n'avons pas vraiment réussi à entraîner beaucoup de monde.

Toujours en 1995, sous le nom hypocrite de « plan d'amélioration de la productivité », la direction décidait en fait un plan de suppression d'emplois, dit plan social, de 2 450 personnes. Elle proposait des mesures d'aide au départ volontaire. Finalement, près de 1 600 personnes sont parties avec ces aides. Effectivement beaucoup d'employés souhaitaient quitter l'entreprise pour tenter autre chose. Du coup les débrayages sont restés minoritaires et la direction a appliqué son plan. Plus tard, des dizaines de salariés qui étaient partis volontairement, pour devenir libraire ou restaurateur ou éleveur de chevaux par exemple, se sont retrouvés en difficulté. Certains ont porté l'affaire en justice, estimant que la direction du Crédit Lyonnais n'avait pas procédé à l'accompagnement promis pour les aider à se lancer dans un tout autre métier que le leur. Il y eut des débrayages et manifestations à cette occasion. Ce sont les derniers auxquels j'ai participé en tant que salariée du Crédit Lyonnais, avant mon départ définitif en retraite de la banque en 1996.

Après 1996, j'étais toujours porte-parole de Lutte ouvrière, et mon statut de retraitée me laissait plus de disponibilités. J'étais invitée à soutenir de nombreuses luttes ouvrières. Nous tentions surtout de militer dans les entreprises et de prendre part aux combats qui s'y mènent. Nous essayions de les orienter vers plus de démocratie ouvrière, en particulier par l'élection de comités de grève regroupant syndiqués et non syndiqués. Mais nous sommes une petite organisation et nous sommes loin d'avoir des militants dans toutes les entreprises du pays. Aller soutenir des grévistes de l'extérieur ne remplace pas la nécessaire présence de militants communistes révolutionnaires dans chaque entreprise du pays. Mais



En mars 1988, avec les travailleurs en grève de la centrale thermique Émile-Huchet, à Carling, en Moselle.

lorsque les travailleurs redressent la tête ici ou là, nous allons les soutenir parce que c'est normal, parce que c'est notre camp. Et de nombreux travailleurs en grève m'ont demandé de venir à la porte de leur entreprise et de les aider à faire connaître leur situation. C'est ce que je faisais déjà depuis les années 1980 ; mais après 1996, je me suis beaucoup déplacée pour soutenir des luttes un peu partout dans le pays.

Je suis souvent allée dans l'est de la France, où il y avait à l'époque de nombreuses luttes. Je suis notamment allée soutenir les grévistes de la centrale électrique Émile-Huchet à Carling en Moselle. Je suis allée chez Daewoo à Longwy en 2003, où la grève a été dure. L'usine a fini par brûler, tous les

travailleurs ont été licenciés. J'ai accueilli à Paris les grévistes de l'usine Sodimedical dans l'Aube, menacée de fermeture. Je suis allée à Samsonite dans le nord de la France, dont je suis repartie avec une valise offerte par les grévistes.

Je me souviens de l'usine Bata dans l'est de la France, fermée brutalement par Thomas Bata, le patron et unique actionnaire. J'ai manifesté avec les ouvrières et les ouvriers de la chaussure à Metz, et j'ai vraiment été très bien accueillie par eux, tout comme par les travailleurs de Moulinex qui étaient venus manifester à Paris en 2001. Même s'ils ne partageaient pas nos idées communistes révolutionnaires, ils savaient que le courant politique que je représentais était dans leur camp, le camp des travailleurs.

D'élection en élection (1997-2007)

En 1997, lors d'élections législatives causées par la dissolution de l'Assemblée par Chirac, nous avons fait mieux que d'habitude. Nous avons présenté des candidats dans 321 circonscriptions, obtenant en moyenne 3,06 % des voix (2,15 % en 1993). Aux élections régionales de mars 1998, Lutte ouvrière présenta des listes dans 68 départements. J'allais animer des meetings de soutien à nos candidats. Je fus élue en Ile-de-France avec deux autres camarades d'entreprise, Daniel Lioubowny, qui travaillait à la Snecma, et Jean-Louis Gaillard, employé à l'usine pharmaceutique Roussel-Uclaf à Romainville. Nous avons d'ailleurs eu vingt élus dans neuf régions différentes. J'avais donc trois mandats électifs, ce qui était trop. Aussi, en 2001, je ne me suis pas représentée aux élections municipales de ma commune et j'abordai la ligne droite de la recherche des signatures des maires avec tous les camarades, pour pouvoir être candidate à l'élection présidentielle de 2002.

Ces petits succès électoraux nous ont valu une nouvelle campagne de calomnies, cette fois-ci de la part de la presse bourgeoise. Le journal *Libération* en particulier, sous la plume d'un journaliste, David Dufresne, et par une tribune des frères Cohn-Bendit, tenta de faire passer Lutte ouvrière pour une secte. Bien sûr, dans les entreprises ou les quartiers où nos camarades étaient bien connus, cela fit un flop. Et cela ne nous empêcha pas de réunir des dizaines de milliers de personnes à la fête de Presles. Mais de nombreux autres journaux reprirent à leur compte des propos fielleux de *Libération*. Même aujourd'hui, vingt-cinq ans après, des journalistes en mal d'inspiration reprennent quelques fois certaines de ces allégations fantaisistes. « *Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose* », disait le philosophe Francis

Bacon au 17e siècle. Quatre siècles plus tard, c'est toujours vrai.

Cela n'empêche pas Lutte ouvrière d'exister, de défendre ses idées à toutes les élections, bien que ma camarade Nathalie Arthaud soit elle aussi de temps à autre interpellée sur ce sujet. Bien sûr tout cela s'explique. Tant que nous ne faisons que 1 % ou 2 % des voix, nous ne sommes qu'une incongruité pour les plumitifs de la bourgeoisie. Mais si les travailleurs commencent à voter pour les idées révolutionnaires, la bourgeoisie qui sait, elle, que la révolution peut toujours la menacer, fait donner ses médias. Elle, qui a conquis le pouvoir contre la féodalité par une révolution, sait qu'une révolution contre elle reste toujours possible. Toute l'histoire du mouvement ouvrier est pleine de ce genre d'attaques mensongères et calomnieuses.

Notre camarade Robert Barcia, que nous appelions Hardy, décédé en 2009, a été très attaqué par certains médias qui l'ont présenté comme un gourou. D'autres, ou les mêmes, ont essayé de le salir en le présentant comme un patron de l'industrie pharmaceutique ou que sais-je encore, ce qui bien sûr révoltait tous les militants de LO. Alors qu'il était un homme discret, dans le bon sens du terme, et pas un m'as-tu-vu, il a finalement décidé de publier ses Mémoires, reprenant son engagement militant en 1943 pendant la Deuxième Guerre mondiale, sa découverte du trotskysme et l'engagement de toute sa vie pour faire vivre les idées communistes révolutionnaires[1]. Robert Barcia a dû intenter plusieurs procès en diffamation pour se défendre et il en a gagné certains. C'était un camarade que j'estimais énormément. Il est sans doute le militant qui m'a le plus influencée lorsque j'ai adhéré à Voix ouvrière (VO) en 1962. Il m'a tout de suite accordé sa confiance. J'avais 22 ans, je venais du PSU et je ne

1 Robert Barcia, *La véritable histoire de Lutte ouvrière,* Entretiens avec Christophe Bourseiller, Denoël, 2003.

connaissais rien du trotskysme. J'avais lu un seul bouquin politique, *L'État et la révolution* de Lénine, qui m'avait été prêté par un camarade du PSU qui militait par ailleurs à la IV^e^ Internationale.

Hardy attachait une grande importance à la culture politique et incitait les jeunes que nous étions à lire et étudier l'histoire du mouvement ouvrier, la littérature marxiste et bien sûr les écrits de Trotsky. Cela a été non seulement une immense découverte pour moi qui avais quitté l'école à 16 ans, mais surtout un appui extraordinaire pour m'orienter dans la situation politique des années 1960. Le passé éclaire l'avenir, dit-on. Oui, connaître les situations passées aide à comprendre le présent pour préparer un avenir meilleur. En entrant à VO, je me sentais déjà féministe, et en tout cas une jeune femme libre et indépendante. Hardy mettait tout son poids politique pour qu'à Voix ouvrière – et plus tard à Lutte ouvrière – les femmes occupent les mêmes fonctions que les hommes, et ne soient pas celles qui servent le café pendant que les hommes discourent. En 1974, il a chaudement défendu une candidature féminine de Lutte ouvrière présente à l'élection présidentielle. C'est toujours le cas aujourd'hui : Nathalie Arthaud m'a remplacée en 2012.

Mais revenons à 2002. J'en étais à ma cinquième candidature à la présidentielle et j'ai obtenu 1 630 045 voix, soit 5,72 %. Ce résultat a cependant été vite complètement oublié en raison de l'issue du premier tour et de la qualification de Le Pen pour le second contre Chirac, aux dépens du PS Lionel Jospin.

Les partis de la gauche plurielle, qui avaient gouverné ensemble pendant cinq ans, s'étaient divisés. Outre la candidature de Jospin (PS), il y avait celles de Robert Hue (PCF), de Jean-Pierre Chevènement (qui avait quitté le navire gouvernemental dès 2000), de Christiane Taubira (PRG) et de Noël Mamère (Verts). C'est cette division de la gauche

gouvernementale qui expliquait que Jospin n'ait pas atteint le second tour.

En 2002, on était dans une période où il y avait beaucoup de suppressions d'emplois et Jospin lui-même avait dit qu'il ne pouvait pas intervenir, quand Renault, dont l'État était actionnaire, avait fermé son usine de Vilvorde en Belgique. Tout cela ne donnait pas confiance aux classes populaires. En cinq ans de pouvoir, le PS avait perdu 2,5 millions d'électeurs par rapport à l'élection de 1995. Mais, pour faire oublier son échec, la gauche gouvernementale appela tout de suite à voter Chirac et l'extrême gauche fut accusée d'avoir fait éliminer Jospin parce que, avec les 1,6 million de voix qui s'étaient portées sur moi et les 1,2 million de voix d'Olivier Besancenot, nous étions à 10 % des voix. L'ex-gauche plurielle en totalisait 32 % : 16 % pour Jospin et 16 % pour les candidats issus de la gauche plurielle. C'était deux fois plus que Le Pen ! Mais c'est à nous, qui avions combattu cette gauche gouvernementale pendant cinq ans, que la gauche reprochait la division. Un comble ! Mais l'objectif était surtout pour le PS de ne pas discuter des raisons de son échec et de la désaffection de l'électorat à son endroit.

Nous avons très vite pris position, le soir même, pour dire qu'en aucun cas, bien sûr, les travailleurs ne devaient voter Le Pen, c'était une évidence. Le Pen représentait tout ce que nous avions toujours combattu, mais, cependant, nous n'appellerions pas à voter Chirac. C'était également pour nous une évidence. Nous avions toujours combattu la droite et Chirac, dont il faut se rappeler d'ailleurs qu'avant le résultat des élections, il était caricaturé en super-menteur et en super-voleur. Pour nous, il s'agissait donc de deux candidats de droite. Le Pen disait des choses innommables sur les immigrés, mais Chirac en disait autant en réalité, en parlant du bruit et de l'odeur dans les cages d'escalier quand on avait des immigrés comme voisins. Tout ce que la gauche comptait de

politiciens et de journalistes nous a cloués au pilori pour ce refus de vote pour Chirac.

J'ai entendu après des gens disant que, finalement, c'était peut-être moi qui avais raison et que la gauche s'était déballonnée. Jospin lui-même n'a appelé à voter Chirac qu'avec beaucoup de réticences. La LCR a eu cette formule, « Battre Le Pen dans la rue et dans les urnes », ce qui appelait en fait hypocritement à voter Chirac. Je me souviens de la manifestation d'entre les deux tours, le 1er mai 2002, où nous avions été un peu insultés et pris à partie sur les bords de la manif par certains : « Il faut que vous votiez pour Chirac contre Le Pen ». À la une du journal *Le Monde* du 25 avril, le dessinateur Plantu m'avait représentée, ainsi que le dirigeant de Force ouvrière Marc Blondel, avec une chemise brune et un brassard, en sbires de Le Pen, face à de jeunes manifestants criant « Votez Chirac ! » Autrement dit, à lire ce journal, j'étais complice de l'arrivée du fascisme au pouvoir…

C'est sûr que c'était animé, avec des discussions parfois un peu difficiles dans notre milieu de sympathisants. Il a fallu convaincre, mais certains comprenaient tout à fait qu'il n'était pas question de voter pour l'homme de droite Chirac. Il faut dire qu'il y avait, dans cet élan de soutien de la gauche à Chirac, une certaine intox, une fake news avec des explications et des sondages bidon laissant penser que Le Pen pouvait l'emporter contre Chirac. En réalité, au premier tour, il y avait 9 millions de voix pour les candidats de droite et 5 millions pour Le Pen et Mégret. Donc, sans les voix de la gauche, le seul report des voix de droite garantissait à Chirac une victoire sans appel. Avec l'appui de la gauche, il obtint un plébiscite inespéré avec 82 % des voix. Le « danger Le Pen » était écarté, mais bien sûr ses idées ne l'étaient pas. Le FN a continué de progresser dans les élections ensuite, sauf en 2007 quand Sarkozy a siphonné son électorat en reprenant à son compte une partie de son discours. Cela prouve, s'il en

était besoin, que pour combattre les idées réactionnaires, les idées anti-immigrés, les idées racistes, ce n'était pas un problème de choix entre l'extrême droite et la droite.

Pour l'élection présidentielle de 2007, nous avons eu du mal à obtenir les 500 parrainages. Certains maires nous en voulaient de notre choix de 2002. Et d'autres, ou les mêmes, ne voulaient pas se faire accuser à nouveau de contribuer à l'éparpillement des voix de gauche avec la multiplication des candidatures et revoir Le Pen au deuxième tour. Cette campagne de 2007 ne fut pas passionnante. Sur le plan politique, il y eut quelques attaques pour dire « Arlette elle s'accroche mais c'est fini pour elle », « Pourquoi elle continue ? », « Pourquoi elle se représente ? », etc. J'ai obtenu 487 000 voix (1,33 %).

J'étais porte-parole de Lutte ouvrière depuis 1973, depuis des élections législatives où nous présentions 170 candidats et où nous avions eu sept minutes de temps d'antenne. En 2008, Nathalie Arthaud a repris le flambeau, comme d'autres camarades de sa génération qui ont rejoint la direction de Lutte ouvrière, dont je fais toujours partie.



Le 1er mai 2006.



Le 26 mai 1985, à la fête de Lutte Ouvrière, organisée cette année-là avec la LCR. À mes côtés, Alain Krivine et Louis Mapou, représentant du FLNKS.



Le 1er mai 1990, avec Alain Krivine.



Avec Pierre Perret, à la fête de Presles, à la Pentecôte 1993.



En 1995, j'ai été invitée à plusieurs émissions, dont L'heure de vérité, sur France 2.



Le 2 avril 1995, meeting électoral à l'île des Vannes à Saint-Ouen.



Le 25 novembre 1995, lors d'une grande manifestation pour les droits des femmes. Je suis entourée par Dominique Voynet et Gisèle Halimi.



THIERRY COEX / AFP

Le 11 juillet 1996 à la Bourse du travail à Paris, lors d'une réunion des syndicats du Crédit Lyonnais, contre la suppression de 5000 emplois.



À la Mutualité, le 6 mars 1998.



En 1998, sur mon balcon, aux Lilas (Seine-Saint-Denis).



Le 18 juin 1999, au Palais des sports de Paris, après les élections européennes: avec les quatre autres élus de notre liste commune, Armonie Bordes, Alain Krivine, Roseline Vachetta et Chantal Cauquil.



1er mai 2000 à Paris.



1er mai 2001, avec Jean-Louis Gaillard et Daniel Lioubowny, élus avec moi au Conseil régional d'Ile-de-France.



En octobre 2001, avec les travailleurs de Moulinex contre la fermeture de leur usine.



Le 11 octobre 2001, en mémoire du massacre des Algériens, lors de la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris.



Le 21 mai 2001, devant une bannière des syndicats à Londres. J'étais venue soutenir les salariés de Marks & Spencer, qui fermait ses magasins en France.

JACK GUEZ – AFP



En 2003, avec Robert Barcia, alias Hardy, à l'émission Mots croisés sur France 2.



Avec Olivier Besancenot, le 6 février 2004, avant un meeting à la Mutualité pour les élections régionales, où nous présentions des listes en commun avec la LCR.



Le 28 mars 2006, lors d'une des manifestations massives pour le retrait du CPE, le Contrat première embauche que voulait imposer Villepin, Premier ministre de Chirac.



Le 6 juin 2008, avec les sans-papiers, rue Xaintrailles (Paris 13e).



Le 9 février 2008, à Gandrange, contre la fermeture de l'aciérie ArcelorMittal. Tout à droite, mon camarade Bernard Thierry.



Le 12 avril 2007, à l'usine Chausson Outillage de Reims, à l'invitation des travailleurs, que j'étais venue soutenir dans leur lutte contre les licenciements et la fermeture du site.



En 2008, à la fête de Presles, avec Charles Piaget, porte-parole des grévistes de l'entreprise d'horlogerie Lip à Besançon, au début des années 1970. Les ouvriers menacés de licenciement avaient occupé l'usine et s'étaient payé sur le stock de montres.



En 2011, pour le retrait du plan Fillon d'attaque contre les retraites.



En 2015, en soutien à la lutte des travailleuses et travailleurs de RLD, une blanchisserie industrielle aux Lilas.



Le 5 juillet 2016, avec Nathalie Arthaud, contre la loi travail du gouvernement Valls.



Le 30 septembre 2016, au Cirque d'Hiver à Paris, en soutien à Nathalie Arthaud candidate à l'élection présidentielle de 2017. Parmi tous mes camarades de la tribune, à ma gauche, Nathalie et Ghislaine Joachim-Arnaud, porte-parole de Combat Ouvrier en Martinique. À ma droite, Jean-Pierre Mercier et Pascal Le Manach.



Le 5 février 2019, avec Jean-Pierre Mercier
et Nathalie Arthaud.



Le 10 mai 2019, avec Nathalie Arthaud,
en meeting pour les élections européennes.

Depuis les années 1970, la vie politique a changé, et en même temps…

Sur le plan électoral, la gauche est plutôt dans les basses eaux. Elle s'est discréditée au pouvoir. Le PS et le PCF ont bien du mal à remonter la pente. En même temps, ce qui me frappe, c'est que les illusions réformistes sont toujours là… du moins chez ceux, de moins en moins nombreux, qui vont encore voter. En mars 2020, lors des élections municipales, de nombreux travailleurs que nous connaissons en sont encore à se demander s'il ne vaut quand même pas mieux voter pour la gauche, c'est-à-dire le PS, le PC et LFI, plutôt que pour la droite. Ce type d'illusion, je le trouve encore très présent, sauf peut-être chez les plus jeunes. Bien sûr, les gens ne disent pas que le PS c'est formidable, mais l'idée reste présente que la gauche – la gauche au sens large, y compris parfois maintenant les écologistes –, ce sera pour les travailleurs un peu mieux que la droite, en tout cas « moins pire ».

Et puis, il y a une autre illusion. Celle qu'un homme providentiel ou une femme – enfin ça c'est plus rare ! – puisse changer les choses, sans qu'il y ait besoin de se battre pour renverser le système capitaliste. Nous avons toujours à lutter contre l'idée qu'il faut des gens qui fassent à notre place, qui soient au-dessus de nous. Notre travail militant, c'est de redonner confiance à la classe ouvrière, non seulement dans sa force mais aussi dans sa capacité à diriger peut-être un jour la société. Finalement le succès de Macron, qui est parvenu à se faire élire président de la République en 2017, repose toujours sur cette illusion. Je crois que nous n'en sommes pas sortis et que, dans notre lutte politique quotidienne, cela fait partie des choses que nous aurons longtemps à combattre.

Le PCF, lui, s'est un peu sabordé avec l'affaire du Front de gauche et de son ralliement à Mélenchon en 2012 et 2017,

qui lui a sûrement fait perdre des militants. Peut-être cela ne l'a-t-il pas aidé à surmonter la crise du stalinisme et la fin de l'URSS. Le monde entier a découvert ce que les trotskystes avaient toujours dénoncé, ce qu'avait été le stalinisme, ce stalinisme que le Parti communiste français avait soutenu pendant toute une époque. Même s'il a fait une certaine autocritique, le PCF en était réduit quand même à assumer tout ça. Et il a peut-être cherché à rebondir dans des alliances plus larges avec des gens comme Mélenchon. Mais en réalité, à mon avis, il s'est plutôt perdu en route. Cela dit le PCF, même minoritaire électoralement aujourd'hui, existe encore dans la classe ouvrière. Il a gardé des liens avec les travailleurs. Quand il y a des mouvements de grève, on voit resurgir des militants, anciens ou en rupture de ban avec le PC, mais militant à la CGT et qui ont finalement gardé à la fois des traditions de lutte et des habitudes du stalinisme. En particulier, celle de ne pas faire confiance à la classe ouvrière pour diriger elle-même ses luttes, en étant la plupart du temps opposés à l'élection de comités de grève regroupant syndiqués et non-syndiqués.

Mais il est vrai qu'on aurait pu se dire, à un moment, que la baisse électorale importante du PC sonnait le glas de ce parti. En 2007, Marie-George Buffet avait obtenu 1,93 % des voix, à peine plus que moi (1,33 %). Mais, toute comparaison gardée, nous sommes bien plus petits que le PCF, même aujourd'hui. Un mauvais score électoral ne signifie pas qu'un parti est mort, surtout pour des partis qui essaient de s'appuyer sur la population ouvrière et sur les milieux populaires. Si le PCF a gardé si longtemps des municipalités, c'est parce que quelquefois il a mené des politiques sociales, qui ont pu apparaître meilleures que celles de la droite. À d'autres endroits, il a au contraire plutôt imité la droite, comme à Vitry-sur-Seine où, en décembre 1980, les militants du PCF, appuyés par la municipalité, ont rendu temporairement inaccessible et inhabitable un foyer de travailleurs immigrés. Cela

a beaucoup fait de mal au PCF dans certains milieux. Il n'a parfois pas mené des politiques très différentes de celles de la droite, en favorisant l'embourgeoisement de certaines villes de banlieue, en chassant les plus pauvres par la démolition de logements, reconstruits pour des couches plus aisées. Bien sûr, il peut parfois encore attirer dans certaines banlieues populaires par sa politique un peu plus sociale, un peu plus favorable aux classes populaires.

Les idées révolutionnaires n'ont pas progressé à la mesure de la baisse du PCF. Nous avons créé des liens avec d'anciens militants ou sympathisants de ce parti, qui nous respectent et apprécient certaines de nos positions. Il y a pu y avoir des rapprochements. Il est vrai qu'au cours des vingt dernières années des militants du PCF sont venus vers nous parce qu'il leur semblait que nous représentions vraiment le communisme, contrairement au PC qui, par ses alliances et ses postes de ministres, s'est bien éloigné des idées de ses origines.



En novembre 2008, à Montreuil, en soutien à la lutte des travailleurs sans-papiers de l'entreprise de démolition Griallet, qui avaient stoppé le travail depuis juin, pour obtenir leur régularisation.

Enfin, aujourd'hui, de nombreux travailleurs s'abstiennent. Dans les quartiers populaires, l'abstention atteint parfois 60 %, 70 % et même plus parfois. Elle traduit en partie les déceptions successives et le dégoût des travailleurs vis-à-vis du système politique. Mais l'abstention, voire l'apolitisme, ne sont pas des solutions. Pour ma part, je milite pour que les travailleurs se politisent, mènent leur politique, luttent pour le pouvoir. Y renoncer, c'est abandonner la direction de la société à la bourgeoisie. Celle-ci se moque bien qu'il y ait des taux d'abstention record à Aubervilliers ou à Roubaix, du moment qu'elle peut exploiter les travailleurs qui y vivent. Elle peut exercer sa dictature économique en toute tranquillité.

Pour les travailleurs, sans combat politique, sans lutte pour le pouvoir, il ne peut y avoir de transformation de la société. Ma perspective, mon combat, c'est pour un pouvoir des travailleurs, un pouvoir démocratiquement exercé par la majorité, car les travailleuses et les travailleurs constituent aujourd'hui la majorité de la société.

De Le Pen père à Le Pen fille

La première cause de la progression électorale de Le Pen et de l'extrême droite, c'est que la gauche, PS et PCF, a démoralisé les travailleurs. D'abord en menant, une fois au pouvoir, une politique de défense des intérêts capitalistes, pas très différente de celle menée par les gouvernements de droite. Et cette déception entraîne l'idée qu'il faut trouver quelqu'un d'autre. Aujourd'hui, aux yeux de certains milieux populaires, cette alternative est incarnée par le Rassemblement national, ex-Front national, et par des gens comme Marine Le Pen.

La seconde cause, c'est que, depuis des années maintenant, nous vivons une période de crise économique, de crise sociale, d'augmentation du chômage, qui fait qu'il est tentant de se précipiter dans les bras de quelqu'un qui n'a jamais gouverné, à qui on ne peut pas reprocher d'avoir pris telle ou telle mesure. Comme dans toutes les périodes de crise, un sentiment anti-étrangers, nationaliste grandit dans la population. Même si la droite laboure ce terrain du nationalisme et du chauvinisme, de nombreux politiciens de gauche ont été dans ce sens-là, contre les travailleurs immigrés, en limitant leur entrée en France et leur régularisation. Marine Le Pen peut apparaître sur ce terrain-là comme la plus cohérente. Et s'il se développe dans le pays des sentiments contre les immigrés et l'immigration, alors malheureusement les votes peuvent se porter sur Marine Le Pen. Cela dit, l'histoire n'est pas écrite. Parce que les choses dépendent aussi du camp d'en face, celui des travailleurs. Marine Le Pen serait une très bonne gestionnaire des intérêts des capitalistes, comme l'ont été Hollande et Sarkozy, comme l'est Macron, il ne faut pas en douter. En face, seul un réveil des luttes de la classe ouvrière peut contrebalancer cette poussée vers le nationalisme que nous sentons

effectivement, y compris dans les couches populaires. D'ailleurs, quand le pays est paralysé par les grèves, on ne parle plus beaucoup de Marine Le Pen, même si elle a pu avoir ici ou là des paroles doucereuses pour les travailleurs.

Des attentats de 2001 à ceux de 2015

L'attentat du 11 septembre 2001 contre les tours du World Trade Center à New York a sidéré la population dans le monde entier. D'autant que la télévision a montré quasiment en direct l'attentat et ces milliers de personnes piégées et tuées dans ces grandes tours. Les familles des victimes et le peuple américain tout entier ont été tragiquement touchés et cela suscita le dégoût envers ceux qui avaient organisé ces attentats. Pour notre part, nous avons su garder la tête froide et rappeler aussi toute la politique des États-Unis d'Amérique.

« *On ne peut entretenir les guerres aux quatre coins du monde sans qu'elles ne vous rattrapent un jour* », ai-je écrit dans l'éditorial de notre hebdomadaire qui parut le 14 septembre. Les États-Unis avaient envahi tant de pays par le passé, en Irak et ailleurs, fomenté des coups d'État qui ont fait des dizaines de milliers de morts, de l'Indonésie au Chili. Nous avons voulu établir toutes les responsabilités et nous disions que les hommes et les femmes qui étaient dans les ruines du World Trade Center étaient les victimes d'une action terroriste que rien ne justifie, mais aussi de la politique de leurs propres dirigeants aux États-Unis.

Cela n'a pas toujours été très bien compris, parce que le climat était à « Nous sommes tous américains », contre ces affreux terroristes. Affreux, ils l'étaient, mais à une petite échelle, comparé au terrorisme de l'État américain. Nous rappelions qu'à force d'avoir semé la guerre, la mort et la misère aux quatre coins du monde, le gouvernement américain faisait payer sa politique à sa population. Nous avons fait des éditoriaux, nous nous sommes expliqués dans notre journal, et nous sommes fiers d'avoir eu cette position et de ne pas avoir choisi entre le terrorisme d'État de la bourgeoisie et celui des islamistes, qui voulaient bâtir un pouvoir d'État

encore plus intolérant et autoritaire. Surtout qu'il y a eu la guerre contre l'Afghanistan dans les semaines qui ont suivi. Puis, en 2003, la guerre d'Irak, où de nouveau le gouvernement américain a entraîné sa population dans des actions qui relèvent du terrorisme d'État. D'ailleurs, en 2003, l'opinion avait quand même déjà changé, il y eut de grosses manifestations contre cette guerre dans de nombreux pays d'Europe, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et ailleurs. Cela a marqué toute une génération. Et finalement, Chirac ne s'est pas rallié à la position du gouvernement américain.

En 2015, avec les attentats contre *Charlie Hebdo,* l'Hypercacher et le Bataclan, cette idée qu'il faudrait faire bloc avec le gouvernement contre le terrorisme a fonctionné de nouveau. Les attentats ont suscité une vaste émotion et le gouvernement en a profité pour tenter de souder la population autour de lui, dans un réflexe d'union nationale. Si nous avons partagé l'émotion devant l'horreur des attentats, nous n'avons pas marché dans l'union nationale. C'est un piège pour les opprimés. Les bombes semées par nos dirigeants en divers endroits du monde nous reviennent en boomerang. Il n'y a aucune solidarité à avoir avec eux[1].

1 En octobre 2020, la décapitation de l'enseignant Samuel Paty par un jeune islamiste radicalisé nous plonge une fois de plus dans l'horreur. Une horreur et un dégoût redoublés par le fait que ces actes ignobles sont toujours utilisés par les racistes, les réactionnaires et les anti-immigrés, avec pour résultat de diviser le monde ouvrier.

Le long combat pour l'émancipation des femmes

En 1974, j'étais la première femme candidate à une élection présidentielle, et je disais : « *Je suis une travailleuse, une femme qui se présente dans cette république d'hommes.* » Maintenant, la parité pour les élections est inscrite dans la loi. Mais les choses sont-elles si différentes ? Sur le plan politique ou sur celui des dirigeants d'entreprise, ce sont toujours majoritairement des hommes qui dirigent.

Aujourd'hui, on parle beaucoup des meurtres de femmes par leur conjoint. Cela existe depuis longtemps, mais se dire qu'en 2020 ça existe toujours et que cela fait partie de l'oppression des femmes, c'est effectivement quelque chose de dur à supporter.

Le machisme, le harcèlement et les viols existent toujours. Il y a encore beaucoup de luttes à mener pour les femmes. Même l'égalité des salaires est loin d'être acquise : en comptant les temps partiels, la différence est de 25,7 %, ou de 18,5 % si l'on compte les temps pleins. En fin de compte, on fait toujours payer aux femmes leurs maternités. Quand des femmes, même dans des milieux de cadres, s'absentent pour élever leurs enfants, elles perdent quelques mois, quelques années par rapport à l'avancement qu'obtient un homme dont la qualification et les compétences sont égales. Il y a certes plus de femmes en politique, mais à l'Assemblée comme au Sénat elles sont malgré tout encore minoritaires.

Il y a toujours des difficultés pour avorter, et encore beaucoup de préjugés sur la contraception qui n'aident pas les femmes. Les femmes elles-mêmes sont quelquefois victimes de ces préjugés, comme avec l'idée que la pilule peut donner le cancer. On entend des propos comme : « Il ne faut pas faire de péridurale, parce que les femmes doivent accoucher dans

la douleur. » Ce sont ces idées réactionnaires qui reviennent. Et les religions, quelles qu'elles soient, continuent de peser sur les droits des femmes. Alors, oui, je continue mon combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes, l'égalité salariale, l'égalité de choix, pour le droit d'avoir ou non un enfant, y compris pour les couples homosexuels.

Notre fête

À la Pentecôte 2020, nous aurions dû fêter la 50e fête de Lutte ouvrière. Nous en avons été empêchés par les mesures liées à l'épidémie de Covid-19. Ce qui me touche, c'est la continuité. En 1971, j'étais à notre première fête, que j'ai contribué à mettre en place, à installer, à animer. Dans les années 1970, c'était certainement plus improvisé qu'aujourd'hui. Nous avons aujourd'hui davantage d'expérience.

Notre fête a pris en épaisseur, en ce sens qu'elle est vraiment très belle, grâce au cadre aussi du parc du château de Bellevue à Presles, dans le Val-d'Oise, que nous entretenons. Nous sommes plus professionnels. Nous montons la fête plus vite qu'avant, nous la décorons plus facilement aussi, car de plus en plus de personnes participent à son montage et à son élaboration. Elle reste toujours la seule fête nationale d'extrême gauche de cette importance, à laquelle participent



Presles, 1983 : à la fête de Lutte ouvrière, organisée cette année-là avec la LCR. Je suis avec Hugo Blanco, un dirigeant des luttes paysannes au Pérou, et Ernest Mandel, de la 4e Internationale.

de nombreux groupes militants de bien des pays. C'est une joie pour nous de montrer qu'on est capable pendant trois jours de vivre avec des dizaines de milliers de personnes, de femmes, d'enfants dans une fraternité et une camaraderie absolues. Ceux qui viennent sont touchés par cet aspect de la fête, même s'ils ne partagent pas toutes nos idées. Chaque année c'est une fierté de la réussir.



LOUNES / GAMMA

En 1991, dans les allées de la fête.

En conclusion

J'ai inscrit ma vie militante dans un combat qui dépasse non seulement ma personne, mais toute ma génération. Un combat commencé avec les débuts du mouvement ouvrier, avec la révolte des canuts lyonnais, avec la lutte des chartistes britanniques ou encore sur les barricades parisiennes en juin 1848, contre la République bourgeoise. En 2021, nous allons commémorer les 150 ans de la Commune de Paris de 1871. Ce fut le premier gouvernement ouvrier. Elle fut écrasée dans le sang par l'armée des versaillais, comme on appelait le gouvernement qui s'était installé dans la ville des rois. Les travailleurs parisiens étaient montés « à l'assaut du ciel » comme le disait Karl Marx, et ils le payèrent chèrement.

Je suis toujours « communarde », au sens où je crois toujours que, comme le disaient les militants de la Première Internationale, dont nombre furent aussi des communards, « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Ce combat, c'est celui qu'ont ensuite poursuivi les militants socialistes de la fin du 19e et du début du 20e siècle, qui tentaient d'expliquer aux ouvriers ce que le syndicaliste révolutionnaire et socialiste Fernand Pelloutier (1867-1901) appelait la « science de leur malheur ». C'est le combat qu'ont poursuivi les travailleurs russes avec la révolution de 1917, et l'Internationale communiste à ses débuts. Puis, c'est la flamme qu'ont préservée Trotsky et ses camarades, qui luttèrent pour dire que le stalinisme n'incarnait pas le communisme, mais le dénaturait. Dans son testament, Trotsky affirmait sa confiance dans l'avenir de l'humanité : « *La vie est belle. Que les générations futures la nettoient de tout mal, de toute oppression et de toute violence, et en jouissent pleinement.* »

Alors, je suis toujours marxiste et trotskyste.

En fait, depuis un siècle et demi, il y a toujours eu un courant qui luttait pour renverser le capitalisme et pour bâtir une société débarrassée de l'exploitation et de son cortège d'arriérations. Ce courant ne l'a pas emporté ? Certes, mais il incarne le seul avenir fraternel, libre et égalitaire que l'humanité puisse embrasser. Toute ma vie, je me suis battue pour ces idées. Ce sont celles qu'à mon échelle, je voudrais transmettre aux générations futures.

Octobre 2020

Imprimé par Impressions Multi Services
6, rue Florian - 93500 Pantin
www.ims-pantin.fr - atelier@ims-pantin.fr